

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - Nº 12984 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 26-LUNDI 27 OCTOBRE 1986

La mise en cause de la Syrie dans les actions terroristes

La décision de Londres de rompre avec Damas embarrasse Paris

Un tabou brisé

brisé un tabou. En désignant la Syrie comme commanditaire de Niza Hindawi, elle a relégaé le président Assad au rang d'un vulgaire terroriste, ful auquel nombre de chefs d'Etat occidentaux décernent depuis des années, non sans arrière-pensées il est vrai, des brevets de bonne conduite. Pis, pour la fierté syrienne : le président Assad est sujourd'hui traité comme le colonel Kadhafi, un allié des Syriens, mais un allié dont on no se vante pas trop à Dames.

Pour la Syrie, qui entend rester le pivot de toute solution au Proche-Orient, le camoufiet est d'autant plus fort qu'il intervient à un moment où le pays se trouve confronté à de nombreuses diffi-cultée, intérieures avec la crise économique, et extérieures avec l'insuccès petent au Liben. En don-nant l'exemple, M^{es} Thatcher pose au grand jour une question qui commercial à pointer ; le prési-dent Assad, après avoir été un « gagnant », ne devient-il pas un « perdent » ? Certes, le secrétaire au Foreign Office a admis que le Syrie était un pays « important » et que, de ce point de sue, le rup-ture avec Dames constituelt un « sacrifice » pour la Grande-Bretagne. Certes, Washington. bien qu'ayent applaudi à la décision britannique, tient à garder le contact avec Demas, interlocuteur obligé notamment dans l'affaire des otages du Liban.

Mais il n'en reste pas moins que dans une région où les symboles comptent tout autant que les faits la rupture décidée per Londres signifia aussi que la président Assad ne feit plus aussi peur qu'auparavant. Un constat qui réjouire tous les ennemis de Dames, et ils sont nombreux, en particulier dens le monde arabe. Comment interpréter autrement le silonce des capitales arabes, à l'exception de Tripoli, vingt-quatre houres après la mesure britanni-

Uusqu'à quand les dirigeents syriens pourront-ils maintenir la contradiction qu'il y a à abriter chez eux ou dans les zones qu'ils contrôlent nombre de graupes terraristes tout en condemnant officiellement leurs actions? Rien ne permet de pen-ser que le président Assad soit décidé à changer de ligne da conduits. En meltrisent en pertie la terrorisme, il peut espèrer s'en garantir dens son propre pays. C'est son souci prioritaire. Ce parrainage perfois encombrant en fait d'autre part l'interlocuteur obligé des « victimes » qui vierment fratper à se porte pour s'en préserver. Le président Assad aime jouer ce rôle ambigu que lui reconneissent jusqu'à nouvel ordre beaucoup de dirigeents étrangers. Il n'est pas homme à céder aux pressions, et sa réaction, qui va au-deix de la simple rupture des relations diplomatiques avec le Royaume-Uni. prouve qu'il n'entend pas se laisser ionner per M⁻ Thatcher.

La décision de Londres n'en risque pes moins de réduire sa marge de menœuvre ; le ent syrien devra, au minimum, étudier soigneusement la raison des « bevures » de ses services de renseignement, locié dans le monde arabe à cause de son soutien à l'Iran dens la guerre du Golfe, mis en accusation devant l'Occident, il devra mobiliser toute son habiletå pour sauvegarder sinon son image du moins son rôle. La décision de la Grande-Bretagne de rompre ses rela-tions diplomatiques avec la Syrie à la suite du verdict rendu vendredi 24 octobre dans l'affaire Hindawi a suscité à Damas une réplique immédiate dans le même sens. L'initiative britannique embarrasse la France, qui doit préciser sa position lundi lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze. Les Etats-Unis, pour leur part, ont décidé le retrait de leur ambassadeur en Syrie, et le Canada, le rappel du sien.

matiques avec Damas, M= Thatcher a provoqué un embarras certain dans pas mal de capitales européennes, et notamment à

Pour la première fois, en effet, un Etat occidental dispose de faits irréfutables prouvant que la Syrie est directement responsable de la tentative de Nezar Hindawi de faire exploser en plein vol un Boeing d'El AL

Dès lors se pose aux partenaires européens de Londres une délicate question: que faire? Tant il est vrai, comme on le reconnaît en hant lien à Paris, que - les preuves dont dispose Londres sont autrement convaincantes que

En rompant les relations diplo- les propos fumeux que nous natiques avec Damas, M= That- tenait le général Walters lorsqu'il voulait nous convaincre de la responsabilité de la Libye dans cerlains actes terroristes ».

> Cela dit, la rupture Londres-Damas n'a pas surpris les respon-sables français. Ils avaient été mis au conrant à l'avance de la mesure, et M. Mitterrand avait pu lui-même se rendre compte de l'état d'esprit de M. Thatcher, lorsqu'il l'a rencontrée le 16 octobre à Londres. L'affaire Hindawi et ses conséquences étaient à l'ordre du jour de la conversation, avait-on reconn alors.

> > JACQUES AMALRIC. (Lire la suite page 3.)

«Tournée des popotes» dans le Nord-Pas-de-Calais

La campagne de M. Rocard trouble les socialistes

Au cours d'une visite des sections socialistes dans la région Nord-Pas-de-Calais, M. Michel Rocard n'a pas dissipé les craintes que fait naître, au sein du PS, son souhait de briguer la présidence de la République. L'interrogation majeure porte sur le point de savoir si M. Rocard se maintiendrait face à M. Mitterrand, quitte à se placer en dehors du PS. M. Mauroy ne croit pas que le député des Yuglines misse mener campagne « hors de le député des Yvelines puisse mener campagne « hors de la communauté socialiste ».



(Lire page 6 les articles de JEAN-LOUIS ANDREANT et de JEAN-RENÉ LORE.)

Attentat au Pays basque espagnol

Le gouverneur militaire de Saint-Sébastien et sa femme tués par une bombe. PAGE 4

L'anniversaire de l'insurrection de Budapest

Du nouveau dans l'interprétation officielle. PAGE 4

Le refus de la CGC

Le syndicat des cadres dit non à l'accord sur les procédures de licenciement. PAGE 16

FIAC 86

Inauguration de la Foire de l'art contemporain. PAGE 9

Le sommaire complet se trouve page 16

Le sommet culturel franco-allemand des 27 et 28 octobre à Francfort

Une double épreuve de vérité

allemand se tiendra les 27 et 28 octobre à Francfort-surle-Main. Le président François Mitterrand sera accompagné de M. Jacques Chirac et de nom-breux ministres. Au centre de l'ordre du jour: les relations culturelles entre la France et In RDA.

« Rencontre-cirque » 6crit Spiegel, « Insaile comme un gottre » surenchérit Die Zeit... On ne peut pas dire que le prochain sommet franco-allemand déchaîne l'enthousiasme outre-Rhin.

Le scepticisme est même de rigueur lorsque la presse ouestallemande analyse les résultats possibles de ce sommet « à dominante culturelle ».

Concu à l'origine pour revivifier des relations francaallemande, quelque peu mises à mal par les divergences apparues lors dn sommet de Bad-Kreuznach, au printemps 1985 on s'était dit alors que la manifestation de la vitalité des échanges culturels entre les deux pays pourrzit contribuer à relativiser les désaccords sur l'IDS, le satellite d'observation militaire et autres TGV, - il est apparu que ce point fort des relations francoallemandes souffrait his aussi de langueur.

Au point qu'aujourd'hui, un éminent spécialiste français des échanges entre les deux pays, M. Alfred Grosser, peut écrire dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung: « Les attentes [du sommet de Francfort] doivent demeurer modestes, sinon la déception sera inevitable... » Bienheureux si l'on peut « préserver l'acquis ». Un acquis certes non négligeable depuis que le tout premier accord culturel fut signé, en 1954, entre le gnuvernement de Pierre Mendès France et celui du chanceller Adenauer, prémices de la grande réconciliation opérée en 1962 sous l'égide de ce dernier et

du général de Gaulle... Néanmoins, les forums préparatoires à la rencontre de Francfort, qui réunissaient la fine fleur intellectuelle du franco-allemand,

The state of the s

Le 48° sommet franco- n'ont pu que constater le point de tingen Rudolf von Thadden pro-llemand se tiendra les 27 et blocage où l'on était arrivé. posait, lors du forum de Versailles Un exemple suffira à donner la

mesure des difficultés à passer à la vitesse supérieure dans la coopération culturelle : celui de l'apprentissage de la langue. De part et d'autre du Rhin, le

nombre de ceux qui maîtrisent la langue de l'autre pays est en constante régression. Il n'est plus obligatoire, pour obtenir le baccalauréat français ou l'Abitur alle-mand, de connaître deux langues étrangères : l'anglais devient ainsi la langue de communication entre les Français et les Allemands. Un germaniste récemment

décédé, Pierre Bertaux, avait naguère esquissé une solntion: donner à l'anglais le statut de matière fondamentale, au même titre que le français ou les mathématiques, et l'enseigner des l'école primaire, laissant ainsi de la place pour d'autres langues dans l'enseignement secondaire...

Plus modestement, mais dans le même esprit, l'historien de Göt-

and the second s

au mois de juin dernier, d'accorder um bonus aux élèves ayant choisi l'allemand ou le français comme première langue d'exa-

Il ne semble pas que ce type de mesure volontariste soit à l'ordre du jour de Francsort. Si M= Gendrean-Massaloux, porte-parole de l'Elysée, se montre confiante dans la teneur de l'accord culturel qui pourrait être signé, en particulier sur des avancecs dans les équivalences des diplômes, son homologue de Matignon, M. Denis Baudouin, est lui, beaucoup plus sceptique: « Fai vu te projet de déclaration. Il y a des points très précis qui devraient être dans la déclaration, sur certains diplômes, sur la langue, sur l'accès à l'enseignement supérieur... Je ne sais pas si ces points très précis sernnt

> LUC ROSENZWEIG. (Lire la suite page 5.)

«Le Songe d'une nuit d'été»

Shakespeare façon tango

tonte la tronpe de la Comédie- acteurs du Français. Alain Pralon Française pour ce «Songe» habillé 1930, où des couples en tenne de soirée se vautrent, la mit, dans un bois de Boulogne.

Le publie applaudit bien fort la version Lavelli du Songe d'une muit d'été, il faut dire que le ridean final tombe sur un très joli personnages dans la forêt an clair de lune, e'est l'extase, et Richard Fontana, en danseur marlou de la Bastille recyclé Las Vegas, est **Eblouissant**

Juste avant le tango, Jorge Lavelli a dirigé à merveille la présentation, qu'imagine Shakespeare, d'une « tragédie comique », «Pyrame et Thisbé», par une petite troupe d'amateurs, un raccommodeur de soufflets, un chaudronnier, un menuisier...

Cet épisode, d'une drôlerie d'ailleurs assez «facile», est toujours d'un effet sûr, mais, là, e'est plus drôle que jamais, parce qu'une certaine qualité de comi-

Un final éblouissant avec que pur est une spécialité des en mur de pierres lézardé, Phi-lippe Fretun en lune timide, Guy Michel en lion qui ne veut pas faire peur aux dames, François Chaumette en metteur en scène d'occasion, et Michel Aumont, déchaîné. en héros babylonien qui se poignarde parce qu'il croit que le lion a mange sa fiancée, som irresistible peut-être, à ladite fiancée, en dentelles blanches et roses trémières, jouée par François Barbin, tout juste arrivé au Théatre-Français dans l'attaché-case du nouvel administrateur.

Tubulure, le raccommodeur de

soufflets qui joue le siancé suicidaire, est, on le sait, dans le Songe, le même personnage qui se métamorphose en un âne, membré super comme tous les anes, avec qui Titiana, la reine des Fées, s'nffre des étreintes d'enfer. Michel Aumont, encore lui, est un ane plus que nature, ténébreux. buté, scrongneugneu, mais charmant quand même, et la grande Christie Fersen donne à la reine des Fées sa magnifique voix de vinle de gambe, son immense et sobre talent, son allure souveraine de dèesse de l'Olympe revue par Toulouse-Lantrec en vadrouille dans les faubourgs.

Ţ.

5C

Les dames de compagnie de la reine, Fleur des pois, Graine de moutarde, Toile d'araignée, sont interprétées par des garçons for-mat déménageurs, vêtus de robes longues de satin strassé, - vous avez deviné sans doute que nous sommes dans une vision du Songe sauvagement homosexuelle, e'està-dire orthodoxe puisque Shakespeare préférait les garçons.

Beaucoup moins exaltants sont les premiers actes de la pièce, nù Shakespeare nous fait assister aux amours de deux couples dont le magicien Puck, par erreur, intervertit les partenaires. La seule histoire d'amour par envoûtement provoqué qui fasse rêver grands et petits, c'est celle de Tristan et Yseult, parce que le lecteur oublie qu'une vilaine jalouse, aux premières pages du livre, leur a fait boire un filtre.

MICHEL COURNOT. (Lire la suite page 9.)

Prix Nobel de la Paix

Une voix qui va loin dans la conscience des hommes. Un grond écrivain." Fronçois Mitterrond

Son dernier roman : "Le Cinquième fils" Son dernier essoi : "Signes d'exode"

A paroître en janvier 1987:

Le Crépuscule, au loin, roman.

GRASSET



.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER; Algéria, 3 DA; Marce, 6 dk.; Tuniele, 700 m.; Alternagna, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Carada, 2 \$: Côte-d'hoire, 420 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagna, 170 pes.; G.-B., 56 p.; Grèce, 140 dr.; Manda, 85 p.; Italia, 2 000 L.; Libys, 0,400 DL; Luximbourg, 40 f.; Norvège, 11 kr.; Pays-Bes, 2,50 fl.; Portugel, 130 esc.; Sénégel, 450 F CFA; Suède, 11 sa., Suisse, 1,90 fl.; USA, 1,25 \$: USA, (West Cosst), 1,50 fl.



Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 26 octobre. -Abu-Dhabi : conseil ministériel de coopération du Golfe (jusqu'au 28).

Landi 27 octobre. - Francfort: sommet francoallemand.

> Luxembourg: réunion des ministres des affaires étrangères des Douze.

Mardi 28 octobre. Amman: visite du ministre des affaires étrangères espagnol. Aden: élections législatives.

Mercredi 29 octobre. Maputo: enterrement de Samora Machel. Paris: visite du patriarche maronite.

Dimanche 2 novembre. -Tunis: élections législa-

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS. 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Tel: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gërant :

André Fontaine, directeur de la publication Anciens directeurs:

Habert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) Audré Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

- Les Rédacteurs du Monde ».

Société anonyme
des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontsine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fandates Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef: Claude Sales.



5, rue de Monttessny, 75067 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F





Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS Tél: (1) 42-47-98-72 6 mais 9 mais

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ETRANGERS **ETRANGER** (par messageries)

- BELGIOUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F Veuillez aroir l'obligeance d'écrire tous les nous propres en capitales

Le Monde USPS 765-910 is published daily. except Sundays for \$ 480 per year by La Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th Street, L.C.L, N.Y. 11104. Second class. postage peid et New-York, N.Y. postasster : sand address changes to Le Monde c/o Spendimpex U.S.A., P.N.C., 45-45-39 th Street, L.L.C., N.Y. 12104. Il y a trente ans au Kenya

La révolte des Mau-Mau

NAIROBI

de notre correspondant en Afrique orientale

LS le tensient enfin, ce « combattant de la forêt : la chasse à l'homme avait duré un an. Le 21 octobre 1956, Dedan Kimathi, le dernier chef historique mau-mau, était capturé dans le massif des Aberdares. Condamné à mort, il était pendu le 13 février suivant, à la prison de Kamiti, près de Nairobi. Son arrestation marquait le dernier quart d'heure d'une révolte déclenchée quatre ans plus tôt, les armes à la main, sur le sens de laquelle, aujourd'hui encore, les historiens s'interrogen1 et se querellent : simple jacquerie ou véritable soulèvement nationaliste?

Quoi qu'il en soit, la révolte man-man ent pour effet de dissiper les rêves un peu fous de ceux qui, sur place, s'étaient mis en tête, malgré les conseils de prudence de l'autorité coloniale britannique, de bâtir, sur ces hautes terres africaines, un · paradis pour l'homme blanc ». Le processus de transfert du pouvoir à la majorité noire en fut ainsi accéléré. En septe bre 1959, l'état d'urgence était levé. En août 1961, Jomo Kenyatta était libéré et, en décembre 1963, le Kenya accédait à l'indépendance.

Parce qu'ils avaient travaillé dur pour transformer des terres en friche en terres de rapport, les colons britanniques - ils étaient environ trente mille à la fin de la seconde guerre mondiale - estimaient avoir mérité le droit de ne jamais en être chassés. Mais les Kiknyus, l'ethnie dominante du pays, aux dépens desquels s'était fait, au fil du temps, ce partage foncier, se mirent à le contester pour la bonne raison que les «réserves» qui leur avaient été concédées ne suffisaient plus à nourrir une population en rapide expansion. S'ajoutait à cette revendication de justice élémen-taire un sentiment de frustration psychologique, dans la mesure où se trouvait sinsi remis en cause l'attachement traditionnel et quasi mystique d'une tribu à son sol. D'où, à certains égards, le caractère singulier, presque ésotérique, de la révolte mau-man, qui déroutera plus d'un observateur.

Les « combattants de la forêt »

Ce n'est donc pas un hasard si d'anciens membres de la Kiknyn Central Association (KCA), fondée en 1920 pais dissoute au début de la dernière guerre, occupèrent les postes de commande de la Kenya African Union (KAU), qui prit le relais en 1944 pour défendre les droits des autochtones, notamment celui de récupérer leurs terres. Jomo Kenyatta, l'un des Kikuyus alors les plus en vue, qui avait fait son apprentissage politique en Grande-Bretagne, devint naturellement, dès son retour à Nairobi en 1946, le président de cette organisation dont le pouvoir colonial apprit, très vite, à se méfier.

cette agitation, jusqu'au jour où les choses prirent un tour assez inattendu. Dès 1947, les autorités coloniales eurent vent des activités d'une Man-Man Association, qui organisait en grand secret dans la Rift Valley, au cœur du pays kikuyu, des cérémonies nocturnes de prestations de ser-ment au cours desquelles les autochtones juraient, devant Dieu, de combattre l'homme blanc - nyakeru - jusqu'à ce que le dernier pouce du sol kényan soit libere.

Le mot mau-mau était une déformation de l'expression kikuyu uma-uma, qui signifie « sortez, sortez ». Cet ordre de dispersion était lancé par les guetteurs en cas de présence suspecte à proximité de l'endroit où avaient lieu ces cérémonies initiatiques. D'aucuns racontent que les - combattants de la forêt -, sorte de Robin des Bois hirsutes, détestaient ce terme et lui préséraient ceux de njamba cia ita - « guerriers - ou ihii cia gitakha - « garçons de la brousse ».

Cette affaire de serments, qui furent parfois extorqués, prit une telle ampleur en pays kikuyn que les autorités britanniques se décidèrent, en août 1950, à mettre hors la loi la Man-Mau Association. Alors que certains responsables militaires évoquaient les vertus de la « guerre psychologique » pour regagner la confiance des autochtones, le Colonial Office penchait plutôt pour quelques concessions politiques limitées. C'est ainsi que fut « renforcée » la représentation africaine, très minoritaire au sein du conseil législatif.

Les Mau-Mau sautèrent alors le pas qui les conduisit à prendre le maquis et à s'engager dans une campagne de violences - incendies de huttes, destruction de récoltes, assassinats de fermiers blancs et même attaques de postes de police -contre tous ceux - Européens et surtout jamais, aux loyalistes - notamment en 1953, lors du massacre de Lari, - s'isolant ainsi toujours davantage de ceux dont ils étaient censés défendre les droits. Les villageois auprès desquels ils allaient quêter leur pitance en vinrent à les chasser, voire

Cette guerre qui cessa faute de combattants, coûta la vie à quelque onze mille cinq cents Mau-Mau et, dans le camp adverse, à deux mille loyalistes kikuyus. En revanche, au cours de ces quatre années de violences, moins d'une cinquantaine d'Européens trouvèrent la mort. Encore convient-il de souligner que pres de la moitié de ces victimes blanches furent des soldats britanniques qui eurent



Africains - qui jouaient le jeu de la collaboration avec le pouvoir colonial. Le 20 octobre 1952, les autorités britanniques répliquèrent par l'instauration de l'état d'urgence et l'arrestation de Jomo Kenyatta, soupçouné d'être l'hommeorchestre de cette agitation. Le 8 juin 1953, elles prononcèrent la dissolution de la KAU. Difficile mission pour Sir Evelyn Baring, le gouverneur de l'époque : conserver la confiance des Européens, qui réclamaient des mesures énergiques, sans s'aliéner la «majorité silencieuse» des antochtones qui, comme toujours, se trou-

Au plus fort de la révolte, la puissance coloniale aligna onze bataillons d'infanterie, quelque vingt mille policiers, des milliers d'auxiliaires africains, et utilise même des bombardiers lourds. Les forces rebelles, qui vivaient retranchées dans le massif des Aberdares et sur les pentes du mont Kenya, comptèrent alors environ quinze mille hommes, répartis en petites unités très mobiles mais principalement équipées d'armes blanches. Pendant deux ans, ces « combattants de la forêt » réussirent à tenir le terrain, grâce à la complicité d'une bonne partie de la population

vait prise entre deux feux.

La politique gouvernementale de quadrillage du pays kikuyu réussit à isoler les Man-Man, qui ne purent plus s'y déplacer comme poissons dans l'eau. Les zizanies entre chefs de guerre et le manque de coordination entre unités combattantes contribuèrent aussi à affaiblir l' « Armée de libération de la terre > (Land Freedom Army). En désespoir de cause, les rebelles s'en prirent, avec plus de brutalité que la malchance d'être chargés par des rhinocéros alors qu'en forêt ils faisaient la

Les séquelles de cette révolte furent longues à disparaître. Les autorités britan-niques n'avaient-elles pas arrêté soixantedix-huit mille Kiknyus qu'elles n'enten-daient relâcher qu'après une longue et pénible période de probation dans des camps de rééducation ? C'est dans l'un deux, à Hola, que le 3 mars 1959 onze détenus man-man forent battus à mort par leurs gardiens.

Quant aux derniers Mau-Mau, ils ne se deciderent à sortir de la forêt, où ils avaient fini par prendre leurs habitudes, qu'une fois proclamée l'indépendance du pays. C'est en 1963, au stade de Nyeri, qu'ils rendirent ieus armes à Jomo Kenyatta, le tout nouveau chef de l'Etat

Quatre amées de violences

Tristes et amers lendemains d'indépendance pour ces « combattants de la foret ». En attendant que leurs cas soient étudiés, certains continuèrent à purger des peines auxquelles ils avaient été condamnés par... le pouvoir colonial. En 1975, quelque cent quarante-cinq vétérans réclamèrent en justice à l'Etat de leur verser des pensions, en égard à leurs états de services passés. Sans obtenir gain de

Du vivant de Kenyatta - il mourut en août 1978, – personne n'aurait osé s'inter-roger sur le rôle exact que celui-ci joua pendant la période troublée de l'histoire kényane qui précéda l'indépendance. C'est été alors un crime de lèse-majesté à l'endroit du « Javelot flamboyant ». Lors de son procès, le gouvernement britannique, qui le tennit pour un dangereux chef terroriste, ne put en apporter concrètement la preuve. Trop habile manœuvrier pour cela, il évita, en effet, de se ranger ouvertement aux côtés des « combattants de la forêt », sans pour autant condamner la violence qui pouvait servir ses desseins politiques. Un fait est clair : il ne fut en rien mêlé à la révolte proprement dite des Mau-Man. A cette époque-là, il était en effet en prison.

State of the state of

Part of the last

The late of the same

PERSONAL PROPERTY.

A CHARLES

The second

San San Laboration

The state of the s

The total of the said

, 44 : 154

100

Parket of Bridge

The state of the s

2 64 7 No 1964

Time of Last

The state of the s

100 miles 17 miles

* * . * g . . . 170 St. 1 2 12"

ec. _{31,23} .

-

Aussi, il y a deux ans, des universitaires kényans exilés à Londres, parmi lesquels le romancier marxiste Ngugi Wa Thiong'o, suggérèrent de remplacer le Kenyatta Day pour un Man-Mau Day. Mieux valait, à leurs yeux, rendre hommage à ceux qui avaient contribué, de manière décisive, à l'indépendance du pays plutôt qu'à un homme qui u'avait jamais été l'allié des « combattants de la forêt». Et qui, une fois arrivé au pouvoir, avait trahi leur idéal. « Proposition stupide, répliqua-t-on en haut lieu. Comme si la lutte contre le colonialisme n'avait pas été l'affaire de tout un peuple ! »

Ni monument mi médailles

Cette lutte avait-elle vraiment mobilisé « tout un peuple » ? En réalité, seuls les Kikuyus et, accessoirement, leurs voisins Embus et Merus – soit trois tribus sur les cinquante quatre que compte le Kenya -brandirem, à l'époque, l'étendard de la révolte. « Les Mau-Mau étalent des jeunes gens et des jeunes femmes illettrés qui n'avaient aucune vision de l'avenir. aucune idée de la société qu'ils voulaient bâtir après le départ des Britanniques ». affirme M. William Ochieng, le directeur du département d'histoire à l'université de

En définitive, cette révolte dégénéra en une guerre civile entre Kikuyus, habile-ment attisée par l'autorité coloniale. « Les Mon-Mau ne cherchalent pas un succès militaire, assarent ceux qui voient en eux d'authentiques nationalistes. Ils combattaient pour une victoire politique et économique. - Il n'empêche qu'au lendemain de l'indépendance ce ne sont pas « les masses » qui prirent en main les destinées pays, mais les «loyalistes», qui s'étaient préparés à prendre la relève pendant que; dans les forêts, les - bush boys » jousient à cache cache avec les forces de

En février dernier, pour la première fois depuis l'indépendance, les anciens combattants man-man furent autorisés à se réunir. Ils le firent sur le stade Nyeri. Ils en profitèrent pour exprimer l'amertume que leur inspirait l'absence de reconnais-sance des pouvoirs publics à leur égard. Beaucoap de promesses non tenues mais, an bout du compte, pas un jour de commémédailles pour rappeler le souvenir d'une révolte qui contribua, quand même, à faire bouger les choses.

Par les temps qui courent, les Mau-Man sont, encore moins que par le passé, en odeur de sainteté au Kenya. Le soutien que leur apportent, sans qu'ils l'aient sollicité, les opposants les plus radicaux au régime de M. Daniel Arap Moi, aussi bien que l'exploitation qu'en fait la communauté kikuyu pour se pousser sur le devant de la scène, indisposent les gens au pouvoir, comme si cette référence aux « combattants de la forêt » avait une connotation contestataire.

Certains orateurs, lors du rassemblement de Nyeri, demandèrent au gouvernement kényan de permettre l'exhumation du corps de Dedan Kimathi, enterré à la prison de Kamiti, afin de lui donner une sépulture décente et, mieux encore, d'autoriser la construction d'un monument à sa mémoire. Pareil hommage ne sera rendu avant longtemps à l'un des plus prestigieux chefs man-man...

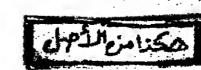
JACQUES DE BARRIN.

"GRAND JURY" RTL- Le Monde

dimanche 18 h 15

animé par Olivier MAZEROLLE

en direct sur



10 m

7.

7-.

THE REAL PROPERTY.

Commence

The same

17.

14.2 mg

1 7 812

11 to 17

and the state of X

- -

.

أأيسي مراجا بالماء

A Committee of the larger - - -

A Section of Fig. 44.5

10100

The second sections of a

and the second of the second

and the second second

. . :

.

, . .

1.70

Etranger

La rupture des relations entre la Grande-Bretagne et la Syrie

La réplique syrienne à la décision britamique de rompre avec Damas a été immédiate. La Syrie a aunoncé dès la soirée du vendredi 24 octobre qu'elle rompait à son tour ses relations avec la Grande-Bretagne. Dans un très bref communiqué, la Syrie accuse la Grande-Bretagne de « malveillance impérialiste raciste » à l'encoutre des Arabes et d'avoir agi « en collusion » avec Israël pour impliquer Damas dans la « teméntive présumée » de destruction de l'avion d'El Al, « bien que le gouvernement syrien alt officiellement expliqué au gouvernement britannique qu'il n'y était mêlé en rien ».

n'y était mêlé en rien ».

Le communiqué détaille ainsi la réplique syrienne: la Grande-Bretagne a une semaine pour fermer son ambassade à Damas ainsi que le centre culturel britannique; les aéroports et l'espace aérien syriens sont désormais interdits aux appareils britanniques; les ports et eaux territoriales du pays sont fermés à tout britannique; enfin, les Syrian Airlines vout interrompre leurs vols à destination de Londres.

L'ambasvadear britannique à Damas. M. Roger Tomkys, s'est borné à un bref commentaire: « C'est une circonstance très triste pour moi, a-t-il dit, de devoir quitter ce beau pays où je suis resté deux aus et où j'ai bénéficié de bonnes relations, du meilleur traitement et de la plus grande courtoisie de la part des responsables

Dans les capitales occidentales, les seules réactions de soutien immédiates à la décision britannique sont venues des Etats-Unis et du Canada. A Washington (voir l'article d'Henri Pierre), on explique qu'il s'agit de manifester le vif mécontentement des Etats-Unis à la suite des prenves apportées par Londres impliquant la Syrie dans la tentative d'attentat.

• A OTTAWA, le ministre des affaires étrangères, M. Joe Clark, amonçant le rappel de l'ambassadeur canadien à Damas, a souligné devant le Parlement que le Canada « soutenait pleinement » la décision britannique et devait

avoir à ce sujet des consultations avec le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe.

Ancune réaction n'avait encore été enregistrée ce samedi dans les grandes capitales ouesteuropéennes, alors que la Grande-Bretagne a amoncé qu'elle allait incessamment inviter les autres pays de la CEE à prendre aussi des mesures à l'encoutre de la Syrie. Sir Geoffrey Howe doit convier ses partenaires à en débattre dès lundi prochain à Luxembourg lors du pro-chain conseil des ministres des affaires étrangères des pays membres de la CEE.

 A MOSCOU, l'agence officielle soviétique Tass a qualifié la décision britamique d'« acte prorocateur. Pour porter ses accusations à l'encontre de la Syrie, Loudres, selon Tass, « s'est fondé sur les déclarations du terroriste qui s'est avéré être un homme ne disposant pas de son intégrité psychique et mentale ». La décision bri-tannique, ècrit encore l'agence soviétique, « peut se retourner contre la Grande-Bretagne comme m boomerang (...) et compromettre les tentatives

[de la Grande-Bretagne] de jouer un rôle actif an Proche-Orient ».

• En Israël, en revanche, les untorités ne cachent pas leur « satisfaction » de voir enfin placé an banc des accusés un pays, la Syrie, que l'Etat hébren a toujours désigne comme étant un des principaux — sinon le plus important — parrains du terrorisme international. «La décision de la Grande-Bretagne est un acte important dans la lutte des démocraties contre le terrorisme international », a commenté un haut fonction-

A l'exception de la Libye - qui u dénoncé « l'attitude raciste malvelllante inspirant la poli-tique britannique envers les Arabes », — les pays arabes n'ont encore formulé aucune réaction. A Paris, M. Hammadi Essid, chef de la mission de la Ligne arabe en France, a condamné le « projet criminel » de Nezar Hindawi unis fait part de sa crainte qu'un ait aussi vouln, à l'occa-sion de ce procès, « monter l'opinion publique contre les Arabes et les causes qu'ils défendest .. - (AFP, Reuter, AP.)

Londres affirme disposer de « preuves concordantes »

de notre correspondant

Après la condamnation de Nezar Hindewl et la décision prise à l'encourre de la Syrie, Londres no redonte pas tant des représailles directes de la part de Damas que celles de divers groupes terroristes arabes plus on moins comrôlés par les services syriens.

Le secrétaire au Foreign Office, Le secrétaire an Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, u recoma ce danger en rappelant, au cours d'une interview télévisée, vendredi soir 24 octobre, que la Grande-Bretagne maintiendrait fermement son refus de négocier en cas de prise d'otages ou de esmpagnes d'attentats. La menace existe d'abord au Liban, et c'est notamment pour cels que le Foreign Office a pris des dispositions, dès le début de la semaine pour diminuer la représentation bripour diminuer la représentation britannique à Beyrouth en rappelant deux diplomates.

Il ne fait pas de donte que le gou-vernement britannique va entreprendre des consultations avec ses partedre des consultations avec ses parte-naires américains et européens. Sir Geofrey Howe présidera lundi une nouvelle réunion des ministres des affaires étrangères de la Commu-nauté. Il e laissé entendre qu'il souli-gnera, vraisemblablement la néces-sité d'un dercissement de l'attitude de l'avecemble des pays occidentsur de l'ensemble des pays occidentsux à l'égard des Etsts qui soutiement le terrorisme, maintenant que l'un d'eux est, pour la première fois, si précisément mis en cause.

Personnellement impliqué dans cette affaire et contraint, avec vingt de ses collaborateurs, de regagner Damas dans an délai de quatorze jours, l'ambassadeur de Syrie à Lou-dres, M. Loutof Al-Haydar, a, de nouveau, nié la responsabilité de la Syrie, en ajoutant que la sanction était une «absurdité» résultant d'an « complot israélo-américain ». Il u estimé que la réaction britannique était «surprenante», mais le représentant de la Ligue arabe dans la capitale britannique, qui venait de s'entretenir avec M. Al-Haydar, u dit que celui-ci « s'y attendait depuis un certain temps ».

Hindswi et qui compromettaient gravement la Syrie, les autorités de Damas savaient à peu près à quoi s'en tenir. D'autant que, quelques jours plus tard, l'ambassalenr de Grande-Bretagne en Syrie allait être rappelé « en consultation » par le Foreign Office, et que les diplomates britanniques en poste à Damas étaient avertis qu'ils

Il était clair que le gouvernement de Mar Thatcher n'en resterait pas là, et, aussitôt après le début du procès d'Hindawi, le 6 octobre, l'accusation ayant confirmé les indications qui evaient été fournies par le bagage à son innocent e fian-les agus de l'accusation. le bagage à son innocente - fian-cée -, miss Ann Murphy, alors que celle-ci, le 17 avril, à l'aéroport de Londres-Heathrow, allait s'embarquer sar un avion d'El Al, à destination de Tel-Aviv. La bombe devait être repérée in extremis par un agent de sécurité de la compagnie

« Si votre tentative avait réussi, a

enrait mis Hindawi en relation avec « les services de renseignements: syriens ». Le chef de la diplomatie britanzique a, d'autre part, révélé que, durant sa détention, Hindawi evait cherché à entrer secrètement eu contact avec des membres des services de reuseiguements à Damas, pour réclamer leur assistance afin d'obtenir sa libération. (Lire encadré ci-dessous.)

L'ambassadeur syrien - qui est présenté à Londres comme un ami personnel du président Assad – a rejeté les accusations de Sir Geof-



victoire, geste militant qui paraissait

démentir sa dernière version des faits, selon laquelle il n'aurait été

qu'un simple trafiquant de drogue.

a estimé que les agents des services

bombe dans le sac qu'il avait confié

à son amie afin que la Syrie soit

Entre autres et multiples élé-

ments qui ont joué contre Hindawi

au cours de ce procès, figurait la révélation de l'arrestation en Alle-

magne de son frère. Celui-ci, lui

anssi lié avec les agents syriens, est soupcommé d'avoir participé à deux attentats à Berlin, dont celui qui a été, début avril, l'uitime motif de l'intervention militaire américaine

contre la Libye. A ce sujet, la presse britantique s'interroge, une fois de plus, sur l'attitude du gouvernement de Washington qui, jusqu'à mainte-nant, s'était abstenu de s'en preudre

considèrent que le rappel de l'ambassadeur des Etats-Unis à

Damas est une décision pour le

Approbation

des Communes

Trois houres à peine après la fin du procès, Sir Geoffrey a annoncé à la Chambre des Communes la rup-

ture des relations diplomatiques evec Damas. La nouvelle a été

accueillie evec un murmure d'appro-

bation par l'ensemble des députés. Le secrétaire au Foreign Office a

alors dressé une longue liste des

indices et . preuves concordantes .

à la Syrie. Plusieurs comme

moins meannes.

mise en accusation.

Hindawi, lors de sa comparation,

devaient prévoir un probable démé-

Lorsque, en milieu de journée, vendredi, le juge Mars-Jones, qui présidait la cour criminelle de Loudres, a prononcé contre Hindawi Pun des verdicts les plus sévères de l'histoire judiciaire britannique — quarante-cinq ans d'emprisonnement, — il u précisé : « C'était un crime très préparé et organisé, qui engageait, en dehors de vous, beaucoup d'autres personnes, certaines haut placées. L'allusion était transparente après tant d'audiences où il avait été si souvent question du rôle joué par différents officiels syricus. Il n'appartenait pas à la cour de juger de ce rôle, c'était au gouvernement de le faire, ce qui ne devait pas tarder.

Bien qu'Hindawi soit revenu sur ses premières déclarations et qu'il ait plaidé non coupable, la justice a cent quatre-vingts personnes auraient assurément péri, y compris la femme que vous prétendiez aimer Hindawi avant le 17 avril ». M. Haydar a précisé que s'il l'avait et qui porte votre enfant » (miss Murphy était enceinte de cinq mois). Hindawi est demeuré impas-sible et, quand il a quitté le box après quinze jours de procès, il a levé la main pour faire le signe de la virteire acute militare qui reraissait reçu, c'est parce qu'il affirmait être un parent du ministre syrien des affaires étrangères et qu'il avait besuiu d'argeut puur seutres à

« A ce moment, je ne connaissais pas sa véritable identité », ajoutait M. Haydar. Le lendemain, Hindawi se livrait à la police britannique. Il a toujours dit avoir agi ainsi par ce que, identifié et recherché, il craignait d'être d'abord capturé par le Mossad (service secret israélieu), mais les enquêteurs britanniques ensent que, en réalité, il cherchait davantage à échapper aux services syriens parce qu'il redoutait que coux-ci ne soient tentés de le faire disparaître après son échec.

FRANCIS CORNU.

Trois Hindawi en prison en Europe

D'origine palestinienne et installée en Jordanie depuis 1948, la familla Hindawi — à l'instar du cian libanais des Abdallah - est engagée dans le militantisme arabe le plus extrémiste contre Israël et les pays occidentaux.

Un des frères de Nezer Hindawi, Ahmed Asi, est en prison à Berlin-Ouest, soupçonné d'avoir perticipé à un ettentat à la bombe contre un centre culturel et contre une discothèque de

Nezar e, d'autre part, un cousin, Awni Hindawi, détenu à Gênes. Il a été amêté peu après que le police italienne a réussi à intercepter une lettre que Nezar Hindawi kui avait écrite de sa prison britannique. Selon l'hebdomadaire italien Panorama, qui 8. reproduit des extraits de cette lettre, Nezar demandeit à son cousin d'étudier avec un haut responsable des services secrets eyriens - « Haitham Abou Ahmed » - dans quelle mesure sa ibération pourrait être obtenue à la suite d'une prise d'otages oc-cidantaux à Beyrouth ou en échange de quatre militaires is-

Toujours selon Panorama, Awni a indiqué aux enquêteurs italiens que lui-même et ses deux cousins - Nezer et Ahmed Asi evaient été entraînés à la lutte armée par les Syriens dans un camp de la plaine de la Bekaa au Liban, région sous le contrôle de

Washington condamne Damas mais souhaite éviter la rupture

WASHINGTON correspondance

Le rappel de l'ambassadeur amé-ricain, M. Eagleton, pour « une période de temps indéfinie » est considéré comme une démonstration absolument nécessaire de solidarité envers Mas Thatcher. » Nous applaudissons la décision du gou-vernement britannique», a dit le porte-parole de la Maison Blanche, en ajoutant que le gouvernement américain allait consulter d'autres pays pour assurer pratiquement l'isolement d'un Etat qui, en encou-rageant le terrorisme, « s'isole de lui-même du monde civilisé ». Mais, en dépit de cette sévète condamna-tion, le souci de ne pas rompre les ponts, de maintenir un lien, si térm soit-il, avec la Syrie, transparaît dans les commentaires privés des officiels du département d'Etat.

Le président Reagan avait plasieurs options. La plus grave aurait été la rupture des relations diploma-tiques, la moins sévère aurait été le rappel temporaire de l'ambassadeur.
Le président a ainsi opté pour une formule intermédiaire qui lui permet de condamner la Syrie tout en maintenant un contact avec le gouvernement de Damas.

Aussi bien un certain nombre de sénateurs estiment que le président u est pas allé assez loin, et ils insistent pour, en coopération avec les

autres pays, que des sauctions concrètes et efficaces soient prises contre la Syrie, qui figure, en effet, sur la liste des pays vers lesquels cer-taines exportations américaines sont interdires.

A dire vrai, les milieux officiels pensent que la Syrie a organisé les bombardements de 1983 contre l'ambassade américaine et le camp des « Marines » à Beyrouth, mais non l'attentat de Berliu-Ouest contre les militaires américains attribué à la Libye.

A court terme, on pense toujours que la Syrie, force dominante au Liban, est le seul pays en mesure d'exercer une influence sur les groupes terroristes et de pouvoir joner un rôle positif pour la libération des otages américains à Bey-routh. A plus long terme, on estitme qu'aucus règlement des problèmes du Proche-Orient ne pourra être obtenu sans la coopération de la

N'ayant jamais cessé d'exhorter les alliés des Etats-Unis à combattre plus activement le terrorisme inter-national, M. Reagan ue pouvait pas, toutefois, iguorer l'action de M™ Thatcher, le seul des chefs de gouvernement occidentaux ayant appuyé en avril, au prix de sérieuses difficultés sur le plau intérieur, l'action de représailles américaine contre la Libye.

HENRI PIERRE.

Paris embarrassé

(Suite de la première page.)

On peut aussi penser que les responsables de la sécurité britannique ont entrouvert leur dossier direct ou indirect à des actions ministre délégué chargé de la sécurité, lorsque celui-ci s'est français, le gouvernement en tirerendu à Londres, le 20 octobre. Ce samedi matin, Paris u'avait

pas encore arrêté précisément sa

position. Mais on affirmait presque avec soulagement que Londres demande pour l'essentiel dans cette affaire une - solidarité verbale » et se contentera d'une condamnation morale de la Syrie. Cette condamnation sera discutée hundi 27 octobre au cours de la réunion - prévue depuis long-temps - des ministres des affaires étrangères des Douze; M. Jean-Bernard Raimond, qui avait quelques raisons de déclarer vendredi à l'Assemblée nationale que la décision de Ma Thatcher « ne le surprenait pas », u'y participera pes, puisqu'il s'entretiendra au même moment avec M. Gensher. dans le cadre du sommet francoallemand de Francfort; il sera représenté par M. Bernard Bosson, ministre délégué chargé des affaires européennes, qui unra pour instruction de manifester une « solidarité totale » evec la Grande-Bretagne. Reste à savoir si tous les participants auront reçu les mêmes instructions, notamment le ministre grec, qui s'était livré à des manœuvres dilatoires au sein de la même assemblée lorsqu'il s'était agi en evril dernier de condamner nommément la Libye dans l'affaire de l'attentat perpétré contre une discothèque de Berliu-Ouest. Les Douze étaient cependant parvenus à un accord, prévoyant notamment une diminution des effectifs diplomatiques libyens dans leurs pays et un plus grand contrôle des activités des diplomates de Tripoli sur

Il u'empêche que la marge du gonvernement français face à la Syrie s'amenuise. On ne compte plus en effet les déclarations de M. Chirae du type de celle qu'il fit le 8 octobre à l'Assemblée nationale lors du débat sur le ter-

rorisme: « Si la preuve était apportée que certains Etats, ou certains services dépendant d'eux, ont apporté leur soutien terroristes perpétrées sur n territoire ou contre les intérêts rait toutes les conséquences. »

Dilemme SCCTE

Certes, c'est sur le territoire britannique qu'Hindawi a commis sa tentative d'attentat. La preuve n'en est pas moins faite que la Syrie est un Etat terroriste. Alors, que faire en ces temps où on parle tant de coopération européenne en matière de lutte contre le terrorisme? Faut-il se contenter d'une dénonciation platonique? Faut-il aller un peu plus loin et demander à la Syrie d'alléger ses effectifs diplomatiques en France, comme on l'a exigé de la Libye? Peut-on continuer à envisager d'envoyer à Damas ce groupe d'experts écono-miques et financiers que le président Assad attend avec impatience depuis juillet dernier et qui duit se livrer à une sorte d'audit a de la aituation du pays? Est-il bien réaliste d'envisager toujours d'accorder une aide économique à un Etat terroriste au bord de la banqueroute. même si la France ne dispose d'aucune preuve impliquant directement la Syrie dans l'affaire des attentats commis en septembre à Paris?

Telles sont les questions auxquelles doivent répondre les responsables français au cours du week-end. L'affaire des otages détenus au Liban a accru encore leur dilemme, d'autant plus que c'est lundi que reprennent les négociations financières francoiraniennes dont le but est de « normaliser » les relations avec Téhéran. Téhéran, l'allié conjoncturel de Damas et le pays qui. pour repreudre l'euphémisme diplomatique habituel, « dispose d'une influence sur ceux qui détiennent les otages

JACQUES AMALRIC.

Une perte d'influence au Proche-Orient

LONDRES

de notre correspondant

Le secrétaire au Foreign Office a admis, vendredi 24 août, dans une interview à la télévision, que la Syrie était un pays « impor-tant » sur la scène internationale et que, de ce point de vue, la rupture des relations diplomatiques constituir un « secrifice »
pour la politique étrangère britannique. Sir Geoffrey Howe aeinsi fait comprandre qu'il s'ettenduit que la Grande-Bratagne perde une partie de l'influence qu'elle peut encore avoir au Proche-Orient, notemment dans la perspective d'un processus de paix. Le poids diplomatique de la

Grande-Bretagna au Proche-Orient est donc actuellement assez réduit, d'eutent que Me Traintier e toujours privilégié la maintier de repports très étroits avec Washington (son attitude au moment du raid contre la libre en est un exemple) et semble moins préoccupée d'avoir un rôle international dans catte région comme tant d'autres — on le regrette perfois uvec quelque amertume eu Foreign Office. Golfe, au niveau économique plus particulièrement.

Man Thatcher e souvent souli-gné que, lors de ses déplace-ments à l'étranger, elle panse d'abord à représenter les intérêts d'apprir à représentaire les intéressindestriels et commerciaux de la Grande-Bretagne. Ainsi a est-elle vivement félicitée en 1985 de la conclusion avec le gouvernement saoudien d'un très substantiel eccord pour lu fourniture d'avions militaires.

Les échanges économiques entre la Grande-Bretagne et la Syria sont des plus limités. Ils ne dépassent guère un montant annuel de 80 millions de livres (près de 800 millions de francs). dens un sene comma dans l'autre. Il n'y a en ce moment qu'à peu près doux cont cinquante Britanniques résidant en Syrie (tandis qu'on dénombre deux mille Syriens en Grande-Bretagne). La rupture des relations diplomatiques avec la Libye en avril 1984 (1) était nettement plus grave. Plus de cinq mille Britanniques travaillaient alors dans

Dans cas conditions, la décision prise per Damas d'interdire aux uppareila britanniques l'aspace aérien syrien prend un certain relief. Chaque semaine, une containe de vois atlen-retour des compagnies British Airways, British Caladonian et Cathay Pacific (Hongkong), à destination du sous-continent indien, de l'Extrême-Orient, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélende, au-dessus de la Syria. Ces compagnies sont désonnais obligées de prévoir un assez long et coûteux detour-

(1) Lorsque des membres de l'ambasade libyenne à Londres — déjà soupçounés d'avoir préparé des attentats — avoient taé un agent de police en ouvrant le feu coutre des opposants un régime du colonel Kadhafi.

retenues contre la Syrie. Avant Pattentat manqué, «Hindawi avait passé quelque temps dans une chambre d'hôtel réservée par les équipages des Syrian Arab Airlines. Hindawi [après sa tentative] a passé la nuit dans un logement mis à dis-position par l'ambassade. (...) Hisposition par l'ambassaal. (...) Hit-dawi voyageait avec un passe port officiel syrien portant un faux nom. Les demandes de visa présentées par Hindawi à deux reprises ont été appuyées par des notes officielles du ministère syrien des affaires étrangères. » Sir Gooffrey a soulgné que Hindawi avait rencoutré l'ambassadeur de Syrie à Londres aussitôt après la découverte de la boarbe. Puis, le secrétaire an Foreign Office e mentionné d'« autres preuves » que celles réunies dans le dossier du procès. Selon ses informations, l'ambassadeur syrien, plusieurs mois uvant l'attentat manqué,



« C'était absolument extraordinaire »

HAFEDH-BOUDJEMA de notre envoyé spécial

Réaliser un vieux rêve. Voilà comment Serge Ousman, quarante-six aos, et Pierre Daucuort, cinquante-deux ans, en sont venus au pilotage en 1981. Ils étaient loin, à l'époque, d'imaginer que leur pas-sion commune les entraînerait à vivre pareille odyssée. Ils o'en reviennent pas eux-mêmes. Et c'est deux hommes euphoriques que nous avons rencontrés jeudi 23 octobre, dans un salon de la Maison d'hôte du Polisario à Hafedh-Bondjema, à quelque 40 kilomètres de Tindouf, dans l'extrême sud-ouest algérien, quelques henres avant que le Mystère-20, dépêché par Alger, ne les ramène dans la capitale.

« Tout est de notre faute », conviennent les deux compères, qui ne se font pas prier pour racon leur histoire. Ao départ de Noudhi-bou, dans le nord-ouest de la Mauritanie, ao moment de partir, ils s'aperçoivent que l'une des brassières de sauvetage, empruntée par une concurrente du rallye, leur fait tonjours défaut. Ils savent bien évidemment qu'il leur fant, au large des côtes do Sahara occidental, voier pour le moins 35 kilomètres du littoral. Mais la perspective de survoler avec leur Sessna, monomoteur, nue si longue éteodoe de mer « infestée de requins » ne leur dit rien du tout. Ils optent donc pour une solution intermédiaire et restent à une dizaine de kilomètres des côtes, rassurés par la proximité de la terre ferme. Mais cette région est léclarée « zone de guerre » par le Polisario, qui a clamé fort et souvent qu'il ne fallait pas s'y aventurer. De deux maux, MM. Ousman et Daucourt n'ont pas forcement choisi le moindre. Subitement, l'hélice se met à vibrer, déséquilibrant l'appa-reil. Ils sont à 2 500 mètres d'altitude. La tour de contrôle de Dakha,

une ville côtière du Sahara occidental, tenne par les Marocains et à l'abri du mur de défense, leur enjoint d'amerrir. Mais craignant de couler, M. Daucourt amène en don-ceur le SESSNA au-dessus d'une plage et le pose. Les deux hommes descendent et, stupéfaits, s'aperçoi-vent qu'ils ont été touchés par des balles de mitrailleuse qui ont déchi-queté l'hélice et percé le carter du

l'unité de Polisario qui les a touches arrive en land-rover. Les denx hommes lèvent les mains et sortent. Nous sommes Français, nous sommes Français. Nous sommes Français. Il leur faudra exhiber leurs passeports et le carnet de bord du SESSNA immatriculé en Ile-de-France pour convaincre les guerilleros sahraouis dont l'attitude disent-ils, change du tout an tout. Ils chargent les affaires des deux Fran-çais dans une voiture, les font grimper et démarrent sur les chapeaux de roue.

Des kilomètres de caillasse

Direction l'intérieur : le désert avec ses reliefs, ses oneds et sa végé-tation maigrichonne sera leur hôte pendant quatre jours. De l'Atlanti-que à Tindouf, ils vivent comme les combattants sabraouis. Ils dévorent des kilomètres de sable et de caillasse la journée, tirent à l'occasion une gazelle on un lapin et dorment à la belle étoile. « C'était absolument extraordinaire » disent-ils. Apparemment sans rancune pour les deux balles de mitrailleuse qui les unt conchés ao tapis. Et Serge Ousman qui est aussi maire de Moissel, une commune du Val-d'Oise, d'annoncer qu'il allait au plus tôt lancer dans son département des campagnes de solidarité en faveur des réfugiés sal-

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

TUNISIE

M. Mzali a rencontré M. Chirac à Lausanne

L'ancien premier ministre tunisien, M. Mohamed Mzali, a confirmé, vendredi 24 octobre, avoir rencontré M. Jacques Chirac lors du passage du premier ministre francais à Lausanne, à l'occasion de la quatre-vingt-onzième sessioo du Comité international olympique, le 15 octobre. M. Mzali o déclaré à ce sujet : « J'ai rencontré mon ami Jacques Chirac, qui a été très gentil avec moi, qui s'est préoccupé de la situation de ma famille. Il m'a affirmé qu'il n'avait pas à interférer dans les affaires de politique intérieure de la Tunisie, mais que, sur le plan humanitaire, il compatissait avec le sort qui est fait aux membres de ma famille > - (AFP.)

 ANGOLA : M. Toubon e recu M. Jonas Savimbi. - Le chef des maquisards angolais de l'UNITA e été reçu, vendreci 24 octobre, par M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, et par M. Jacquee Kosciusko-Morizet, secrétaire national chargé des relations extérieures. M. Toubon e indiqué à M. Savimbi que la RPR « apportait son soutien à tous les combattants de la liberté à travers le monde ». Dans une inter-M. Savimbi a, d'autre part, accusé la société ELF - implantée en Angola - d'avoir tenté de persuader les autorités françaises de lui refuser un visa d'entrée en France. Il a aiouté : e Elf-Aquitaine est bien plus vulnérasion sur nous pour ne pas l'attaquer 7 Personne. s

MOZAMBIQUE

La mort de Samora Machel

La thèse de l'accident contestée à Maputo Des milliers de personnes en

pleurs ont défilé, vendredi 24 octobre, devant la dépouille mortelle de Samora Machel, qui repose à l'hôtel de ville de Maputo. Alors que de nombreuses personnalités commen cent à arriver pour assister aux obsè-ques - fixées à mardi 28 octobre, -des journalistes venant des pays d'Afrique australe et d'Afrique dn Sud out été refoulés à leur arrivée à l'aéroport de la capitale, M. Guy Penne, ancien conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines et malgaches, représentera le prési-dent de la République. Le président américain délèguera, pour sa part, sa fille, M= Maureen Reagan, ainsi que M. Charles Freeman, soussecrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines. En Afrique du Sud, des délégations soviétique et mozambicaine sont arrivées vendredi pour inspecter le site de l'accident d'avion au cours duquel Samora Machel a trouvé la mort.

Les causes de cette catastrophe continuent de prêter à controverse. Le quotidien mozambicain Noticias. qui restète en général le point de vue gouvernemental, accuse implicitement Pretoria, indiquant notamment : - L'avion était visible sur notre écran radar. Il n'y a eu aucun incident à bord. Les lumières de l'aéroport de Maputo étaient allumées, mais l'avion n'a pas atterri (...). Peu après, il s'est ècrase en territoire sud-africain. Comment est-ce possible? Les instruments de bord – le radar notamment – avaient-ils été sabotés, ou bien a-t-il [l'avion] été dévié de sa route, par des interférences techniques? » (AFP, Reuter.)

STAGE LECTURE RAPIDE

4-5-6 novembre 1986

possibilités de stages en entreprises GEICA-FORMATION/42-96-41-12

56 bis. rue du Louvre, 75002 Paris -

Europe

Le trentième anniversaire de l'insurrection de Budapest

Les dirigeants hongrois ont accepté que certains tabous soient levés

Le treatième anniversaire du début de l'insurrection hongroise a été célébré dans la discrétion, le jendi 23 octobre à Budapest. Les principaux lieux «sensibles» avaient été placés sous surveillance policière, en particulier la statue du général polonais Bem, héros de la guerre d'indépendance hongroise de 1848, devant laquelle les étudiants de Budanest avaient manifesté en masse en 1956. Une jeune fille de seize ans a tenté, jeudi, d'y déposer un drapeau, mais la police est intervenne. De même, la par-

«La décision de faire appel au

gouvernement soviétique dans la nuit du 23 au 24 octobre 1956 pour

obtenir une aide militaire contre

l'insurrection était une erreur politi-

que - expliquent les auteurs d'un livre paru tout récemment à Buda-

pest aux Editions do Parti (Dramai

Napok on « Journées dramati-

ques-), qui contient de nombreux

documents inédits provenant des archives du PC. La publication de

ces documents permet de penser qu'il y a du nouveau dans l'interpré-tation officielle des événements.

Le travail historiographique sys-

tématique et impartial n'en est

encore on'à ses débuts mais un chan-

gement se dessine dans l'attimude du

pouvoir. Les dirigeants souhaitent

que soit abordé dans toute sa com-

plexité « 1956 » un sujet longtemps tabou en expliquant enfin comment

et pourquoi le régime s'est effondré

en quelques jours : pourquoi le Parti communiste a di accepter sons la

pression populaire le partage du pouvoir avec les formations noncom-

munistes ; pourquoi se sont créés les

conseils ouvriers. Autant de ques-

tions relatives aux «événéments» qui intéressent les Hongrois de plu-sieurs générations.

Des « interviews-chocs »

insolites

Tout a commencé pendant l'été avec la publication d'une série de cinq articles dans Magyarorszag.

gère. Intitulés « Les responsables de 1956 », ces articles, sans être

exhaustifs ou exempts de quelques

erreurs (probablement volou-

taires...) ont présenté les portraits de plusieurs protagonistes de l'insur-

rection, permettant an grand public

- et pour la première fois dans un

juurnal hoogrois - de preudre

connaissance de certains faits long-

temps dissimulés concernant les ori-

gines, le déroulement et les consé-

quences de l'iosurrectinu. Parallèlement à cette série d'articles

était mis en vente un livres présen-

tant les souvenirs de seize personna-

lités de la vie politique et intellec-

On retrunve la plupart des

anteurs dans une série d'émissions

diffusées pendant le mois de septem-

bre snr Radin-Budapest;

Interviews-chocs > insolites dans

lesquelles les personnalités, longue-

ment interrogées (dont plusieurs membres de l'actuel bureau politi-

que), se remettent en question,

o'hésitent pas à reconnaître leurs erreurs et faiblesses, et adoptent un

ton nouveau pour évoquer un passé

pas toujours glorieux de leur parti...

tuelle qui relatent leur ex personnelle (Visszaemlekezesek 1956, Zrinyi).

omadaire de politique étran-

celle 301 d'un cimetière de Pest, où sont inhumés, dans un coin isolé, près d'une décharge, les corps de certaines personnes exécutées dans les mois et les armées qui suivirent l'écrasement de la révolte, était tout spécialement surveillée. Un policier à qui l'on demandait pourquoi il contrôlait Pidentité des visiteurs a répondu : «Ceux qui viennent ici anjourd'hui sont susceptihies de penser comme en 1956.»

jours, trente ans plus tard, de révêler l'iden-

cles publiés depuis le mois d'août sont consacrés aux « années 50 » (« ōtvenes evek » en hongrois), expression couramment utilisée pour désigner la période allant de 1949 l'exécution de Laszio Rajk jusqu'à l'explosion du mécontente ment populaire en octobre 1956, après une série de crises politiques,

Une « campagne d'explication »

Enfin, la télévision hongroise diffuse actuellement un programme composé de six séquences de quelles une centaine d'acteurs et de témoins commentent les images des événements d'il y a trente ans à Pintention de ceux qui trop jeunes à l'époque, ne se souviennent pas de ce qu'on appelle désormais à Budapest le « tranmatisme de 1956 ».

La « campagne d'explication » déclenchée autour des événements d'il y a trente ans vise apparemme un donnie ohjectif. D'abord, il convient de « neutraliser » les médias occidentaux qui à l'occasion de l'anniversaire parleront de la Hongrie de 1956. D'autre part, la publication d'articles, la réalisation d'émissions de radio ou de télévision constituent la meilleure démonstra tion de la solidité du pouvoir actuel. A savuir que, grâce au large consensus réalisé autour de la direc-tion, celle ci s'estime suffisamment forte pour évoquer le passé, quitte même à «rectifier» certains juge-

Cependant, les livres, les émissions on les discours prononcés ne peuvent ou pe veulent encore tout dire : certaines omissions sont caractéristiques, et en premier lieu, l'évocation de l'itinéraire de M. Kadar pendant les journées historiques pourtant à peu près reconstitué grâce à des sources diverses.

nement présidé par Imre Nagy décide le retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie. M. Kadar, premier secrétaire du Parti comm reconstitué et ministre d'Etat, approuve - selon plusieurs témoins cette décision capitale. Dans la soirée, par un appel radiodiffusé, il saloe une nouvelle fois l'« hérolque soulevement du peuple », Mais i ajoute aussi que ce soulèvement est arrivé à la croisée des chemins et iosiste sur le danger contre-

Le 1e novembre 1956, le gouver

Vingt ans plus tard, dans une conversation avec M. François Mit-terrand (alors premier secrétaire du Parti socialiste), il déclare : « Oui,

Les autorités bongroises refusent tou-

la révolte de 1956 était justifiée. Et moment où cesse toute résistance Rakosi était un dictateur; mais armée. Intre Nagy et plusieurs Imre Nagy s'est laissé entraîner trop loin; je l'ai soutenu jusqu'à la limite du possible; l'impossible, l'inacceptable c'était de renverser le

régime communiste (1). »

Pen après avoir lancé son appel mique dans la soirée, Janos Kadar disparaît dans la muit ; il devait se rendre à l'ambassade soviétique à Budapest, dirigée par un cer-tain Youri Andropov, pour partir ensuite à Oujgorod, petite ville de l'Ukraine subcarpatbique. Le numéro un du Kremlin, Nikita Khrouchtchev, consacrera les journées des 2 et 3 novembre aux consultations avec les dirigeants des pays de l'Est, y compris le maréchal Tito, rencontré à l'île de Brioni. Et c'est le maréchal yougoslave qui recom-mande le choix de M. Kadar, ancienne victime du stalinisme, comme président d'un nouveau gou-

Un jugement équitable?

Nous connaissons la suite des évô-nements. A l'aube du 4 novembre, les troupes soviétiques entrent en action pour écraser la « contre-révolution ». Trois jours plus tard, M. Kadar et les membres de son cabinet restreint prêtent serment au Parlement, à peu près au même

tité, le nombre précis et tous les lieux d'inhumation des victimes des exécutions, même si, sur d'autres points, l'interprétation officielle de la «contre-révolution» est moins figée que par le passé «voir cidessous).

Dans la soirée de jeudi, une soixantaine de personnes - les principales personnalités de l'opposition et quelques étudiants - se sont rémies dans un appartement pour commémorer l'insurrection.

> membres de son gouvernement dis-persé trouvent refuge à l'ambassade de Yongoslavie : le 22 novembre, ils quittent l'ambassade, assurés en principe d'être libres. Mais, en dépit des protestations de Belgrade, ils sont conduits à l'état-major soviétique et emmenés de force en Rouma-nie. Tous ces «détails» restent encore dissimulés an public hongrois en 1986. Le 17 juin 1958, les jour-naux hongrois ont seulement public un long communiqué annonçant l'exécution d'Imre Nagy et de trois de ses proches collaborateurs, accusés de « haute trahison ».

Vingt-huit ans après le verdict de Budapest, le secrétaire général du Parti communiste italien, Alessandre Natta, de retour d'une visite en Hongrie, vient de qualifier, dans l'Unita du 12 octobre, l'exécution d'Imre Nagy d'« injuste et inhu-maine ». Si les archives soviétiques devienment un jour accessibles aux historiens et si M. Janos Kadar public ses Mémoires, il sera enfin possible de formuler un jugement équitable et sans passion de l'insur-rection hongroise, l'un des grands tournants de l'histoire du commu-

27.53.55

1770

A 10 1 1

1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1.

Section 19 1

on the second

17,11611 0 11 154

70 L 4 J

2000

etteration in our

12 July 11 3 8

1

and a

 $^{(n)}\{_{k+1},\dots,\frac{n}{km}$

Strategies .

19. ga

T.

THOMAS SCHREBER.

(1) Dans l'Abeille et l'Architecte, lammarion, pp. 344-347.

«L'Humanité» : une «Saint-Barthélemy» - contre-révolutionnaire

L'Humanité, organe central du long autretieu avec M. Karoly Parti communiste français, a consa-Nemeth, secrétaire général adjoint cré une page, le jeudi 23 octobre, ao trentième anniversaire de l'insurrec-tion de Budapest. Un « rappel chronologique - sommaire indique : « 23 octobre 1956 : manifestation insurrectionnelle d'étudiants et de jeunes à Budapest. Les émeutes s'étendent à tout le pays et, à partir du 30 octobre, prennent le caractère d'une Saint-Barthélemy, dont sont victimes des milliers de communistes. Le 4 novembre 1956 : Janos

Dans un article un peu plus détaillé, Yves Moreau admet qu maoifestatiun du 23 netobre « n'exprimoit que des intentions généreuses », mais il ajoute que, « très vite, ce furent des hommes tels que le cardinal Mindszenty et d'anciens disciples de Horthy qui imprimèrent aux émeutes une orientation rien moins que démocratique, avec l'aide de quelque trois mille cinq cents criminels de guerre sortis des prisons ». « C'est dans ces conditions, explique Yves Moreau, que, en application des traités, le gouvernement hongrois a fait appel à l'aide de l'armée soviétique». Aucune indication o'est donnée sur le bilan de cette « aide ».

Dans son numéro du vendredi 24 octobre, l'Humanité public un

du Parti socialiste ouvrier de Hongrie. M. Nemeth répond aux ques-tions de Jacques Coubard, qui avait suivi les événements de 1956 pour l'Humanité et s'était signalé, notamment, en évoquant le « sourire de Budanest » au terme de l'intervention soviétique, M. Nemeth déclare que cette intervention était « inévitablement nécessaire», cas « les partisans du pouvoir populaire auraient été incapables, à eux seuls, ment de la situation en faveur du

L'hebdomadaire Révolution (daté du 24-30 octobre) présente les énements de façon quelque peu différente. Georges Girard souligne que « l'arbitraire, l'autoritarisme, les illégalités [étaient] devenus méthodes de gouvernement » sous le règne de Rakosi. Il rappelle le procès et l'exécution de l'ancien ministre des affaires étrangères, Laszlo Rajk. Il évoque l'a opposition de droite » à l'intérieur du parti, la « réapparition des person-nages du fascisme hongrois » et la « menace d'une confrontation internationale », mais il ajoute que ces facteurs o'auraient pu - conduire à cette situation » sans « la première raison, relevant des crimes de

Parrainez un enfant

du bout du monde.

Attentat au Pays basque espagnol

Le gouverneur militaire de Saint-Sébastien tué par une bombe

Saint-Sébastion (Render). — Le gouverneur militaire de Saint-Sébastion, le général Garrido Gil, a été tué ce aamedi matin 25 octobre ainsi que sa femme, par l'explosion d'une bombe lancée sur leur voiture dans le centre ville ; au moins cinq autres personnes ont été blessées. Deux jeunes gens circulant à moto ont fixé un puissant engin explosif sur le toit de la voiture du gouverneur militaire, qui était arrêtée à un feu rouge.

Se perfectionner, ou appreadre le langue est possible en sulvant LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

cours avec explications en français Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BBCM 8, rue de Berri - 75008 Paris

Grace à vous cet enfant apprendra à lire et à écrire et vous transfor-Anipord'hui 26,000 en-fants en Inde et en Afri-que vont à l'école grâce aux perrains d'Aide et rez lui écrire. Demandez à Aide et Action le dossier et la photo de votre fillent du-bout-du-**Aideet Action** HERE DE 1800 ----75 **Aideet Action**

BIBLIOGRAPHIE

Trois ouvrages

Octobre 1956, tal qu'il fut vécu en Hongria et en Pologne, occupe une place de choix dans le second numéro (double) de la Nouvelle Alternative, revue chère par l'Europe de l'Est, ses espoirs, ses désillusions, ses recommensions, ses recommencements. Tous les textes ras-semblés ne sont paa d'égela valeur, mais on lira avec grand intérêt une interview du Hongrois G. Krasso, qui paya de longues années de prison sa participation à l'insurrection, et vit, jour après jour, depuis sa cellule, dresser les potences. Figure aussi la reprise d'un excellent article publié – mais en 1980 – dans qui évoque celui qui fut un peu le Walesa d'octobre 1956 en Polo gne, Leszek Gozdzik, aujourd'hui simple pécheur de la Baltique.

L'enniversaire de l'insurrection de Budapest est aussi pour le journaliste allemand Hens Henning Paetzke l'occasion de rassembler des entretiens avec bon nombre des copposants » hongrois d'aujourd'hui, parmi les plus connus, Entretiens fort intéressants, mais sur la Hongrie d'aujourd'hui, pas sur celle de 1956. Et on regrettera l'absence d'une vériteble préface, qui aurait été plus utila au lecteur qu'un entretien supplémentaire, celui-là entre Tibor Tardos et Yves Montand.

Enfin, les opécielistes se rejouiront de la publication en français d'une série de textes d'Istvan Bibo, qui, avant de participer au gouvernement d'Imre Nagy en 1956 — puis de conneitre la prison, - était considéré comme l'un des principaux écrivains politiques hongrois. Des textes déjà anciene (ils datent des années 40), mais qui ont la qualité des couvres qui peuvent « durer ».

* La Nouvelle Alternative, 14-16, roe des Petits-Hôtels, 75010 Paris, et dans les FNAC,

* Budapest, trente ans plus tard. Editions Joseph Clims, 260 p.,

* Misère des petits Etats d'Europe de l'Est, Istvan Bibo. L'Harmattan, 443 p., 180 F.

Diplomatie

NATIONS UNIES

Washington va verser 100 millions de dollars d'arriérés à l'Organisation

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

The state of the s

Canada de la companya de la companya

Appropriate Company

Cardina (Alia to Santage)

37 37 8 4 E.

1400 to 1240 H

100

The second secon

Le département d'Etat a décidé, le vendredi 24 octobre, de verser 100 millions de dollars (sur les 210 millions normalement dus) à titre de contribution des Etats-Unis an budget de l'ONU pour l'année 1986, mettant ainsi fin à une période d'incertitude quant à l'uvenir immédiat de l'Organisation. Le versement permettru de fuire foen anx dépenses courantes, en attendant les contributions pour l'année 1987 dues en janvier. La cotisation américaine représente en théorie le quart des ressources annuelles des Nations

- Nous survivrons i ., s'est exclamé le chef comptable de PONU, M. Richard Foran, loraqu'il n appris la décision de Washington. Visiblement soulagé, et presque hen-reux, il u fait devant nous un rapide calcul: « A moins de 85 millions, nous étions étranglés ; avec 100 millions, il nous restera même une réserve pour le mois de janvier. C'est une bonne nouvelle. Dans les couloirs du palais de verre, une discrète satisfaction se lisait sur les

Bonne nouvelle? Décidément, Washington réussit à brouiller les cartes, au point de provoquer un flot de félicitations pour ce qui est d'abord une punition. Mécontent du fonetionnement de l'ONU, des affectations budgétaires et de la tonalité « anti-occidentale » des débats, le Congrès ovait limité, dans le cadre de la loi Gramm-Rudman sur la réduction des dépenses publiques, la contribution américaine aux quarante-six organisations interna-tionales dont le pays est membre à 255 millions de dollors pour l'année 1986, recommandant un plafond de 66 millions de dollars pour

PONU. Soudain conscient que sa campagne anti-onusienne est allée trop loin, le département d'Etat a décidé unilatéralement d'ignorer les désirs des membres du Congrès et d'augmenter la part des Notions unies on détriment de l'OTAN et de l'Organisation des Etats américains,

Selon des sources bien informées l'administration serait prête à reprendre l'examen de la situation financière de l'ONU au mois de janvier, c'est-à-dire après le vote de l'Assemblée générale sur la réforme des structures proposée par le comité des 18 ». En réalité, ce réexamen pourrait devenir une obli-gation si le département d'Etat déci-dait d'exiger l'application de l'amea-dement Kassebanm, qui lin le versement de la contribution à la modification du fonctionnement de

CHARLES LESCAUT.

A TRAVERS LE MONDE

Pays-Bas La lecture d'un discours du dissident tchèque Vaclay Havel est autorisée

La Haye. - Le gouvernement néerlandais u finalement autorisé, vendredi 24 octobre – après avoir envisagé de l'interdire la semaine dernière (le Monde du 23 octobre). la lecture d'un discours de l'écrivain tchécoslovaque Vaclav Havel, laurést du prix 1986 de la Fondation Erasme, lors d'une cérémonie en son honneur le mois prochain à Rotter-

Le premier ministre néerlandais, Ruud Lubbers, a précisé que son ministre des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, qui s'était opposé initialement à la lecture du discours parce que son contenu pourrait embarrasser la famille royale néerlandaise, s'était incliné devant le souhait de le Chambre des députés, favorable à cette lecture.

Dens son texte, Havel mettrait son travail d'écrivain en rapport avec son engagement pour les droits de l'homme et la Charte 77, principal mouvement dissident tchécoslo-

Havel ne sera pas présent luimême fors de la remise du prix. If redoute de ne pes pouvoir retourner dans son pays s'il vient recevoir son prix aux Pays-Bas. - (AFP.)

Philippines Attentat • à Manille

Trois personnes ont été blessée dont une griévement, par l'explosion d'une bombe artisanale, vendredi 24 octobre, devant un restaurant McDonald's du quartier d'affaires de Makati à Manille. D'autre part, des ingénieurs sud-coréens ont été enlevés, daza le zord, par des

Enfin, Mª Aquino a déclaré, vendredi, qu'elle ne limogerait pas les ministres de gauche et qu'alle ne rétablirait pas tamporairemant l'ancienne Constitution, ainsi que le lui ont demandé le vice-président, M. Salavador Laurel, et la ministre de la défense, M. Enrile. Elle a néan-moins admis que la composition du gouvernement serait modifiée à l'occasion de l'élection d'un congrès, prévue en mai. « A ce moment-là, puisque beaucoup secont candidats au congrès, nous aurons un remaniement », a-t-elle déclaré. - (AFP,

URSS

Washington accusé de vouloir créer une « OTAN orientale »

Au cours d'un banquet offert, vendredi 24. octobre, en l'honneur du président nord-coréen Kim # Sung. M. Gorbstehev a déelaré : « Washington u planté ses systèmes nucléaires comme des échardes dans la corps de la Corée, le corps de l'Asie. A cela, il faut ajouter le projet de constituer un bloc réunissent Washington, Tokyo et Sécul avec le concours d'autres Etats. Si l'on en croit les apparences, cela est appelé à devenir une sorte d'« OTAN prien-

» Ce qui fait planer une menace réelle sur l'Union soviétique, la Corée du Nord et beaucoup d'autres pays, comme sur la cause de la paix, »

Les deux pays, a t-il également déclaré, ont manifesté, « une fois de plus, leur désir partagé d'élever netternent le niveau de notre coopération », M. Gorbatehev a, anfin, accepté une invitation à se rendre en Corée du Nord. - (Reuter.)

Le budget des affaires étrangères à l'Assemblée nationale

M. Roland Dumas procureur

Le bilan des sept mois de politique extérieure du gouverne-ment Chirac a été au cœur du débat qui s'est déroulé, le mercredi 24 octobre, à l'Assemblée nationale jusque tard dans la nuit, sur le budget des affaires étrangères (droits de l'homme et francophonie). L'Assembiée nationale a adopté les crédits de ces départements, qui s'élèvent à 10 118,5 millions de francs (plus 3,85 points par rapport à 1986).

Les chiffres de ce budget (le Monde du 11 octobre) ont été très rapidement passés en revue avant que les différents orateurs préseots ne se livrent, devant un cénacle restreint de députés, à ce qu'en langage diplomatique on nomme un vaste tour d'horizon. Le ministre des affaires étrongères, M. Jean-Bernard Raimond, a trouvé dans l'hémicycle une ambiance feutrée et courtoise, à quelques haussements de ton près. Cet examen de la politique extérieure ne remet toutefois pas en cause le principe arrêté entre M. Raimond et le nouveau président de la commission des affaires étran-gères, M. Roland Dumas (PS, Dor-dogne) d'organiser ultérieurement un grand débat, en bonne et due forme, sur l'action du gouvernement dans un domaine décisif pour la cohabitation. Enfin, la discussion a donné l'occasion à un certain nombre de ministres ou de secrétaires d'Etat ayant en main des départements liés aux affaires étrangères (affaires européennes, droits de homme et francophonie) de faire leurs premières armes à la tribune.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a tout d'abord affirmé que l'action du gouvernement est « efficace » et « cohérente », pour peut que l'on veuille bien « regarder les choses de près et ne pas se laisser guider par des passions contradictoires ou des informations approximatives ou erronées ». Le ministre a, dans la foulée, dressé un bilan complet et serré (le Monde du 25 septembre) de ses premiers mois au Quai d'Orsay, dans un contexte marqué par de nombreux soubresauts internationaux. Son principal contradic-teur, l'ancien ministre des relations extérieures Roland Damas, s'est livre, quant à lui, à un jeu subtil consistant à mettre en contradiction

M. Jacques Chirac. - Quel gochis I dont vous ètes le plus souvent vic-time, s'est apitoyé M. Dumas, Ne dit-on pas que les agents de votre département passent leur temps à réparer les pas de clerc du premier ministre? . M. Dumas a ensuite énuméré les différentes « gaffes » commises, selon lui, par M. Chirac : le jugement au vitriol porté sur le premier ministre nustralien, M. Bob Hawke; l'interview démeotie un journaliste israélien Ben Porat, rejetant la responsabilité de l'accord nucléaire de 1975 avec l'Irak sur M. Giscard d'Estaing - - Qui croire? M. d'Ornana au M. Chirac? .; enfin les déclarations « mettant sur le même vied les Palestiniens et les Corrégiens ». « Les choses vont plutôt bien quand elles se dégagent des orientations tracées par le premier ministre; dans la pratique quotidienne, un désardre incampréhensible et inquiétant frappe l'esprit (...). Derrière toutes ces questions se profile une seule considération : on ne peut, dans le domaine de la politique étrangère, souffler le chaud et le froid », a précisé M. Domas ovant de lancer, à l'adresse de M. Chirac : - qui aspire à la magistrature suprême devrait s'efforcer de prendre de la hauteur, et non s'enliser dans des pratiques politiciennes de

La surprise venue de Londres

Bien que tonché par la commis ration de son prédécesseur, M. Raimond a trouvé la ficelle un peu grosse. En fin d'après-midi, il s'est efforcé d'en dénoncer l'argumentation, affirmant : - En vous écoutant. je me demandais si je n'entendais pas le porte-parole du Parti socia-liste. Ce serait mal me connaître que de tenter de me dissocier de l'action du premier ministre. Je suis totalement solidaire du chef du gouvernement, c'est lui qui m'a choist, » Très calmement, mais très fermement, le ministre des affaires étrangères devait ensuite récuser l'analyse faite par M. Dumas selon laquelle, en matière de politique extérieure, le dernier mot appartient au chef de l'Etat : « Je vous laisse la responsabilité de cette interprétation de la Constitution », a-t-il dit. Saus nier les prérogatives de M. François Mitterrand, M. Raimond a rappelé qu'« aux iermes de la Constitution, le premier ministre dirige l'action du gouvernement qui lui-même détermine et conduit la politique de la nation ». C'est pen après que M. Alain Peyresitte (RPR) devait, de son banc, demander l'autorisation d'interrompre le ministre. Evoquant la toute fraîche décision du gouvernement britannique de rompre ses relations diplomatiques avoc la Syrie, M. Peyrefitte a demandé à M. Raimond ce qu'il pensait de cette décision, et si le gouvernement français envisagerait de telles mesures de rétorsion s'il venait à détenir des preuves aussi convaincantes que celles des Britanniques.

Visiblement surpris par la questinn, hesitant, le ministre des affaires étrangères a répondu que la

pas et que . le jour où nous aurons des preuves contre un Etat tiers. nous aviserons ». laterrogé dans les couloirs de l'Assemblée, M. Dumas a estimé, pour sa part, que . si la preuve était établie d'une complicité de la Syrie dans les attentats de Paris, il faudrait prendre les mesures qui s'imposent, éventuellement la rupture, mais, a-t-il ajouté. la France n'a pas, pour l'Instant, de raisons d'adopter une mesure similaire à celle de la Grande-Bretagne ».

S'agissat du dossier européen, les députés centristes présents dans l'hémicyele, M. Stasi (UDF, Marne) et M. Jean-Marie Daillet (UDF, Manche), rapporteur pour les affaires européennes, ont, uvec « leur » ministre des affaires européennes, M. Bernard Bosson, ionguernent insisté sur l'ovancée positive que constituera à leurs yeux la venne, le 20 novembre prochain devant l'Assemblée nationale, du débat sur l'acte unique européen. Connaissant les dissensions internes sur ce sujet (notamment l'hostilité de M. Debré), M. Dumas n'avait pas manqué, pen svant, de dénoncer les - tergiversations - du gouvernoment, affirmant, sans le citer, qu'un ministre (il s'agirait de M. Méhajgnerie) aurait menacé de démissionner si ce texte ne venait pas en conseil des ministres. M. Bosson a démenti : « Il n'y a point de drames, ni de menaces de démission ». Il a'est lancé ensuite dans un éloquent plaidover pro-européen : « Seule la construction européenne nous rendra maîtres de notre destin. Elle est, en outre, au-delà des intérêts, un acte de foi et d'espérance - {...}.

An diapasoa de M. Bosson, M. Stusi s'est exclamé : · Puisse l'adoption de l'acte unique européen marquer le départ d'une nouvelle relance de la politique européenne. - M. Daillet a regretté, pour sa part, que l'Europe, . géant économique », ne soit encore qu'un « nain

Le Front national et le PC se sont livrés, de leur côté, à une polémique sur l'Afrique du sud : « La France restera-t-elle le dernier rempart de l'apartheid? - a demandé M. Maxime Gremetz (PS, Somme), protestant contre la venue prochaine de M. Botha, tandis que le doyen de l'Assemblée, M. Frédéric-Dopont (FN, Paris), s'étonnait que l'on critique la venue prochaine en France de président Botha, . le premier libéral en Afrique du Sud . avant de vilipender M. Nelson Mandela, - le plus grand ierroriste du monde ».

Par ailleurs, s'agissant de la franphonic, M. Jacqu (RPR, Hauts-de-Seine) s'est iaterrogé sur le rôle du secrétariat d'Etat à la francophonie. Constatant la faihlesse de l'implantation culturelle françoise à l'étranger, l'ancies ministre a conclu : • Je ne pense pas qu'un secrétariat d'Etat à la francophonie arrange grand-chose ... -Me Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargée de la francophonie, devait répondre par l'annonce de la réunion, à Paris, d'états généraux de l'ensemble des médias franco-

Océanie ·

AUSTRALIE: les difficultés des travaillistes au pouvoir

Quand M. Bob Hawke perd le sourire...

SYDNEY correspondence

M. Bob Hawke n'a plus le sourire facile. Ces derniers temps, il se contrôle avec peine, o'emporte contre un groupe de presse qui lui est pourtaat traditionnellement acquis, éructe de vénimeux propos contre la Nouvelle Droite, une alliance d'universitaires, d'écono-mistes et de chefs d'entreprise qui prétendent depuis quelque temps ini donner des leçons, allant jusqu'à leur lancer: « Espèces de troglodytes, vous ne comprenez rien ni à la politique ni à l'économie ! >

Signe des temps difficiles, les fuites commencent à suinter de son propre cabinet. Ces difficultés unnoncent-elles la chute de M. Hawke, premier ministre de l'Anstralie depuis 1983, celni qu'on uppciait il n'y a pas si longtemps encore «M. 76 %» tant il était populaire? Est-ce le début de la fin pour celui qui s'était promis de rem-plir trois mandats, ce qui ne s'est jamais vu pour un premier ministre travailliste?

Les sondages réalisés début octobre donnent au gouvernement tra-vailliste sa cote la plus basse depuis 1984: 41 %, courre 47 % pour l'opposition (une coalition du Parti Hbéral et du Parti national). Le premier ministre continue de jouir d'une meilleur cote personnelle que le chef de l'opposition, M. Howard (58 % contre 25 %), mais l'écart entre les deux hommes se resserre.

L'hiver nustral a été rude. La dette extérieure, déjà impressionnante, s'est encore accrue (elle frisera bientôt les 100 milliards de dollars). Le taux d'inflation est encore en hausse (8,4 %), tout comme la taux de chômage. Le 25 juillet, le dollar australien avait ntteint la cote la plus basse de son histoire par rapport ou dollar américain.

En dépit de l'intervention soute-nne de la Banque fédérale, les mar-

mie australienne. Début septembre, les « services Moody », qui évaluent la cote du crédit des économies internationales, out baissé la note qu'ils donnaient d'ordinaire à l'Australie. Le pays-continent peut espé-rer, au mieux, une récession douce.

Le budget d'austérité présenté le 19 soût n'e pas arrangé les choses : sans vraiment rassurer la finance internationale ni les milienx d'affaires, il heurte les sensibilités de la elosse moyenne, dont M. Hawke est d'abord l'élu. Aug-mentation importante de l'impôt, coupes sévères dans les dépenses publiques, font leurs victimes, notamment chez les pupilles de l'Etat, les mères célibataires... L'introduction de droits « administratifs » à payer par les étudiants de l'enseignement supérieur a par ail-leurs mis en émoi le monde universi-

Marche arrière

Autre point sensible, M. Hawke o bargo sur les ventes d'uranium à la France, pour susciter des rentrées de devises. Ce n'est pas la première fois qu'il manque à un principe du programme travailliste, et le parti se reconnaît de moins en moins dans ce dirigeant qu'on compare volontiers aujourd'hui à un M. Reagan on une Mme Thatcher. M. Hawkn n'a, dn reste, pas consulté ses pairs avant de malme-ner cette « vache sacrée » des tra-

Fin septembre, M. Hawke a récidivé avec une lettre à son ministre de l'unvironnement, M. Barry Cohen, recommandant de poursui-vre la prospection minière dans le pare national de Kakadu, l'un des joyanx de la nature australienne situé dans le Territoire du Nord. Le parc est riche en or, en platine et nne de la Banque fédérale, les mar-chés de change internationaux n'ont minière épongerait, du jour an len-

plus, depuis, confiance dans l'écono-mie australienne. Début septembre, défenseurs de l'environnement et les aborigenes, Kakadu est intouchable. A la suite d'une fuite, la lettre de M. Hawke a fini dans la presse. Cette fois, e'en était trop : le Caucus fédéral (l'ensemble des parlemen-taires travaillistes) força le premier ministre à faire marche arrière.

Les démocrates, qui se présentent aujourd'hui comme le seul vrai parti anti-nucléaire, accusent M. Hawke d'être sous l'influence de la Nouvelle Droite, une force nouvelle sur l'horizon oustralien, qui rassemble des néo-conservateurs organisés en un réseau d'instituts de recherche, de chambres de commerce et de « sociétés ». Son crédo : le retour au libéralisme économique du dix-huitième siècle. Sa bête noire: l'Etat-providence, la taxation, les syndicats, le travaillisme en général. Un de ses buts : sonner le glas des relations industrielles telles qu'elles fonctionnent depuis quatre-vingts sus dans le pays-continent... Des thèmes qui depuis quelques mois ravissent à M. Hawke la man-

ehette des journaux. C'est le système de fixation des salaires anquel la Nouvelle Droite s décidé de s'attaquer d'abord : un système centralisé qui veille à compresser l'échelle des solaires. contrôles par la «commission aus-tralienne de conciliation et d'arbitrage», une sorte de Cour de justice

mée par le gouvernement fédé-

Outre cette institution qu'elle entend supprimer, lo Nouvelle Droite part en guerre contre le syn-dicalisme obligatoire. Fin août, un de ses animateurs, M. Charles Cope-man, le président-directeur général de la société Peko Wallsend, qui exploite une énorme mine de ler dans l'Etar de l'Australie Occidendans l'Etal de l'Aistraite Occidentale, excédé par les exigences et les grèves des buit syndicats auxquels est affilié son personnel, o répertorie deux cent quarante « pratiques » syndicales, qui, dit-il, entravent la productivité de son entreprise, et y a

mis fin de sa propre aotorité. Quand les ouvriers ont protesté, M. Copoman a licencié la totalité de ses travailleurs. Noo content de son exploit, M. Copeman profite du rôle de vedette que lui attribuent les médias pour appeler à la mise à bas du pouvoir fédéral.

Les pouvoirs des syndicats

Parallèlement, un autre membre influent de la Nouvelle Droite, le président de la chambre de com-merce de Melbourne, déclare vouloir saisir l'ONU de la question du syndicalisme obligatoire. C'est une atteinte, dit-il, aux droits civiques des ouvriers, une brèche dans la déclaration des droits de l'homme

Ces thèses trouvent un écho de plus en plus favorable dans l'opinion publique : 80 % des Australiens pensent que les syndicats ont trop de pouvoir (49 % seulement en 1971), et 42 % d'entre eux souhaitent l'abolition du système salarial actuel, préférant des oégociations directes entre employeurs et employés.

M. Hawke a repris l'initiative, le 25 septembre, et convoqué aotour d'une table le Conseil australien des syndicats et les deux grandes organisations patronales, sur le thème des pratiques démodées en usage dans le monde du travail. Les syndicats ont joué le jeu, car bon nombre de leurs dirigeants sont devenus des stratèges à col blanc, comme M. Hawke, luimême ancien dirigeant syndical.

A dix mois des prochaines élec-tions fédérales, M. Hawke s'efforce ainsi de reprendre l'Australie en main par le consensus plutôs que par la manière forte. Faudra-t-il que le Parti travailliste, pour survivre, en vienne à adopter tout entier ces allures de - New Labour - qu'aura faconnées M. Hawke, mettant si mal à l'aise les travaillistes tradition-

SYLVIE CROSSMAN.

Le sommet franco-allemand

Une double épreuve de vérité

(Suite de la première page.)

Du côté allemand, en effet, on ne tient pas à s'engager trop fermement sur le plan fédéral sur des questions qui sont du ressort exclusif des Lânder... Epreuve de vérité pour les relations franco-allemandes, ce sommet de Francfort l'est également pour la cohabitation politique en

Le gouvernement de M. Chirac a hérité sans grand plaisir de cette réunion décidée par le précédent. De plus, le cérémonial qui est désormais de règle dans ce genre de rencontre met beaucoup plus en valeur le pré-sident de la République que le pre-mier ministre. M. François Mitter-rand recevra solennellement le titre de citoyen d'honneur de la ville de Francfort, comme le chancelier Hel-mnt Schmidt uvait reçu celui de doctent honoris causa de la Sorbonne en 1981 à Paris, lors du dermer sommet eniturel.

Le tête-à-tête Mitterrand-Kohl, qui précédera la réunion plenière du lundi 27 octobre, sera le premier entre les deux hommes depuis la rencontre de Reykjavik. Le chancelier ouest-allemand, qui rentre tout juste de Washington, évoquera sans nul doute ses entretiens avec le pré-

sident Reagan. On parlera défense et sécurité européenne, et notamment de cette pomme de discorde entre les deux pays que sont les armements nucléaires tactiques (ou préstratégiques) sur lesquels les Allemands aimeraient bien uvoir un droit de regard.

Bref, dans ce type de rencontre, le président de la République française exerce la plénitude de ses fonctions, et le premier ministre est réduit aux seconds rôles. On comprend donc le souci de Matignon de minimiser les effets du sommet de Francfort, et de relever, comme le fait M. Denis Beaudoin, les points de friction plu-tôt que les succès...

L'Elysée, de son côté, se plaît à souligner que c'est grâce à l'opiniàtreté de François Mitterrand que les deux pays sont parvenus à un accord de financement du projet de navette curopéeune spatiale Hermès (le Monde daté 19-20 octobre) et à stigmatiser par un no comment réproba-teur la décision de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, de ne faire qu'une brève apparition à Francfort. Il est en effet ottendu à New-York pour courir le marathon...

LUC ROSENZWEIG.

Politique

La campagne de M. Rocard chez les socialistes du Nord-Pas-de-Calais

M. Michei Rocard a achevé, le vendredi 24 octobre, à Hautmont (Nord), une tournée de trois jours dans la région Nord-Pas-de-Calais. L'ancien ministre s'est entretenu vendredi dans la mairie de Lille avec M. Pierre Mauroy. L'attitude de la plupart des responsables et élus socialistes rencontrés dans le Nord (notanment M. Bernard Roman, premier secre-taire fédéral), a été proche de celle de leurs collègues du Pas-de-Calais (le Monde du 24 octobre) : un accueil sourbut, voire chalen-renx, assorti d'un rappel ferme des règles et des statuts du parti à propos de la désignation du candidat socialiste à l'élection présiden-

L'entourage de M. Rocard toutefois ne cachait pas sa satisfaction à l'issue d'un royage où l'ancien ministre a bénéficié, dans ses di-

verses réunions, d'une écoute attentive de la part des militants et de public : il juge, que, tout en déplorant ses « écarts de langage », la phypart des étus de Nord-Pas-de-Calais consi-dèrent M. Pasand annual la considerent M. Pasand annual la conside dèrent M. Rocard comme le candidat naturel da PS an cas où M. Mitterrand ne se représenterait pas. L'ancien ministre s'est refusé à ce propos à toute nouvelle précision, tout en se moutrant très confiant; il a néamoins réaffirmé, vendredi, à Wasquehal, devant la presse régionale : « Il m'est arrivé de dire que lorsqu'on n'est plus d'accord avec les règles du jeu, ou se retire; c'est une décision très lourde.

La crise économique et sociale majeure que traverse la région Nord-Pas-de-Calais a été rarement absente des préoccupations ex-primées par l'ancien ministre, comme par ses

hôtes, M. Rocard a terminé son circuit dans le bassin de la Sambre. Selon M. Umberto Battist, ancien député socialiste de Maubenge, la population active pour 19% est au chômage dans ce bassin touché à mort pur la disparition de la sidérargie. Et PINSEE laisse prévoir une proportion de 24 % au printemps 1987.

Cette dernière étape a illustré, tout aussi symboliquement, la complexité du personnage Rocard : tout juste sorti d'un déjeuner avec des dirigeants d'entreprises du bassin, l'ancieu mi-nistre 2 fait, à l'intérieur de l'unine, une prise de parole militante. Juché sur une caisse, dans en atelier, au milieu des machines. M. Rocard a vivement critiqué l'attitude des banques et apporté son soutien aux ouvriers en bleus de travail, rassemblés autour de lui et partagés

Contre l' « anti-étatisme primaire de la droite »

HAUTMONT (Nord) de notre envoyé spécial

Plus encore on'à l'accoutumée M. Rocard aime à rappeler qu'il est à économiques ont occupé l'esprit et les déclarations de l'ancien ministre de l'agriculture, lors de cette visite. Par petites touches, M. Rocard n brossé le portrait du personnage qu'il entend incarner, à la recherche d'une troisième voie entre le « socialisme

Une reconversion «gênante»

« Nous aurions pris nos 7000000 et nous serions partis, c'aurait sans doute été mieux (» L'heure est à l'amertume dans les rangs des sala-riés de l'entreprise Cnupes du France, à Hautmont, dans le Nord, dont le dépôt de bilan doit être enté-riné en début de semaine prochaine par le tribunal de commerce de Valenciennes. Deux cent trente-sept salariés. Presque tons anciens sidé-rurgistes de Cockerill, qui, à la fer-meture de leur usine en décembre 1984, faisaient le pari de leur reconversion que leur proposait un industriel parisien, Patrice Ringrave, en voulant faire de Hautmont la «capitale mondiale» des coupes spor-

Un marché important : deux millions de coupes vendues chaque année en France, dix-huit millions en Europe. Un marché à conquérir puisque jusqu'à présent essentielle-ment occupé par une production itament occupe par une production ita-lienne d'origine artisanale. Voilà pour le projet. Les moyens? Les fonds laissés par le groupe belge Cockerill pour la reconversion de ses salariés, l'aide financière de la munimboursable de la région, des prêts consentis par Sodinor, la société de conversion d'Usinor, des capitaux privés... le tout mobilisé non sans mal, avec l'appui du député socia-liste du secteur, M. Umberto Bat-tist, qui fait de cette affaire un pro-

En octobre 1985, l'usine est inaud'alors, M. Michel Delebarre. Un an plus tard, e'est un manque de tréso-rerie de quelque 10 millions de

Que s'est-il passé? Une défail-lance technique sur l'un des postes essentiels de l'usine : la chaîne auto-

Le projet de loi relatif à la délimi-tation des eirconscriptions pour l'élection des députés est définitive-ment adopté. Le Sénat s'est, en

effet, prononcé par un vote favora-

ble à main levée (les socialistes ne

prenant pas part an scrutin), le ven-dredi 24 octobre, sur les conclusions

dn rapport de la commission mixte

paritaire chargée de proposer un texte commun. Cette CMP n'avait

npporté aucune modification au

texte initialement soumis aux parle-

mentaires (le Monde du 22 octo-

Avant une brève discussion au

cours de laquelle le gouvernement n'a subi que la contradiction des

enmmnnistes par la vnix de M. Charles Lederman (Val-de-Marne), dénonçant une nouvelle

fois le « charcutage » et accusant le gouvernement de considérer les élec-teurs communistes comme des

- sous-citoyens -, M. Charles Pas-qua avait une dernière fois défendu le nouveau découpage électoral. - Je

rappelle une fois encore, déclarait la ministre de l'intérieur, que le gou-

A lundi.

La recherche régresse,

Collectif des admissibles

CNRS-INSERM, 107, hôpital Saint-Louis, 75475 Paris Cedex 10

Le Sénat adopte en seconde lecture

le nouveau découpage électoral

les traces de celui qui, avec l'invention de la - participation ., voulut le premier définir nne « troisième voie « pour la France ? De fait, l'« idée d'une pérennité avec la dé-marche du général de Gaulle » ne le choque pas. Si le premier président de la cinquième République n » comdroite ., faute, selon M. Rocard, d'une vraie connaissance du monde

L'entreprise n'atteindrn pas le nivean de production prévu eu départ. Et quand le problème est enfin résoln en septembre, la saison

des catalogues et des ventes est

Pour autant, cette défaillance ne devrait pas remettre en cause le choix industriel. M. Ringrave et M. Battist en sont d'autant plus convaincus que deux expertises réalisées en septembre à la demande de Sodinor, l'une technique, l'autre financière, concluent à la viabilité de l'entreprise, prévoyant même pour 1987 une rentabilité de l'ordre de 30 % dn chiffre d'affaires.

Jusqu'à la dernière minute, d'ailleurs, la direction et les salariés de l'usine ont cru à la possibilité de franchir ce cap difficile, M. Ringrave hypothéquait une partie de ses biens, Sodinor consentait un prêt de 5 millions de francs, les quatre banques de l'entreprise apportant qua-tre autres millions. C'est là que le plan a capoté, deux banques refusant d'apporter leur concours.

« Ce refus bancaire est voulu politiquement, il ne se justifie pas économiquement = déclarait ven-dredi Michel Rocard, debout sur une caisse au milieu des salariés de l'usine. On cherche à vous étrangler parce qu'une reconversion réussie gene du monde. M. Battist, accusateur lui aussi, se fait plus précis, mettant en cause les dirigeants de la sidérurgie française.

La défaillance technique du lancement de l'usine se double manifestement d'un imbroglio économicopolitique dont les deux cont trente-sept salariés de Coupes de une solution n'est pas rapidement

vernement s'est inspiré très étroite-

ment des décisions antérieures du

Conseil constitutionnel et qu'il a modifie à plusieurs reprises son

projet pour suivre, d'une part, les avis de la « commission des sages », de l'autre, ceux du conseil d'Etat.

Pour 57 circonscriptions seulement

sur 574, il a maintenu son projet, ce

qui nous a fait taxer de manque d'objectivité par l'opposition. J'ai déjà dit à cet égard que pour 12 d'entre elles, la « commission des sages » n'avait présenté nulle objec-

tion et que, pour les autres, sa posi-tion et celle du Conseil d'Etat diver-

geaient ». « Au vrai, concluait M. Pasqua, la querelle qui nous est faite porte sur le mode de scrutin lui-même : la question a été tran-

chée par l'adoption de la loi du 11 juillet dernier. Le vote de celle-ci

contribuera d'une façon décisive au bon fonctionnement des institutions de la République. »

Les socialistes out d'ores et déjà annoncé qu'ils vont saisir le Conseil

constitutionnel à propos du nouveau découpage électoral.

LE SIDA PROGRESSE.

JEAN-RENÉ LORE.

administratif « et le « libéralisme sauvage ».

M. Rocard marcherait-il ainsi sur les traces de celui qui, avec l'inventere control de l'expression de « pouvoir personnel », qui faisait, dans les antes de celui qui, avec l'inventere control ». nées 60, les beaux jours de l'opposition de ganche.

Le rempiacement décidé par M. Hervé de Charette du commissarist du Plan par un commissariat de la stratégie vient à la rescousse de sa démonstration : npparaître comme le défenseur de l'œuvre du général, face à la « dérive libérale » du gouverne-ment de droite. Dans la même mourement, défendant la planification, M. Rocard réfute les accusations de crypto-libéralisme que certains so-cialistes, dont M. Jean-Pierre Chevènement, émettent à son encontre. L'ancien ministre, qui revendique l'antériorité dans la critique du « tout Etat », s'est offert le plaisir de rappeler à plusieurs reprises qu'il est spé-cialement bien placé pour dénoncer l'« anti-étatisme primaire de la droi-

Une telle politique n'a même pas, à ses yeux, le mérite de défendre les intérêts des entreprises. L'ancien ministre a rappelé jusqu'à plus soif, dedes privatisations pour appuyer son raisonnement : le gouvernement ne fait pes la politique des entreprises, il fait la politique des « riches ». M. Rocard jone ainsi avec une certaine subtilité sur un double registre : son proprn camp, la gauche, pnut difficilement l'acceser de mettre son drapeau dans sa poche. Vis-à-vis des centristes, de la droite modérée ou des décideurs économiques, il s'attache à montrer qu'à travers son personnage, la gauche bat la droite sur le terrain économique et financier.

Tout en se rapprochant, pour la forme, d'être « presque technique », M. Rocard multiplie les démonstrations : après le 16 mars, dit-il, un point de baisse des taux d'intérêt eût mieux valu, tant que la situation internationale le permettait facilement, que la dévaluation. Quant à la stimulation de l'économie, l'ancien ministre martelle que, en réservant aux grandes entreprises la possibilité prises, mis en place par M. Bérégo-voy (dont il pense le plus grand bien), en imposant ainsi aux PME des taux d'intérêt réels supérieurs de quelque cinq points à l'inflation, on étouffe dans l'œu' toute possibilité de reprise de l'investissement.

De telles suggestions s'inscrivent

naturellement dans la perspective d'une action volontariste contre un chômage qui prend, dans le Nord-Pas-de-Calais, les dimensions d'un drame régional. M. Rocard l'a affir-mé à Lens : il pense que seule une me a Leis : il peine que seute inte puissante « chirurgie « économique peut avoir quelque chance d'emayer le ma!, sans mettre en cause l'équili-bre extérieur du pays et le ralentisse-ment de l'inflation.

La chirurgie contre le chômage

La chirurgie, cela fait mal. Et M. Rocard pense qu'il fandra accep-ter de souffrir. Exemple : il ne peut plus être question, dans l'esprit de l'ancien ministre, d'une nouvelle réduction du temps de travail sans ré-duction du salaire. Seule la liaison entre les deux est la marque d'une so-lidarité réelle. De la même façon, M. Rocard juge proprement dérisoi-re que le gouvernement fasse de la ré-duction du chômage des jeunes la priorité, tout en n'accordant que quelque 5 milliards de francs à cette priorité .

L'ancien ministre s'interroge avec ses experts sur l'efficacité d'une injection massive d'argent (plusieurs dizaines de milliards de francs) dans l'économie pour attaquer vraiment la chômage : injection qui ne serait pas sans conséquences sur le déficit bud-gétaire, M. Rocard avait déjà dénoncé, lorsque la gauche était an ponvoir, les effets pervers d'une « gestion notariale » des finances publiques et indiqué que l'utilisation du déficit compte plus qu'une limitation rigide de son montant. L'ancien ministre au demeurant, juge possible de finanplémentaire par d'autres moyens que le déficit budgétaire et s'interroge sur la définition même d'un tel défi-

Autre piste : un programme massif d'économies d'énergie, que M. Ro-card avait déjà évoqué lorsque la gauche était encore au pouvoir et auquel il reste attaché.

L'ancien ministre néanmoins trace lui-même les limites de son raisonnement, car il juge qu'en matière d'emploi il n'est pas possible de faire abs-traction de la CEE, c'est à dire, en fait, de la RFA et de sa politique. An total, en se fiant à l'action stimulante de grands projets nationaux et, si pos-sible, européens, M. Rocard se situe dans la filiation d'un keynésianisme qu'il refuse de jeter aux orties.

JEAN-LOUIS ANDRÉAM.

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Le Front national demande la suppression du secrétariat d'Etat aux droits de l'homme

Le Front national a fait de la disparition du secrétariat d'Etat aux droits de l'homme l'un de ses chevaux de bataille. M. Bruno Megret (FN, Isère) a déposé, à l'issue du débat de politique étrangère, plu-sieurs amendements tendant tous à sieurs amendements tendant tous à la disparition pure et simple de ce secrétariat d'Etat créé après le 16 mars. M. Megret a affirmé: « La défense des droits de l'homme est désormais dotée d'un maroquin avec hôtel ministèriel, volture officielle, lambris dorés et hutsiers à choine. Nous por solutions par esta chaîne. Nous ne saluons pas cette avancée, car nous sommes persuadés que ce secrétariat d'Etat
sera inefficace (...). Les idéologues
du pacifisme voient la paille française, mais non la poutre soviétique.
L'expulsion légale d'une centaine de
Maliens à bord d'une confortable
avion charter a fait plus de bruit
que des milliers de « boat-people »
rejetés à la mer par l'oppression
communiste! Ce qui est très grave,
ce sont les propos tenus à cette occasion par l'orchestre des idéologues
des droits de l'homme, qu'il s'agisse
de SOS racisme, de la LICRA, du
Monde ou bien du PCF: (...) Fidéochaîne. Nous ne saluons pas cette Monde ou bien du PCF: (...) l'idéo-logie des droits de l'homme se retourne contre nos intérêts natio-

M. Clande-Gérard Marcus (RPR, Paris), s'est étonné de l'obsession musicale de M. Megret. « C'est l'orchestre rouge qui vous

trotte décidément dans la tête », a ironisé le rapporteur de ce budget. M. Marcus avait présenté auparavant son rapport, un épais et intéres-sant document de 264 pages, procé-dant à un « rapide tour du monde, au regard de quelques principes simples puisés dans la Déclaration des droits da l'homme at du

M. Gay Vadepied (PS, cisc), a dénoucé pour sa part « les relents de xénophoble du FN ». Il s'est égaloment adressé à M. Malhuret, socrétaire d'Etat aux droits de l'homme, pour regretter son attitude lors de 'nxpulsion des 101 Maliens, M. Malhuret a répondu que : « En matière d'immigration, la volonté du gouvernement est de mettre fin à l'immigration clandestine (...). Mon rôle consiste à veiller à ce que les actions, dont nul ne conteste la nécessité, s'effectuent dans le respect de nos textes et soient appli-qués dans le plus grand souci d'humanité (...) Mais ma tâche ne se borne pas à ceia. Il m'appartient d'initier des actions destinées à sau-vegarder et à enrichir notre patrimoine de libertés. Dans cette perspective, je mettral prochainement en place une commission nationale consultative des droits de

Libéralisme jacobinisme, liberté

loque consacré, par le Comité officiel franco-américain pour la célébration du centenaire de la statue de la Liberté, au concept de liberté a eu beu le mercredi 22 et le jeudi 23 oc-tobre à Paris. La première partie s'était déroulée à Washington le 1" et le 2 juillet deculer.

Tradition libérale et tradition jacobine, libéralisme « à la fran-çaise » ou selon le modèla ænéri-cain, variantes *e* classiques » et version contemporaine dudit libé-ralisme : il est difficile d'embrasser autant de suiets sans juxtaposer des analyses et das diagnostics qui n'entretiennent pas obligatoirement entre eux que des relations évidentes, néres et fructueuses à comparer ou à confronter.

parer ou à confronter.

Forte — ou faible — de cette diversité, la seconde partie du colloque consacré, par le cominé officiel franco-américain pour le célébration du centenaire de la statue de la Liberté (1), au concept de liberté, à son développement et à se signification en France et aux Etats-Unia ne pouveit donc échapper à un certain disparaté. tain disperate.

France et Etats-Unis : les destinées des deux ristions, leurs systèmes socieux et politiques (si tant est qu'ils soient réductibles à des modèles simples), leurs univers mentaux sont du resta trop radicalement différents pour qu'il en aille autrement.

Deux planètes éloignées, serait-on parfois tenté de panser. serart-on perrois tente de penser.
Lorsqu'il s'agit d'évoquer les modèles du libéralisme en France et
en Amérique dans les trente premières années du XX* siècle, un
universitaire embricain (M. William Leuchtenburg, université de
Caroline du Nord) peut trouver
naturel de traquer dans l'évolution de la jurisprudence de la
Cour aucrème l'émergence. Cour suprême l'émergence .très programsive l - da contraintes juridiques imposées aux Etats par cette institution pour la protection de certaines Ebertés fondamentales.

Ainsi vont les choses dens une Amérique initialement acquise à l'évidence multiforme de eson> libéralisme, travaillée en profondeur par le settle emprise de l'or-dre judiciaire (besuccup plus que législatif) et lenternent acquise à certaines contraintes du centrales commodités du fédéralisme. Ces Etata-Unis-là ne sont-ils

pas à des années de lumière d'unn Franca (décrite par M. René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques) «travaillée» par les reclassements politiques d'après l'affaire Dreyfus, pus boulever-sée par le traumatisme de 1914-1918 avant de conneître esa» grande dépression. Période au total peu brillente pour la pensée d'inspiration libérale, en dépit, devait souligner M. Rémond, des positions solides qu'elle occupe académiques ou universitaires.

Pourtant, un certain libéralisme se fraye, entre 1900 et le début des années 30, un chemin dans l'opinion. Malgré la concurrence de l'Action française et la montée des doctrines socialistes.

Dans la même temps, les hommes au pouvoir en France sont libéraux... sans l'être. A côté de leur individualisme et de leur attachement sux institutions représentatives subsiste en effet un e intégrisme républicain plus jacobin que libéral ». La grande guerre, la nécessaire dérive vers

La deuxième partie da coidne' je arusant tebnipicaju dn eije que, le surseur republicair qui eté entraîne pour la sauvegarde du territoire (hointaine réminiscence des origines révolutionnaires) ne sont pas faits pour favoriser la cause libérale qui pourtant resurgit sorbs guerre. e En 1932, constate M. Rémond, le libéralisme ent entré dans les mœurs ». Du même coup, il est e victime de sa réusaite ». Car cette assimilation la banaise au cœur d'une réalité politique et idéologique qui, dans l'Hexagone, no lui est jamais définitivement acquise.

100 mg 22.30 mg 32.50

م. مراجع المراجع المراجع

STATE SECTION

ATT OF N

M. Jean L.

en tip

4

وس ا

#1 #k 12 PM

- 1948 - 1948 - 1948

- **建**

Mythe et doctrine

Reste, en effet, le lourd débat franco-français, l'affrontament presque incessant entre jacobinisme et libéralisme. Corps de doctrine insistant au fil des décennies, ce demier a frai par l'emporter, soutient M. Jeen Rivero, professeur émérite à l'université de Paris II, tandis que le jacobinisme toujours resté à l'état de mythe et de vegue système de pratiques e'étiolait protème de pratiques e éticlait pro-grassivement après son funesta triomphe de la Terreur.

Une telle vision laisse sceptiques certains observateurs fran-çais ou américains. M. Georges Vedel, professeur emérite à l'uni-versité de Paris II et membre du Conseil constitutionnel, trouve la jacobinisme e plutôt vivant en jacobinisme e plutôt virant de France », pas plus nábuleux que certains avatars du fibéralisme; il en perçoit mêma l'écho dans les discours de certains responsa-bles accialistes (M. Jean-Pierre Chevènement, par exempla). Quant à M. George Armstrong Kelly (Johns Hopkins University), experter l'imprémation de la il constate l'imprégnation de la teintura jacobina dans une France certes gagnée par le libéralisme tandis que les Etats-Unis connaissent de loin en loin des « moments jecobins » dont le dernier en date serait le new Deal

Vollà pour les incertaines ge-nèses, mais le présent, l'avenir ? Le libéralisme, qui est passé en un demi-siècle du « déclin à la reun deminancie du la decari a la re-naissance x, se fortifie à mesure que se développe le caractère transpational des économies, soutient M. Jean-Claude Casa-nova (IEP, Paris), pour qui les na-tions tendent de ce fait à se dé-truire elles-mêmes, tandis que la démocratio d'estelligies. démocratie s'autolimite,

Enfin l'opposition jacobinismelibéralisme ne saurait faire oublier que ces deux termes n'épuisent pas la totalité du réel, il s'en faut. Pour le passé, il n'est que de songer au poids réel et dura-ble de la contre-révolution en France, à la reture jeunesse de l'idee republicaine plainement ac-

Pour le présent, que ce soit ou non « à cause » de cheminements complexes qui mêne-raient, par influences succes-sives, de la Terreur au goulag (souvent évoqué au cours du colleur, un mot, que la plupart des personnalités réunies par M. de Laboulaye (2) paraissent prêtes à brandir en commun pour définir leur chance commune : liberté.

MICHEL KAJMAN.

(1) Ce comité est présidé par M. François de Laboulaye, amba-M. François de Labousaye, ambassadeur de France.

(2) Notamment MM. François
Fejtő, journaliste et historien, spécialiste des pays de l'Est, et Leszek
Kolakowski, enseignant à Oxford,
oxelu en 1968 de sa chaire de philosophie à l'université de Varsovie.

Election législative de Haute-Garonne et sénatoriale à Paris

Le Conseil constitutionnel rejette les contestations qui lui étaient soumises

28 septembre dernier dans le dépar-tement de la Haute-Garonne (le Monde du 10 octobre).

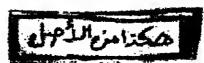
Monde du 10 octobre).

Tête de liste des Verts lors des élections législatives du 16 mars dernier (dont les résultats en Haute-Garonne furent annuiés par le Conseil constitutionnel), M. Desmeules avait tenté en vain de faire une nouvelle fois acte de candidature pour le 28 septembre. Il s'était efforcé de faire valoir que le cantionnement versé avant le 16 mars (et non remboursé en raison de la faiblesse du résultat des Verts) le dispensait d'accomplir une nouvelle fois cette formalité. fois cette formalité.

Ce premier versement, indique le Conseil constitutionnel à l'encontre de la prétention de M. Desmeules, « n'était pas de nature à permettre légalement à cette liste de se dispenser de fournir un nouveau cautionnement à l'occasion des opérations électorales du 28 septembre 1986 ».

Le Conseil constitutionnel a, d'autre part, commencé l'examen du contentioux des élections sénatoriales du 28 septembre. Il a rejeté, le 24 octobre, la requête de M. Jean Ailland, tête de liste malheureux à Paris du Rassemblement des libéraux, qui contestait l'élection comme sénateurs de la capitale de MM. Christian de la Maiène (RPR), Dominique Pado (UDF-CDS), Roger Romani (RPR), Jean Chérioux (RPR), Roger Chinaud (UDF-PR), Michel Caldaguès (RPR) et de Mª Nicole de Hanne-clocque (RPR). clocque (RPR).

M. Alliand soutenait, en invoquant des dispositions législatives abrogées, que leur qualité de maire d'arrondissement on de maire adjoint à Paris rendait inéligibles ces personnes. Il alléguait aussi qu'il avait lui-même renoncé, après avoir obtenu des services officiels des indications inexactes, à faire figurer sur sa liste une personne ayant la qualité de maire adjoint à Paris.



Société

La lutte contre l'insécurité

M. Marc Becam (RPR) succède à M. Gilbert Bonnemaison (PS) au Conseil national de prévention de la délinquance

Le Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD), créé en 1983 et dont le président d'office est le premier ministre, a désigné, le vendredi 24 octobre parmi les maires qui le compo-sent, son vice-président, qui est traditionnelle-ment aon véritable animateur. C'est donc M. Mare Becam, maire (apparenté RPR) de Quimper, ancien secrétaire d'Etat aux collectivités locales de 1977 à 1980, qui succède à M. Gilbert Boanemaison, maire socialiste d'Epinny-sur-Seine et fondateur de ce lieu de

sus sur les problèmes de sécurité, dont la que de lo prévectico. Ainsi, la charge. Dans aco lettre à M. Chirac, ils s'étoment de l'exchu-Sur les trentes-cinq villes désormais représentées au CNPD, on ne compte que deux maires commumédecin-inspecteur de l'administra-tion pénitentiaire, ou de M. Laure nistes et neuf maires socialistes. Le PS s'en est ému dans un communi-Baste-Marzod, présidoate de l'Œove des visiteurs de prison. Il faot y ajouter M. Guy Fougier, qué du bureau exécutif où il assure que « les représentants de villes de gauche qui ont fourni dans leur cité ancien préfet de police de Paris, aujourd'hui responsable de la mis-sioa interministérielle do latta et au Conseil un apport positif, sont éliminés et remplacés par des élus de droite qui, pour nombre d'entre contre la toxicomanie et qui, à son poste, semble tout à fait fovorable à l'orientation plus répressive définie eux, n'ont manifesté aucun intérêt pour le travail de prévention, lui préférant le seul discours stérile par le garde des sceaux. Il faut encore noter la présence de M. Alain appelant d la répression brutale et Legoux, magistrat détaché... au cabinet du maire de Paris, ou encore aveugle =. M. Jean-Marc Varant, avocat à

L'opposition était d'autant plus fondée à y voir une réorientation de l'action du CNPD que le premier ministre a suivi les recommanda-tions de M. Albin Chalandon pour la nomination de nouvelles personns-lités qualifiées an sein du Conseil. Celles qui ont été distingnées par le garde des sceaux sont en effet plus souvent des spécialistes de la prison

4 Str. 720

The state of the state of

70 - 10 mm

- M - 4 - 6 - 17 00 175-19

Charles and the

* 7 TE

State of the

mandat n'avait pas été renouvelé es juillet. M. Becam a été élu à l'unanimité moius une voix, celle de M. Gay Ducoloné, député PC des Hantsde-Seine, qui entendait protester contre la faible représentation des élus communistes au sein de cet organisme.

Au-delà de ce changement d'homme, l'opposition reproche à la majorité d'avoir sensible modifié l'équilibre politique du CNPD, lors du renouvellement de sa composition, par arrêté du premier ministre, le 29 août.

Après un éloge de la prévention comme « traitement global des diverses causes de la délinquance »,

ils critiquent « le retour à une politi-

que catièrement tournée vers

l'enfermement et l'exclusion perma-

nente de la société de milliers de

personnes, en particulier des plus

L'œuvre de M. Bonnemaison, qui

a voulu prouver la possibilité d'une

entente pragmatique entre maires des quatre grandes familles politi-

ques dans un domaine d'ordinaire livré aux surenchères, serait-elle

défunte? Non, affirme le premier

ministre. Répondant, le 8 octobre, à une lettre de M. Bonnemaison qui

s'inquiétait de la nouvelle composi-tion du CNPD, M. Chirac affirme

être convaincu que « les problèmes de prévention doivent être traités dans un esprit qui dépasse les cli-vages politiques et les différences d'opinions ».

Le premier ministre assure que la

nouvelle liste d'élus membres du

CNPD ne fait que tenir compte . de

l'évolution des équilibres (politi-ques) observés depuis 1983 » et read hommage à l'action de M. Bon-

Une fin de non-recevoir en forme

de compliment. M. Bonnemaison est en effet, lui, toujours membre du CNPD ot s'entend bien avec

M. Marc Becam, qui le secondait anparavant an burcan exécutif du

Conseil. Bonnes volontés on réti-cences se verront donc à l'usage.

Copendant, il est vrai que les orien-tations gouvernementales, notam-

ment en matière de toxicomanie et

d'immigration, ne sont pas toujours

dans la ligne de la réflexion menée par le CNPD depuis 1983. Celui-ci

entérinera-t-il une orientation pure-

ment répressives, qui va à l'encontre

de ses principes fondateurs? En tout cas, il a le mérite d'exister et,

création de la gauche, de survivre à

EDWY PLENEL.

M. Chirac, ils s'étonnent de l'exclu-sion de certaines villes - notamment Lille, dont le maire, alors premier ministre, avait nommé... celni de Paris an CNPD – et suggèrent • un rééquilibrage de la composition du Conseil par un élargissement de vingt membres supplémentaires .. « Un esprit qui dépasse les clivages politiques »

Le 15 octobre, plus de cent maires socialistes, parmi lesquels un ancien premier ministre et nombre d'anciens ministres (MM. Mauroy, Bérégovoy, Chevènement, Franceschi, Hernn, Hervé, Labarrère,

Lemoine, etc.) sont donc revenus à

Paris, dont l'engagement à droite est

M. Chirac: « Prévention et répression »

En installant le nouveau Conseil, M. Chirac a rappelé qua la Conseil national de prévention de la délinquance avait créé, au cours de ses trois premières années d'existence (trois ans est la durée du mandat de ses membres), quatra-vingt-quinza conseils départamentaux et près de quatre cents conseils communeux, subventionné plus de six cents actions, conclu près de cent cinquente contrats d'action de prévention.

La sécurité des Français grandira si les deux fondements risibles de prévention et de répression, qui constituent la peix publique, sont développés evec la même vigueur, a déclaré la premier ministre. Ce n'est donc pas le moment de relicher l'effort entrepris en matière de prévention. > M. Chirac estime que l'action du Conseil « doit porter, dans un premier temps, sur la délinquance qui touche au plus près et quotidiennement la populent ela délinquence de quar-

Soulignant la nécessité du e pragmatisme », M. Chirac a cité en axamples les opérations e prévention-été » (organisation d'activités pour les jeunes) et les travaux d'intérêt général. c-Soyez persuadés, a-t-il dit en conclusion, que le gouvernement, en déterminant ses prio-rités économiques et sociales, saura garder présentes à l'esprit les exigences d'une politique dynamique et réaliste de préven-

Après la réunion, M. Bonnemaison a observé que l'équilibre entre répression et prévention est respecté c'dans la discours » du premier ministre daventage qua dans la politique effective du gouvernement. c.Notre rôle, a déclaré, de son côté, M. Bécam, est de faire en sorta que les délinquants primaires soient le moins nombreux possible et qu'ils ne scient pas entrainés dans le cercle de la récidive. >

Ancien secrétaire général de la police sous l'occupation allemande

M. Jean Leguay inculpé de crimes contre l'humanité?

M. Jean Leguay, ancien secrétaire général de la police nationale do gouvernement de Vichy de mai 1942 à janvier 1944, est convoqué, le mercredi 29 octobre, par M. Jean-Claude Nicod, juge d'instruction de Bordeaux, chargé du dossier Papon, con vine d'une iceniuntice neor d'une iceniuntice neor de la contraction de la en vue d'une icentpatico poor crimes contre l'humanité. Cette convocation de M. Legnay, déjà inculpé oo titre de la rafle du Vei d'Hiv, intervient dans le seul cours de l'affaire Papon.

M. Maurice Papon, ancicu minis-tre, secrétaire général de la préfec-ture de la Gironde de juin 1942 à août 1944, a été inculpé de crimes contre l'immanité, une première sois le 19 janvier 1983 puis une seconde fois le 8 mars 1984, à la suite de plaintes des familles de victimes de la déportation. M. Papon est accusé d'avoir joué un rôle dans l'arrestation et la déportion de mille six cent quatre-vingt-dix juifs depuis Bor-deaux durant l'Occupation.

M. Leguay avait déjà été inculpé le 12 mars 1979 pour crimes contre l'humanité à la suite d'une plainte déposée par M° Serge Klarsfeld, au nom des familles des déportés de la rafie du Vel d'Hiv des 16 et 17 juil-let 1942. La chambre criminelle de la cour de cassation avait rejeté le pourvoi de M. Leguzy le 22 octobre 1982.

L'affaire Papon a éclaté en mai 1981, à la suite de la publication par le Canard enchaîné de documents tendant à pronuer que M. Papon, ancien ministre, scorétaire général de la préfecture de la Gironde de juin 1942 à août 1944, aurait joué un rôle dans l'arrestation et la déportation de mille six cent quatre-vingt-

Un jury d'houseur, réuni à la demande de M. Papon et constitué de personnalités de la Résistance, o estimé à l'unanimité, le 15 décembre 1981, que l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde avait du concourir d des actes apparemment contraires à la conception que le jury se fait de l'honneur » et « qu'il aurait du démissionner de ses fonctions au mois de juillet 1942 ».

M. Papon a été inculpé une pre-mière fois de crimes contre l'humanité, le 19 janvier 1983, à la snite de dix plaintes déposées à Bordeaux par Mª Gérard Boulanger, au nom des familles juives dont les membres avaient été victimes de la déportation. Puis il s'était vn signifier une nonvelle inculpation, le 8 mars 1984, à la suite d'un noaveau dépôt de plaintes émanant des familles de trento-cept autres victimes.

La publication en 1983 du livre l'Affaire Papon, de M. Michel Slitinsky, rescapé d'une rafle à Bordeaux en 1942, a relancé la polémique. M. Papon o demandé la saisie de l'ouvrage, mais il a été débouté le 6 mai 1983. Le tribunal a cepondant défendu à Pautant du livre et à care défendu à l'autour du livre et à son éditear, M. Alain Morean, de publier la préface de Gilles Perrank, à l'occasion de tout nouveau tirage.

De son côté, M. Papon a déposé des plaintes pour • dénonciation calonnieuse • contre trente et une personnes qui avaient porté plainte coatre lui paor crimes cootre l'humanité, et notamment M. Si-tinsky, qui o été inculpé le 8 décem-bre 1985.

Le projet de prisons privées

Sept syndicats **nénitentiaires** refusent de discuter

Sept syndicats de l'administration pénitentiaire ont refusé de partici-per, le vendredi 24 octobre, à la discussion organisée à la chancellerie sur le projet de privatisation des pri-

La CGT a été la première à quit-ter la salle où avait lieu la réunion ter la salle où avait lieu la réunion du comité technique paritaire cen-tral. Elle a été immédiatement sui-vie par les représentants de six autres organisations: le Syndicat national autonome des personnels pénitentiaires, la CFTC, la CFDT, la Fédération nationale des person-nels génitentiaires et de instinc. le nels pénitentiaires et de justice, le Syndicat autonome des personnels pénitentiaires (affilié à la Fédération autonome des fonctionnaires) et le Syndicat d'éducateurs de prison affilié à la FEN. Seuls sont restés en séance les représentants de Force ouvrière, ceux qui ont le plus de poids dans le secteur de l'adminis-tration pénitentiaire.

Dans un commouiqué, les six organisations qui ont fait cause com-mune déclarent notamment : « En créant un secteur parallèle, le gou-vernement instituera une bicépha-lité préjudicable à la bonne marche du service penitentiaire et, dans le même temps, il minimisera la partie publique de notre administration.

La CGT o fait cavalier seul dans le sonci de se distinguer d'organisa-tions qu'elle soapçonne prêtes à accepter la privatisation des bâti-ments et de l'entretien, même si ces organisations sont opposées à la pri-vatisation de la surveillance. La CGT est contre la privatisation sons tous ses aspects.

Le comité technique paritaire avait pour objet de recueillir l'avis des syndicats sur l'avant-projet de loi de privatisation, sur le décret qui accompagne cet avant-projet, ainsi que sur le cahier des charges qui sers imposé aux entreprises privées (le Monde du 23 octobre).

 Pots-de-vin : des précisions de la mairie de Paris. — La mairie de Paris précise, après l'inculpation d'agents municipaux du service des carrières pour ecorruption passive» (le Monde du 24 octobrel, que cette affaire de cdétournements de fonds » a pu être découverte grâce cè une enquête conduite par l'inspection générale de la Ville ».

EN BREF

eLe maire de Paris a décidé de suspendre immédiatement les fonctionnaires municipeux incriminés ne feisant pes l'objet d'une incarcéra-tion», e-t-on indiqué, vendredi, à la mairie de Paris. Pour ceux qui ont été écroués, «la jurisprudence adminis-trative entreine l'arrêt de la rémuné-ration». «Toute autre décision est suspendue en attendent le jugements, ajoute-t-on.

Enfin, ces détournaments de fonds ayant eu lieu « au détriment de civile dans l'instance judiciaire en

M. Chirac at la circulation à Pario. - M. Jacques Chirac o démenti, vendredi 24 octobre, les informations parues dans le Figero du mêma jour, aaion lasquailaa la Conseil de Paris exeminerait un plan

Au tribunal de Paris

Un huissier pour M. Roland Dumas...

M. Roland Dumas, ancien ministre des relatians extéricares, a obtenu, le vendredi 24 octobre, la désignation par M. Jean Douvreleur, premier vice-président au tribunal de Paris, d'un huissier afin d'établir l'importance da préjadice qu'il estime avoir subi du fait de la publication, dans le Figaro Magazine du 18 octobre, de l'article le mettant en cause dans l'affaire de l'aéroport d'Antigua (le Monde du 24 octobre). M. Roland Dumas, ancien minis-

bre).
Cependant, l'ordonnance limite la mission de l'officier ministériel. Ce

dernier devra sculement se rendre au siège de RMC, de RTL et d'Europe I pour se faire remettre la transcription des publicités faites par ces radios pour inciter à l'achat da numéro do Figuro Magazine en

cause et toutes justifications de la diffusion de ces messages, de leur fréquence, de leurs heures et dates de passage à l'antenne, ainsi que le montant du budget qui leur a été consacré par l'amonceur. Pour le reste, c'est-à-dire le tirage et la diffusion da Figaro Magazine

incrimioé, ainsi que le aambre d'affichettes apposées par lui pour annoncer l'article litigieux, l'ordonnance donne acte à la société le Figaro que son avocat, Me Albert Benatar, avait offert à l'audience de plaidoirie (le Monde du 25 octobre) la communication de toates les pièces et documents signés et certi-liés conformes, de nature à satisfaire sur ces chapitres la demande de M. Dumas.

...et un autre pour M. Marceau Long

Par une ordonnance de référé ren-due le même jour, M. Douvreleur a fait partiellemeat droit à une demande de la société Air France et de son président, M. Marcean Long, visant l'hebdomadaire Minute. Dans visant l'hebdomadaire Minute. Dans visant l'hebdomadaire Minute. Dans le ouméro de ce journal du 24 octo bre, a été publié, sous le titre • Une autre affaire Dumas •, un article affirmant que, sur les instructions de l'ancien ministre socialiste, le prési-dent d'Air France avait fait virer 80 millions de francs au profit du Parti socialiste.

M. Long demandait la saisie de Minute et la désignation d'un huissier pour connaître l'importance du tirage. La demande de saisie a été rejetée. En revanche, un huissier a été désigné pour vérifier comme dans l'affaire précédente l'impor-tance de la diffusion du numéro incriminé, afin da permettre à Air France et à son président d'établir, en vue de poursuites ultérieures, l'importance da préjudice qo'ils

Démenti d'Air France

Air France avait déjà démenti de façon catégorique les allégations de Minute, qui ont leur origine dans une transaction effectuée au début de l'année. Méridien, filiale d'Air France, avait alors racheté les parts détenues par le groupe TAG (luimêmo propriété du richissime homme d'affaires saoudien Akkram

de réorganisation de la circulation dans la capitale mis au point par son

dans la capitale mis au point par son adjoint, M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF): c Que l'adjoint chargé de réfléchir à ces problèmes ait à cet égard des idées, c'est son rôle, a souligné le maire de Paris. Mais jamais ce plan n'a été exeminé ou envisagé ni par la municipalité ni par le maire, qui l'a découvert dans la posses vandreté matrit. 3 presse vendredi matin. > · Grenoble : le policier meur-

trier laissé en liberté. - Le dossier ouvert au parquet de Grenoble, pour homicide involontaire, contre l'inspecteur principal de police. M. Daniel Legal, qui a tué une joune filla dans la soirée du mardi 21 octobre à Grano-ble (le Monde du 24 octobre), a été transmis jeudi à la cour de cassation pour qu'elle désigna une juridiction compétente. Cette procédure est d'officier de police judiciaire de l'ins-pecteur Legal, la chambre criminelle de la cour de cassation pouvant désigner une autre juridiction.

En attendant son éventuelle incul-pation, probablement pour homicide involontaire, M. Legal a été laissé en liberté.

Ojjeh) dans trois hôtels situés aux Etats-Unis.

M. Akkram Ojjeh avait pris des parts dans les sociétés propriétaires des murs des hôtels de San Francisco, Los Angeles et La Nouvelle-Orléans mais avait manifesté son intentiao de les vendre des avant l'arrivée de M. Long à la tête d'Air France, en juillet 1984. Au début de 1986, Méridien a décidé de racheter elle-même ces parts et, en accord total avec le Trésor, Air France a prêté les 45 à 46 millions de dollars nécessaires à sa filiale sous forme d'avance de trésorerie. Air France a ensuite demandé que cette avance soit transformée en prêt à moyen terme.

Evoquée au conseil d'administration d'Air France, le 17 septembre, l'affaire o's pas été examinée au fond à la demande de M. Jacques Douffiagues, ministre des transports, qui a souhaité disposer d'informations complémentaires. Elle constituait en revanche l'essentiel de l'ordre du jour du conseil d'administration du 15 octobre, an cours duquel M. Marcean Long l'a exposée eo détail. Les opérations financières décrites ci-dessus ont été approuvées par le conseil d'administration à l'unanimité.

On indique entin à Air France que les quelque 46 millions de francs ont fait l'objet d'un transfert régulier le 7 janvier 1986 de la part d'Air France à la filiale américaine de Méridien et ao groupe Tag, par le biais du Crédit lyonnais et de la Banque française du commerce extérieur.

La Chicorée Levoux, sous toutes ses formes, est un trésor de bienfaits.











Les sachets 3 g. de chicoréa soluble seront prochainament à la diaposition de checun pour faciliter l'emploi individuel, en voyage, en vacancea, dens las restaurants, les hótels et en toutes occasiona hors da chez aoi. La Chicoree Leroux est saine, naturelle, rafraîchissante, elle équilibre l'orgenisme, fait beaucoup de bien sana contra-indication eucune. C'est un très noble produit de l'alimentation.

Une prison est un lieu privé

na pouvait être considéréa comme un lieu privé. Mais la doc-

septième chambre correction-

nsile de Paris, présidée par

M= Marie-Claude Duvernier,

n'est pas de cet avis : « Doit être

qualifié de public, relève-t-elle

dans son jugement, le lieu acces-

sible à tous, sans autorisation

spéciele de quiconque, que

l'accès en soit permanent et

inconditionnel ou subordonné à

certaines conditions (...). Tel

n'est pas le cas d'un lieu de

détention dans lequel, par défini-

tion, il est interdit d'entrer et

dont on ne peut sortir sans une

autorisation particulière et stric-

de Paris-Match, e été condamné à quinza mille francs d'amende et

les journalistes Daniel Houpline

et Thierry Esh à chacun dix mille francs d'amende; tous trois devront solidairement verser cinq

intérêts à Jean-Jacques Maurice.

M. Daniel Filipacchi, directeur

Le droit que chaque personne

a sur son image est sacré, même

en prison. Pour l'avoir ignoré,

Paris-Match a été condamné,

jeudi 23 octobre, par la dix-

septième chambre correction-

Dans son numéro publié le 29 octobre 1982, l'hebdoma-

daire avait diffusé un article inti-

tulé « Fred le terroriste », illustre

par une photographie de deux hommes jouant aux échecs dans le cour de la prison de la Senté.

L'un d'eux était présenté comme étant Frédéric Oriach, mais le

photographe, juché sur la ter-

rasse d'un immeuble voisin de la

propaleatinien avac Jaan-

Jacques Maurice, un détenu sans activités politiques.

terroriste, Jean-Jacques Maurice avait déposé une plainte par l'intermédiaire de son avocat,

Mº Henri Leclerc, pour violation de l'intimité de la vie privée. Mº Matarasso, défenseur de

Parie-Match, avait soutenu que

la cour de la prison de la Santé

Outré d'avoir été assimilé au

nelle de Paris.

Environnement

reboiser dans quatre départements du Midi

(Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Hérault et Var).

« Nous voulous montrer que la prévention et la lutte contre l'incendie sont me priorité du gouvernement, a souligné M. Carignou en présentant l'opération à la presse, le jeudi 23 octobre. « Nous ne voulons pas que, à l'émotion de l'été, succède l'indifférence. » M. Chalandon a précisé que les détenns actuellement an travail touchaient une rémunération de 2 000 F par mois, versés par le conseil général du Var. « Je souhaite que des détenus puissent être employés à ce travail en permanence, a dit M. Chalandon. Cela m'aidera à désengorger les prisons. Mais il fandra trouver le finan-

Le directeur de la sécurité civile, M. Proust, a indiqué que la base de Mari-guane aura, l'an prochain, 43 millions de francs supplémentaires pour l'entretien de ses bombardiers d'eau et l'achat de trois Tracker. « Nous essayous tous les nouveaux matériels, a-t-il dit, y compris les nouveaux Canadair et le bombardier d'ean « ter-restre+» Fokker 27. Nous n'excluons rien dans cette première phase. »

Eze la noiraude

Le conservatoire

Un mort, des milliers de teurs blessés, des pilotes de bombardiers d'eau exténués, de nombreuses villas détruites et 3 000 hectares de forêt littorale calcinés... Le 24 juillet, entre Nice et Monaco, la Côte d'Azur est noircie par les flammes. An cœur du désastre, Eze (Alpes-Maritimes). Trois mois après la catastrophe, l'ancienne forte-resse médiévale, accrochée à son rocher, est encore sous le choc.

ÈZE de notre envoyé spécial

Certes, le soleil d'automne et le douceur du jour, mettent du baume au cœur de la petite cité. Mais l'inquietude taraude les passants dans les ruelles pentues. « On attend », disent-ils, résignés. Le quasi-totalité du territoire de la commune s brûlé : 750 hectares de pins, plantations d'œillets et de roses partis en fumée. Pour se rendre compte de l'ampleur du sinistre, il suffit de gagner, sur la hauteur, le fort de la Révére. La route serpente entre les pins calcinés qui émergent, hirsutes et charbonnés, d'un chaos de pierres. Des tirs de mines ont lebouré le colline. La voie est ici dégagée. Il n'en est pas de même sur la basse comiche, où des travaux sont en cours pour consolider le falaise. La route est toujours fermée à certaines heures entre Eze-sur-Mer

La seule question que l'on se pose eujourd'hui eu pled du château démantelé sous Louis XIV, est de savoir qui paiera et quand. Les assurances devraient procheinement acquitter leur dü. Mais, ainsi que le souligne un hôtelier qui évoque la situation d'un couple dont la maison a brûlé, « ce n'est pas drôle de se réveiller tous les matins en se demandant si l'on pourra reconstruire ».

de francs De l'argent, il en faut beaucoup.

4 millions

Pour rétablir l'éclairaga public, 250 000 francs ont été déboursés. Le conseil régional e débloqué, lui, 250 francs par hectare sinistré. Le département a voté un crédit de

M. Carignon e apporté quel-ques précisions sur le projet de

econservatoire de la forêt médi-

terranéennes lancé cet été par

M. Jacques Chirac. Le conserva-

toire, dont le délégué résidera vraisemblablement à Nîmes, sera

dotë, dès 1987, d'un «conseil

supérieurs où siégeront tous les partenaires — élus, fonction-naires, associations, usagers,

propriétaires... - concernés per la sauvegarde de le forêt médi-terranéenne. C'est ce conseil qui

choisira le meilleur moyen de gérer cette forêt, qu'il s'agisse de contraindre les propriétaires

privés à débrousseiller, ou

d'acheter du matériel de préven-

tion, comme la fameuse débrous-

sailleuse mécanique «Scorpion», qui n'a pu jusqu'à present s'imposer maigré les encourage-

En obligeant les propriétaires défaillants à céder leurs terres à

ments officiels.

la commune d'Eze (2 064 habitants) a déjà versé 700 000 francs de secours d'urgence. Ces efforts ont permis de parer au plus pressé. Mais le point d'interrogation concerne la raboisament des collines environnantes. L'affaire n'est pes simple. Si les arbres poussent dans ca pays rocalleux, c'est perce que les racines arrivent à se glisser dans les inters-tices des rochers recouverts par une mince couche de terre. e C'est-è-dire, selon M. André Giauton, qu'il faut des années et des années pour qu'un arbre arrive à maturité ! »

Que faire aujourd'hui sur ces coteaux dénudés où la terre, balayée par les flammes, a complètement disparu en certains endroits? Doit-

l'Etat, la conservatoire risque de

rencontrer l'hostilité des collecti-

vités locales ou des particuliers

visés. «Si un propriétaire refuse d'appliquer la loi, il doit cesser

d'être propriétaire, a souligné

M. Chalandon. La protection de

l'Etat est jugée normale pour l'interdiction de construire. Elle

l'est aussi pour la protection du

M. Carignon a précisé que la

prévention et la lutte contre l'incendie avaient coûté environ

210 millions de france à l'Etat en

1986, et entre 60 et 80 millions

de france aux collectivités

locales. «Nous devons tripler ces

moyens, e dit le ministre de

est d'arriver, l'an prochain, à une enveloppe de 500 millions de

SPORTS

wironnement. Mon objectif

on rembiayer (et alors le coût du ... reboisement sere enorme) ? Doit-on aculament replanter certeines zones ? L'Office national des forêts étudie la question et prépare un plan qui devrait être rendu public dans les

1 to 12

and the second s

E T. 140 11 41 19

in the same of

200 21 110 14

A TOTAL

The second second

grade a la resultant

- 91 mg - - 1 2

· 1987年 - 1987年 - 1986年

grand and address to the address of the address of

1/21 1 12 25 25 25

martin the second

DE LANCES OF THE

Sept and the second

Address to the American

経営を1474 ルール・322 章

MATERIAL MATERIAL

empfant i gegenen begen fin

7 CT 1 141 1 148 %

MADE AND FOR FIRE

美国法律证据 化氯磺

CONTRACTOR OF STREET

Between the territory

Cathoria to assess

with the secretary

Promote and day of

the state of the sea

tot e posser i giunz e i i gi Marijes e ningra i fagi i

the contract of the Alberta

The same of the

Part to Twice the

i ejeren bili obletti 🚈

2 to the se things

THE PURPLE FOR THE

Company of the Company of the

The product of the second

THE RESERVE

Es in mein, mehre

The state of the s

Part of March & Line Land Ber

Service of September

ACTOR TO THE PARTY

transcription of breakgets

Personal for the sales and

100 mm 100 mm

The Division of the 48

THE ELE WALL

AS STREET, SOME

Part als serriadons

1 10 10

-10.0

A CONTRACT OF THE PERSON

4 gfm

W * W

-

W. 400

11 W. C. C.

2.0

March 44 Control (42)

20.000

M. Giauton est-il optimiste? « Je pense que l'on va reboiser, meis les décisions sont bien longues à prendre. > il ajoute : « J'aurai vraiment ospoir quand je verrai. 3

ki, on a l'habitude de vivre avec le feu. Mais « celui de cette année a été particulièrement féroce. Jamais on n'avait vu des flammes pareilles et un incendie de cette ampleur », dit, on encore du côté de le place de la Collette. Eze n'est pas rancunière. Elle sait fort bien qu'un feu de broussailles ailumé par on horticulteur de a commune est à l'origine d'un des sinistres. Mais e ce n'est pas lui le seul responsable ». Et chacun d'ajouter : e Il y a eu plusieurs feux allumés en même temps et en différents endroits pour provoquer la dispersion des moyens de lutte contre, l'incendie. On l'oublie trop souvent ». Bref, on fait bloc autour de l'horticulteur accusé au cours de l'été : « # y a trente ans qu'il habite le commune, on le l'excuse pas, mais ce n'est pas un bendit. »

George Sand venait à Eze, e le plus beau point de vue de la route, le plus complet, le mieux composé ». Elle écrivait aussi : c L'esu courante manque toujours un peu dans ce pays de la soif mais il y a tant d'oranges et de citrons sur les terrasses de l'abime que Ton oublie l'aspect aride des sommets et que l'on se plaît au désordre des éboulements. » Aujourd'hui, les éboulements mettent encore plus de désordre dens le paysage, les citronniers ont disparu, les orangers ont noirci...

JEAN PERRIN.

RELIGIONS

Une lettre des responsables des Eglises françaises au gouvernement soviétique

Les responsables des trois grandes religions chrétiennes de France vien-nent, pour la première fois, d'écrire au ministre chargé des affaires reli-gieuses en URSS, M. Khartchev, pour protester contre le sort réservé aux chrétiens dans ce pays.

Mgr Vilnet, président de la confé-rence des évêques, le pasteur Maury, président de la Fédération protestante, et Mgr Meletios, prési-dent du comité interépiscopal ortho-doxe, s'élèvent en particulier, dans une lettre rendue publique le 22 octobre, contre un article de Troud, journal des syndicats soviétielui-ci prend violemment à partie des personnalités orthodoxes Yakounine, actuellement en relégation en Sibérie, Alexandre Ogorotnikov, en détention, les Pères Alexandre Men et surtuut Jean thiologie de New-York.

Des déclarations sont prêtées, dans le quotidien soviétique, à un

laïc, orthodoxe • repenti » : il accuse ces • extrémistes religieux » de « semer à l'étranger toutes sortes de bruits sur une pseudo-renaissance religieuse en URSS, sur une nou-velle vague de croyants qui chercheraient dans la religion l'oubli de la réalité soviétique. Des fleuves de mensonges et de calomnies se déversent sur notre pays. >

Les trois responsables religieux français soulignent que, . par l'insimustion et l'amalgame, ces déclara-tions ont pour but de dresser l'opi-nion publique contre des chrétiens qui, tout en ayant le souci de se donner une formation religieuse, sont des citoyens dévoués à leur patrie terrestre..., C'est pourquoi nous vous demandons d'user de toute votre autorité pour empêcher toute incitation à l'hostilité envers les croyants, selon les termes mêmes de la Constitution soviétique. »

EDUCATION

Année record pour le CAPES et l'agrégation

second degré seront recrutés ou promus, en 1987, par les concours du CAPES, du CAPET et de l'agrégation, dont la répartition des postes est parue su Journal officiel du 22 octobre. Ce chiffre record s'explique par la création des CAPES et CAPET internes (3000 postes) permettant la promotion d'enseignants en fonction désirant devenir certifiés, anquel s'ajoutent près de

9000 recrutements externes. L'agrégation interne, créée par M. Chevenement, a été supprimée par M. Monory, mais le nombre de postes prévu pour ce concours (400) e été transféré sur l'agrégation classique, qui offrira de ce fait 1900 postes, contre 1500 l'au der-

Près de 12000 professeurs du nier. Le recrutement d'agrégés sera done en heusse très sensible (230 postes en mathématiques contre 180, 120 en lettres modernes contre 85, 127 en économie et gestion contre 100), sauf pour les langues dites rares.

Les concours externes du CAPES et du CAPET uffriront respective ment 5532 et 1258 postes, soit un total de 6790 postes (6600 l'an dernier). An CAPES, la baisse est générale en langues (700 en anglais contre 750 à la session 1986), ainsi qu'en sciences naturelles (-50 postes) et en économie (-15). Enfin, le recrutement de professeurs d'éducation physique et sportive par le CAPEPS est stable : 270 postes en 1987 comme en 1986.

DEFENSE

M. Hernu: le projet de « missile à roulettes » m'inquiète

Ancien ministre de la défense et président du Groupement d'études, de recherches militaires et stratégiques (GERMES). M. Charles Hernu s'en est pris, mercredi 22 octobre à Paris, à certains choix en matière d'équipement des armées françaises.

« Il faut qu'il y ait continuité, a-t-il expliqué. Que l'on redécou-vre aujourd'hui les mérites du char Leclerc, je m'en réjouis même si mon rôle a été oublié. En revanche, le projet de « missile à roulettes » m'inquiète, car il vaudrait mieux « durcir » le plateau d'Albion avec des missiles M 4 à têtes multiples, plus tard avec le missile M 5.

C'est la sagesse et l'efficacité. Quant aux sous-marins lancemissiles stratégiques, aucun retard ne doit être pris, car il s'agit là, pour un quart de siècle encore, de notre cœur de la dis-

Enfin, nous avons le Rafale. Faisons mieux encore: dotons-le de l'armement ASLP (air-sol longue portée) et, ainsi, son

Décès du biologiste Albert

Szent Győrgyi, prix Nobel de médecine. – Le biologiste Albert

Szent-Győrgyi, ast décédé, le

22 novembre, à Woods-Hole (Mas-sachusetts) à l'âge de quatre-vingt-

treize ans. Originaire de Budapest, il

avait, en 1937, reçu le prix Nobel de

médecine pour ses travaux sur l'iso-

lement de la vitamine C. Militant

antinazi, il avait émigré aux Etats-

Unis en 1947, après avoir refusé le

poste de président de la République

allonge de tir passera de 250 à 750 kilomètres dans des conditions de coût acceptables. »

Le projet de « missile à roulettes » est celui d'un missile porteur d'une arme nucléaire à 3 500 kilomètres de distance et monté sur un camion « banaliné » qui lai servirait de plateforme de lancement. Le coêt de ce pro-jet est de 20 à 30 milliaris de france, scion qu'on inclut ou non les charges explosives. Le projet de miselle M 5, à bord des nouveaux sous-murius ou enfoui en Haute-Provence, est celui d'un missile doté d'une douzaine de

MM. Jacques Chirac et André Ciraud sont favorables à la construc-tion du premier missile. M. François Mitterrand a émie le souhait que le développement de ce projet ne se réalise pas an détriment du programme M 5, qui risque, dans ces conditions, d'être reporté au-delt de siècle prochain.

Quant à Pavion Refale, il pourrait être armé d'un missile ASLP, de la otre armé d'un missile ASLP, de la nuème façon que le Mirage IV est, aujourd'hui, équipé d'un missile ASMP (air-sol moyenne portée) : PASMP porte à 300 kilomètres de distance et PASLP serait conçu pour parcounir 750 kilomètres.

 L'épave du Titanic « mémoriel » maritime international. — Le président Reagan e donné officiellement son eppui à la résolution sur la Titanie déjà epprouvée par le Congrès. Ainsi, des négociations internationales pourront-elles s'ouvrir de façon à établir des « directives » sur les recherches, l'exploration et eventuellement la récupération de épave du paquebot britannique. Rappelons que le naufrage survenu dans la nuit du 14 au 15 avril 1912 avait causé la mort de mille cinq cent treize personnes. — (AFP.)

JUDO

La triple couronne de Brigitte Deydier

Troisième titre mondial pour Brigitte Deydier (moins de 66 kilos); première médaille de bronze pour Isabelle Paque (plus de 72 kilos) : les quatrièmes championnats du monde de judo féminin, qui se disputent à Maastricht (Pays-Bas) jusqu'au dimanche 26 octobre, out bien commence vendredi pour les Françaises. Ont également remporté une médaille d'or, la Néer-landaise Irène de Kok (moins de 72 kilos), et la Chinoise Gao Sengliang (plus de 72 kilos).

MAASTRICHT De notre envoyé spécial

«Ce n'est pas parce que je suis sûrement la Française qui a le plus de titres sportifs que je suis la plus comue ». Huit fois championne de comme ». Hust fois championne de Frauce, six fois champiunne d'Europe et, depais vendredi, trois fois championne du monde, Brigitte Deydier ne se fait pas d'Illusions sur sa renommée. Sans conteste, celle-ci mériterait pourtant d'être plus grande.

En 1980, écartée de la sélection ationale à cause d'une blessure, elle pleurait dans les travées du Madison Square Garden de New-York en Square Garden de New-York en regardant ses camarades triompher sur le tapis. En 1986, reine de cette sélection, elle a sablé le champagne dans les tribunes du petit stade néerlandais. « J'aurai vingt-huit ans dans quelques jours. Mais je suis beaucoup plus forte actuellement qu'en 1980. J'ai progressé physiquement et techniquement. C'est une affaire de longue haleine et de volonté. Anjourd'ind. je n'ai pas particulièrement brillé contre des filles très difficiles. Avec la Néerlandaise Staps, cela n'a même tenu qu'à un cheveu. Et, en finale, la Suédoise Karlsson était un véritable treuil. Si je n'avais pas autant tratreudl. Si je n'avais pas autant tra-vaillé – la résistance et les enchatnements debout-sol - je ne m'en serais pas sortie. >

Opiniatre championne! Dans un climat qui est de plus en plus favora-ble au judo féminin. «Depuis 1985, nous avons une section féminine à l'INSEP (Vincennes) et surtout des entraîneurs, Paulette Fouillet et Gérard Gainier.

qui donnent le meilleur d'eux-mêmes. Il faut leur tirer le chapeau, car je vais recevoir une prime de vic-toire de 50000 francs, mais eux n'auront rien. Enfin, l'équipe fémi-nine a su rester un groupe très soli-daire. On en a besoin pour gagner. Cette manière de se serrer les coudes tient, sans doute, à ce que nous redoutons tou jours qu'au moindre faux-pas, la fédération nous oublie. Nous ne sommes pas encore truitées sur un pled d'égalité avec les garçons. Pourquoi faut-il, par exemple, que dans les compéti-tions jumelées avec les hommes nous commençions nos combats au petit matin, ou bien que les femmes qui donnent le meilleur d'euxpetit matin, ou bien que les femmes testent le système de sélection pour les Jeux de Séoul ? » Féministe, la championne du

monde? Féminine dans l'acception moderne du terme. «Je continue encore deux ans pour aller aux Jeux de Séoul où le judo féminin sera en démonstration. Mais ces deux années doivent me permettre deux unives univent me permette de préparer ma vie professionnelle. Je suis diplômée d'une école de commerce. Les métiers de la comcommerce. Les métiers de la com-munication m'intéressent. La SNIAS me donne depuis deux ans un travail administraif. Si je ne prends pas maintenant l'orientation professionnelle qui m'intéresse, j'aurai les pires difficultés quand j'arrêterai. L'exemple de Thierry Rey est significatif! Champion du monde et champion olympique, il cherche du travail. Quand on gagne on parle beaucoup de vous, mais quand c'est terminé on ne trouve plus personne.» plus personne. >

ALAIN GRAUDO.

MEDECINE

Avortement et sexe des enfants

Le professeur John Philip (hôpital universitaire de Copenhaque) vient d'annoncer que les médecins danois ne renseigneraient pas les femmes enceintes sur le sexe de leur fœtus avant la délai limite pour l'avortement légal au Danemark. Ce médecin dirige un projet de recherches pour déterminer le sexe des fœtus à partir de prélèvements

Cette décision survient au moment où, à Copenhague, une nme exige de se faire avorter, erguant du fait que l'enfant qu'elle porte n'est pes du sexe ou'elle souhaite.

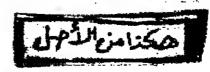
Actuellement, les techniques communément mises en œuvre pour identifier le sexe du fœtus (échographie, amniocentèse) n permettent pas d'obtenir de premières semaines de grossesse. Tout laisse cependant penser que l'on pourra, à court ou à moyen terme, disposer de techniques qui fourniront des réconses à un stade plus précoce de la gestation. Ces techniques existent déjà pour l'embryon bovin (le Monde du 12 septembre). Compte tenu du caractère légal de l'interruption volontaire de grossesse, la diffusion de cas techniques soulèvera, à l'évi-dence, de sérieux problèmes.

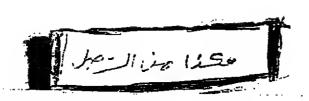


DÉPART JANVIER OU SEPTEMBRE DIPLOME de BUSINESS aux USA

Durée 12 mois. Il faut avoir de 18 à 35 ans, niveau bec min. Stage anglais préalable si nécesseire. Doc. contre 5 timbres. U.S.A.-French-Office, 57, rue Ch.-Laffitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94.







Culture

FIAC

Charité

and the second

The Holland Sanda Sanda

The second section

Service Contracting to

والمستعدد والمستعدد

10 1 1 1 N W 177

23.50 🙀

L'avantage de la FIAC sur d'autres foires ou Salons est au moins double. Les commerçants (surtout cette année, où l'on u évité les tableaux d'uvantguerre, ce qui limite considérablement l'hypothèse de faux) n'ont pas à convaincre le monde de leur intégrité, commu u'y évertuent luxueusement les anti-quaires de la Biennale. En outre, pour un ministre, elle est beaucoup plus agréable à inaugurer qu'un Salon de la vache laitière car il peut y rencontrer beaucoup plus de renommées et de célébrités. C'est d'ailleurs un piège pour ces responsables nations de la culture : ils risquent toujours de gagner à cette fonction plus de vanité que de reconnaissance politique, la caractéristique de toute culture étant de se croire d'eutant plus suffisante qu'elle est plus faible ou plus allégorique.

Cette année, la réputation des marchands d'art contemporain se trouvait deventage à l'unisson de celle des marchands d'art ancien, grâce aux aventures singulières d'un tablesu volé de Dubuffet et aux mésaventures consécutives d'un patron de galerie. L'inauguration de la FIAC aussi avait vendredi un air diablement policé : comme les antiquaires versent l'obole du verniesage à la lutte contre la cancer, les marchands d'art offraient la recette de ce gala sans buffet à l'Action internationale contre la faim. Pas de remous, pas d'esclandres même organisé, pas de peinture qui na soit d'authentique peinture (à peine une touche de vidéo et pas de perfor-mances). Pas d'estampes non plus, puisque telle avait été la décision des patrons de la foire, entraînant du même coup l'exclu-sion de Lacourière-Frélot, mais n'interdisant ni à Claude Bernard ni à Daniel Gervis (ancien patron de FIAC) de tricher et d'en exposer plus ou moins visiblement,

Les émotions de cette inauguration auront donc été des plus modérées, et les rancœurs des plus suaves : juste quelques artistas et commercants qui l'ont franchement mauvaise de voir Templon exposer Isozaki, un architecte. Les artistes de la galerie en tête, puisqu'ils ont vu leurs cimaises réduites par une envahissante maquette. Comme dans un bal de charité, des dames élécantes arboraient des chapeaux uxtrêmement amusants, pleins d'une irrésistible fantaisie. Dès samedi, ils seront rassemblés et vendus. Pas pour la charité, pour l'art.

Le Centre de la FIAC s'est stabilisé, pour un soir et peut-être plus, autour des deux stands, face à face, où exposent Soulagas et Raynaud. Soulagas, un des derniers artistes à porter des costumes noirs à col de paysan (en toile et non plus en velours cette unnée la pureté de son carrelage blanc avec des bidons noirs. Une fête bondée, mais un

FRÉDÉRIC EDELMANN

A première vue...

Qu'on ne s'y trompe pas, là, si le «regoût» de la peinture-peinture est un phénomène général, la tour-mare qu'elle prend à la FIAC est bien à l'image de l'image que l'on se fait de ce qui convient à Paris, et son «école». Marché oblige.

Ainsi, les galeries allemandes qui n'ont jamais été anssi nombrenses, n'échappent pas à la règle : ceux qui s'attendaient à voir débouler du néoexpressionnisme chargé seront déçus ou ravis : on aperçoit tout juste un

Mais il faut bien avouer que les plus grandes galeries allemandes ne sont pas là, et que, un peu partout, on commence à se lasser des sous-produits du début des années 80, cunes et vieux, on semble commencer à préférer les néo-conceptuels, et les abstraits qui pensent plus uvec

Le poids des années 50

Mais de cela la FIAC ne fait pas vraiment état, ou si peu. En fait, elle préfère les années 50, la peinture cobra, qui est fort bien représentée dans plusieurs stands — par des œuvres de la grande période de Jorn chez Boulakia - splendide (où d'ailleurs il y en a très peu à vendre), et de Corneille, galerie Krikhaar (de Copenhague), mais aussi par des cenvres qui ont perdu pas mal de leur tomas ou se sont égarées dans une production répétitive. C'est anssi le cas d'artistes de l'école de Paris, à l'exception de Soulages, c'est évident, au stand de la Galerie

l'éléphant

et la mort

C'est un éléphant. Un gros et

gris éléphant, terriblement

pachydermique, qui trotte sans

colère vers les ombres d'on ne

selt quels animaux aux oreilles pointues qui le regardent venir

sans avoir même l'énergie de s'enfuir. Il va les écraser, c'est

sûr, c'est imminent ; ils n'y peu-

Alfred Kubin n'e jemais le des-

sin gai et reposant. Ce symbo-

lista expressionnista a cultivé sa

via durant - avant et après la

Grande Guerre – les visions d'épouvante et les cauchemars

débilitants. Formidable dessina-

teur - on l'a bien vu récemment

au cours de l'exposition vien-

excelle à évoquer ses songes en

noir et blanc. Le fusain, l'encre,

le crayon et la gravure sont ses

procédés favoris, dont il tire des

effete crépusculaires. Plus sinie-

tre encore qu'Odilon Redon,

Kubin descend de Füssli et égale

Klinger, ce qui n'est pas peu dire.

serait fatigante si ne s'y mêleit

sans casse l'ironie. Les vingt

couvres qu'a rassemblées la gale-

rie Berggruen, coutumière de ce

genre de rétrospective muséales.

en administrent la preuve. Si

l'éléphant effraie, s'il ne manque

pes de monstres à grimaces et

Sa propension pour l'horreur

vent rien, c'est la loi fatale,

dans les stands français et étrangers. de France, où il vous charpente du noir et de la lumière à grande écbelle, avec uue très grande dignité. Un point fort de la foire, renforce par la présence, en vis-à-vis, du stand de Daniel Varenne, des pièces de Jean-Pierre Raynaud, plus noires que blanches elles aussi, qui oscillent entre la perfection d'un galbe de vase étrusque posé sur une stèle de carreaux blancs, et celle de containers, comme quoi on n'aurait pas perdu la forme anjourd'hui.

Autre point fort : le nouveau réalisme quand il était frais, avec la surprise de six Tinguely bruyants et fous chez Ziegler, tellement mieux que les violons découpés en tranches d'Arman trouvés ici et là, où ses dernières pièces, dont Nahon est sûrement très fier puisqu'il a plongé son stand dans un blez royal pour recevoir ces morceaux d'antiques préten-dument descendus de l'Olympe. Le résultat est tout simplement catastrophique, bien pire que la maquette de fontaine de Louis Cane, ses citations d'Uccello et de tons les déluges de corps en chute vers l'enfer et la damnation, qui est juste à côté.

Passons à de plus nobles prestations, comme l'ensemble de Wesselmann, frais, léger, décontracté, sûr de son image de la femme, qui dit la joie de vivru (exposé au stand Beker) ; ou aux dernières peintures de Malaval qui, elles, sont traversées par la mort, la vraie - le peintre s'est suicidé - dont la présence émerge des pondres d'or et d'argent (chez Baudoin-Lebon).

Parmi les grandes choses de la FIAC, sans doute faut-il ranger la suite Fertilité de Gasiorowski, chez Adrien Maeght en jus bruns d'une

peur, tout à côté, saint Sébestion

se tord d'extese sous les flèches.

Pour un peu, il en redemanderait.

lisme en « mamamoucheries »

ubuesques dignes de son plus

légitime descendant, Paul Klee.

A quelques cimaises de là, la

galerie Lunn complète l'hom-

mege viennois de quelques

photos d'Heinrich Kühn compo-

sées à la manière des peintres du

temps, per formes ramassées et

fonds envahissants, et délicieu-

PHILIPPE DAGENL

* Galorio Berggruen C49 et

Aitleurs, Kubin parodie l'ori

Délicieux.

gestualité naturelle, habitée. Ce qui u'est pas le cas de tout le monde dans les stands, où e'est parfois du dessin qu'on est le plus satisfait : eeux aneiuns d'Hurtuug chez Gervis, ceuz de Tal Coat des années 70. Galerie Clivages, coux d'Helion chez Trigano, qui a réuni tout un ensemble autour du passage de l'artiste à la figuration; enfin ceux de l'ancêtre de la foire : Kubin, chez Bergernen.

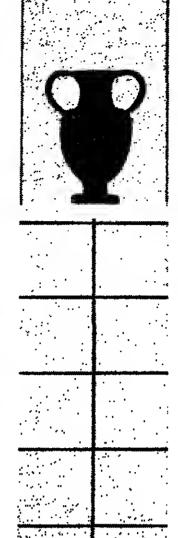
Jeunes et anciens mêlés

Evidemment on u'épuisera pas la FIAC en un parcours. Beaucoup de choses méritent d'être signalées partout, de beaux stands très soignés, équilibrés par des jeunes, mêlés aux anciens. Le fait est assez nouveau dans la foire, di silrement, en partie, à la présence des nombrenses galeries étrangères. On retrouve Basquiat ainsi que, James Brown, en de nombreuses places: chez Meyer, ou chez Marwan Hoss, qui, comme d'habitude, présente surtout des sculptures de petits formats tellement mieux venus que les agrandissements forcés des petites pièces que Masson s'était amusé à réaliser dans les années 20 (Galerie Due Ci).

Côté sculpture, il faudra revoir celles d'Etienne Martin, trop colorée pour ne pas ressembler à un geste exaspéré du sculpteur, méconnu (galerie Arteurial) ; et espérons que les espèces de monstres rouillés qui nous sont présentés à deux endroits différents, ne cacheront pas quelques subtilités en la matière, ici et là, que l'on découvrira en se baladant. On en reparlera, bien sûr, et en particulier de ce que proposent les galeries cantonnées, que cela leur plaise ou non, dans le fond de la nef - là où sont réuni beaucoup de

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Grand Paleis, jusqu'an 2 novem-



Jean-Pierre Raymand:

VARIÈTÉS

Etienne Daho à l'Olympia

L'ange enregistreur

Etienne Daho fait un triomphe

tous les soirs en renvoyant à un jeune public sa propre image.

En un peu plus d'un an, les chansous d'amour ut de séduction d'Etienne Daho sont devenues des mots de passe pour une nouvelle génération reconnaissant dans le chanteur un ange enregistreur qui renvoie, avec un langage simple, direct, apparemment anodin, des images fugaces sur la solitude, la difficulté d'aimer et de se faire aimer, la fragilité du bonheur.

. On s'ressemble, c'est fou e'qu'on ressent. Du moins, c'est ce qu'il me semble, on s'ressemble. On est bien ensemble et quoi qu'on en pense, être ensemble en confidence est pure chance », chantent cour à cœur à l'Olympia Etienne Daho et une salle d'adolescents qui le portent littéralement d'un bout à l'autre du concert. Lui, la tête pleine de rêve et de nostalgie, la voix de velours, tendre et suave, l'allure un peu gauche, pas du tout star, pas du tout grisé par son brusque succès, susceptible de répondre à la manière de Jack Keronac, à qui il a dédié son troisième album (Pop Satori) que la célébrité, « c'est comme des vieux journaux balavés par le vent dans Bleecker Street ». Le jeune public de la salle s'engouffre dès la première minute dans un univers violent et délicat, retrouve dans une ambiance de sête une - vie qui n'est pas à se tordre de rire -. La symbiose est parfaite. Il y a pendant une heure et demie un de ces moments

- COMMUNIQUÉ -AUX ÉTUDIANTS DES ÉCOLES D'ART ET D'ARCHITECTURE

L'exposition Robert Mallet-Stevens conçue par la D.A.C de la Ville de Paris ayant fermé ses portes avant la reprise des cours, il none se para néces-saire de la prolonger. Nons vous prions d'assister

au vernissage, à l'E.S.A. le mardi 14 octobre 1986 à 20 la. LES ÉTUDIANTS DE L'ÉCOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE Du 15 octobre su 5 novembre 1986, de 9 h à 20 h Ecole spéciale d'architecture 254, boulevard Raspail 75014 Paris Métro Raspail (Entrée libre) privilégiés de bonbeur que la chanson offre de temps en temps.

On le sait. Daho a trainé longtemps en marge de la scène musicale. Il a déambulé en compaguie du Velvet Underground, de Nico et de Françoise Hardy - à qui il vient de consacrer un livre (1), - avant de

Depuis son premier passage l'Olympia au printemps 1985, et bien qu'il ne se soit pas beaucoup produit en concert. Etienne Daho a appris à se tenir sur une scène, à garder sa décontraction naturelle. Il déroule son spectacle sans aucune recherche et sa sincérité n'en est que plus évidente.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Olympia, jusqu'au 28 octobre, 20 b 30.

(1) Ed. Grancher, 140 F. Ouvrage écrit en collaboration avec Jérôme Soli-

Susana Rinaldi aux Trottoirs de Buenos Aires

Après le bandonéoniste Osvaldo Piro, ancieu accompagnateur de Susana Rinaldi, qui célébra en mai dernier les retrouvailles des Trot-toirs de Buenos Aires avec le tango authentique, voici la chanteuse ellemême au café-concert de la rue des Lombards pour une quinzaine de

Si la femme est une constance du tango, soit parce qu'elle en est une des protagonistes, soit parce que la chanson lui est dédiée, elle a ellemême peu joué ou chanté. Susana Rinaldi est un peu l'exception qui confirme la règle. Elle reprend à son compte la tradition de Carlos Gardel et d'Edmundo Rivero, valorise chaque phrase, lui redonne son contenu dramatique on son bumour, approfondit la nature mélodique, rythmique et harmonique de chaque thème. Susana Rinaldi est une chanteuse et une comédienne populaire en Argentine. Il y a chez elle une force, une violence, une truculence et une émotion que l'on redécouvre chaque fois, emerveillés.

A quoi ressemble-t-elle cette FIAC 86, treizième du nom, ce que leur tête qu'avec leurs tripes.

personne ne tient à rappeler peut-être par superstition : le pire serait pour les organisateurs de ne pas ras-sembler au moins les cent mille visiteurs de l'année dernière, et pour les exposants de ne pas an moins rentrer dans leurs frais. On va à la FIAC avec l'espoir de vendre, ou on n'y va pas. Comme son nom l'indique, c'est une foire, donc une place de marché, ne l'oublions pas, même si cela ne sante pas vraiment aux yeux, tant elle a toujours soigné son image culturelle, à l'aide de beaux espaces, de beaux accrochages, de présenta-tions d'expositions individuelles, on d'ensembles prestigieux, où tout n'est d'ailleurs pas à vendre, et ne se vendrait d'ailleurs peut-être pas. Son point faible est là : trouver preneurs pour de grosses pièces chères, same que l'on sache très bien si oui ou non il y en a, malgré les efforts de transparence ces dernières aumées, malgré la publication du chiffre d'affaires estimé en 1985, à 100 mil-Alfred Kubin, lions de francs. Risques d'ennuis fis-

La Foire internationale

de l'art contemporain

a pris ses quartiers

sous la verrière

du Grand Palais.

une moisson

galeries

Ouverte au public.

ce samedi 25 octobre,

elle durera neuf iours.

Le temps de mieux voir

de quelque cina mille

par les cent trente-huit

œuvres présentées

qui y participent.

Donc la FIAC a treize ans, et en treize ans elle a grandi, mūri, atteint ce qu'on pourrait qualifier d'âge adulte, ou d'âge critique, la maturité ponvant installer des habitudes, un certain confort ou ronron. Car la for-mule est bien rodée, l'organisation est efficace, son décompage prati-que : grandes allées qui se croisent à l'octogonale, stands blancs, bien balisés, propres, nets, où ceux qui ont pris leurs quartiers il y a longtemps aiment se retrouver chaque année, et pas tellement laisser la place à des nouveaux.

caux obligent : on ne donne pas le

A première vue, c'est-à-dire entre le déballage des caisses, les engins motorisés qui les portent, les clous qui se plantent dans les chaussures et la cobue chapeautée et parfumée du soir, la foire manque un peu de prestige. Celles qui amenaient les grands classiques comme Krugier, de Genève; Beyoler, de Bale, ou Gmurzinska, de Cologne, ne sont pas venus cette année. On le regrette, mais au fond ce n'est peut-être pas si mal, puisone cela contribue à reporter l'attention sur le contemporain et la nouveauté. pour la première fois depuis bien

Le seul ennui c'est que du côté nouveautés, il n'y u pas non plus tellement de choses qui émergent, comme il n'y u pas non pins de redé-couvertes risquées. Dans l'ensemble, la FIAC 86 paraît d'un très homète niveau, sans bric-à-brac qui peut faire hurler d'indignation ou de joie,

De la peinture, de la peinture, de la peinture, brossée large, sensible, subtile, plutôt chie que vulgaire, plutôt floue, entre rêves bleus et cauchemars d'encre, entre images et non-images, effusions et rages ; cela un peu partout, dans tous les coins et recoins, dans les ailes et au centre,

Le ministre de la culture à la Foire

d'humains inachevés pour faire galerie Lum B61.

Piloté par le président du comité organisateur de le FIAC, M. Daniel Lelong, le ministre de la culture s'est longuement attardé dans les atands des uxposauts, appréciant particulièrement, somble-t-il, les toiles de Music et les bronzes découpés d'Arman.

Il était uccompagué par M. Bozo, délégué aux arts plastiques, et de M. Maheu, président du Centre Pompidou, ainsi que de M= Françoise Giroud, qui l'avait préside Pue de Valois. précédé Rue de Valois.

A l'issue de sa visite, M. François Léotard u annoncé les mesures qu'il allait prendre pour favoriser la création vivante : inciter les entreprises an mécénat, étudier de nouvelles mesures fiscales pour favoriser le marché de l'art. «Il faut que l'Etat donne, mais sur-tost qu'il retire moins.» L'enseignement artistique, son cheval de bataille, fut évoqué : « Il doit être renouvelé de fond en comble, grâce à l'intervention des artistes dans les écoles. Enfin, pour que les créateurs aient les moyens de créer, des crédits d'équipement viennent d'être débloqués pour la

construction ou la réhabilitation d'ateliers. > (8 millions de francs scrout consacrés à ce chapitre.). M. Dominique Bozo s'est vu chargé d'une double mission : réfléchir à une nouvelle politique d'acquisition des œuvres contemporaines et formuler des propositions qui permetteut de rétablir l'art vivant danssa continuité evec 'Part

Deux annonces concrètes : la transformation du Jeu de paume des Tuileries en un centre d'exposition consacré aux arts du vingtième siècle et la restructuration du Grand Palais, qui devra, d'ici quelques années, pouvoir accueillir dans sa totalité les grandes mani-festations artistiques de la capitale. Ce qui signifie que l'université et les innombrables administrations qui l'out grignoté devront plier bagage. Une rude bagarre en perspective, d'autant que le ministre u'u pas évoqué le sort du Palais de la déconverte qui occupe à lui seul une bonne partie du bâtiment.

Shakespeare façon tango (Suite de la première page.)

THÉATRE

Mais, dans le Songe, Shakespeare nous rappelle sans cesse que ses cou-ples s'ébattent sans anesthésie, et il s'acharne par là à vouloir nous prouver un tas de choses pas si évidentes.

Comme toujours chez lui, le génie l'emporte, c'est vrai, mais il faut pour cela que ce soit très bien joué, que les comédiens donnent l'envers de la trame, ce qui n'est pas le cas, dans cette mise en scène. D'autre part, Lavelli habille Shakespeare en contemporain des années 30, et, on aura benu faire, les completsvestons, les smokings, les drapés Paquin on Lanvin, détraisent la poésie de Shakespeare. Et la vue de ces

gens, en tenue de soirée, qui se van-trent par terre dans un bois de Boulogne, la nuit, cela nous fait surtout penser nux petites annons de con-ples « échangistes » dans tel quoti-dien ou tels hebdomadaires, et, tont de même, le Songe d'une mait d'été, de Shakespeare, c'est loin de ça.

Lavelli a choisi, pour texte, l'excellente traduction française de Stuart Seide, dont la mise en scène du Songe, en 1983, à Chaillot, moins somptueuse que celle-ci, moins ta se que celle-ci, moins tape-

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre-Français, 20 h 30, en



LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA TEMPÈTE, Anbervilliers, Théirre de la Commune (48-34-67-67), sam. 20 h 30. KABARET DE LA DERNIÈRE CHANCE, Centre latino-américain (45-08-48-28), sam. 20 h 30. LILA, Ivry, Théâtre (46-72-37-43), sem. 20 h.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), sam. 20 h 30 : Cen-drillon ; dim. 14 h 30 : Don Cerlos. drillon; dim. 14 h 30 : Don Carlos.

SALLE FAVART (42-96-06-11), dance:
sam. 19 h 30 : Arlane à Nazos.

COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), dim. 20 h 30 : le Bourgeois sentillomme ; dim. 14 h 30 : Un chapean de paille d'Ita-lie ; sam. 20 h 30 : le Songe d'ane ann

CHAHLOT (47-27-81-15), Grand foyer sam. (dern.), 21 h : Conses-ballades de style Fingtan (province de Jiangre); dim. 15 h (dern.) : Musique classique chinoise : sam. 19 h, dim. (dern.), 17 h : les marionnettes à la palanche de Pékin; Thélètre Gémier sam. 20 h 30, dim. 15 h : marionnettes de Xian

PETIT ODÉON (43-25-70-32), sem., dim. PERT OBSON (43-25-70-32), sum, cum.

18 h 30: Ezéchici, le livre de ma mère et
autres textes, d'A. Cohen.

TEP (43-64-80-80), sum. 20 h 30, dim.

15 h : Poussière pourpre, de Seau
O'Casey, Chafan : sam. 14 h 30, dim.

20 h : Un taxi manve, de Yves Boisset;
Cal, de P. O'Counor.

Cal, de P. O'Comor.

BEAUBOURG (42-77-12-33), Chama-vidée: sam., dim. 13 h: Avec Buster Keston, de S. Spotten; 16 h: le Goût de lire, de M. Bonne; l'Enfant sonore, de D. Sugeta; 19 h: Nouvelles, nouvelles, de C. Devimen; 19 h: Nouvelles, nouvelles, de C. Devimen; Vidée-Minsigus: sam., dim. 13 h: Gloriana, de B. Britten; 16 h: la Rose de Wou Ker, de F. Ying; 19 h: la Tosca, de Paccini; mer. 18 h, sam. 15 h: Cinéma-document, en haison avec l'euposition Images de traveil; Hommage à la Fédération Jean Vige: sam. 17 h 30: Ivan le terrible, de Eisenstein; 20 h 30: la Dernier Millardaire, de R. Clair; dim. 14 h 30: Programme « Charlot »; 17 h 30: Jean de famille, de Morita; 20 h 30: Haines, de J. Losey; Conserva-spectacles: sam. 16 h et 20 h 30, dim. 16 h: Africam's instructus (spectacle misical de Richard Foreman et Stanley Silverman).

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), sem. 20 h 45, dim. 14 h 30 : Don Carlos ; sum. 18 h 30 + dim. à 20 h 30 ; Ousmane Sacko/Y. Dizbate (Mali). CARRÉ SILVIA-MONFORT (45-31-28-34), sem. 20 h 30, dim 16 h ; la Tour de Neale, d'Alexandre Dumas.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17), AMANIMENS DE. PARIS (43-08-217), sam. 20 h 30 : Ia Repasseura. ANTOINE (42-08-77-71), dim. 15 h 30, sam. 17 h et 21 h : Lity et Lity. ARCANE - THEATRE (43-38-19-70), sam. 18 h 30 : Mystère Bourle, dern.

ARIS-HEBERTOT (43-67-23-23), sam.
20 h 30, 2 * épisode : Ariane ou l'âge d'or.
ASTELLE-THEATRE (42-38-35-53),
sam. 20 h 30 : Entre chien et loup ; dim.
15 h : Instrumental clown. 13 n: Instruments etwal.
ATELIER (46-06-49-24), sem. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30: Adriana Monti.
ATHÉNÉE (47-42-67-27), sem. 20 h 30: Riviro Jouvet 40; Salie Ch.-Bérard sem. 20 h 30: Prometheus.

BASTILLE (43-57-42-14), mm. 19 h 30 :

BATACLAN (47-00-30-12), sam. 21 b. dim. 17 h 30: William. BOUFFES PARISHENS (42-96-60-24), sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30: le Nègre. CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), sam. 21 h : Loia Pélican dite Rosalie Charité ou la Femme aux

CARTOUCHERIE, Aquarium (43-74-72-74), sam. 20 h 30, drn. 16 h : Héloise et Abélard « Jours tranquilles en Cham-

CENTRE LATINO-AMERICAIN (45-08-48-28), sam. 20 h 30 ; Kabaret de la dernière chance. CITE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69),

La Resserse sam. 20 h 30 : Adam et Eve; 22 h : Perrotin-Lartiche; Galeria am. 20 h 30 : Votaire; Grand Théâtre sam. 20 h 30 : l'Evangile de Jean. CITHEA (43-57-99-26), same 20 h 30 : Sevez-vous faire cuire un œuf? - Syl-

COMEDIE DES CHAMPS-ÊLYSÉES (47-20-08-24), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Clérambard. COMEDIE CAUMARTIN

43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Roviens dormir à l'Elysée. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22), sem. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Orlando Furinso.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Poil CRYPTE SAINTE-AGNES (47-00-19-31), sam., dim. 20 h 30 : Phòdre. DAUNOU (42-61-69-14), sun. 20 h 30 : Y a-t-il un otage dans l'immemble ? a-t-il un otage dans l'immerable ? DECHARGEURS (42-36-00-02), sam.

20 h: Baby sitting.

DEX FIEURES (42-64-35-90), sam.

20 h 30, dim. 16 h : les Chaussures de Madame Gilles. 21 h, dim. 15 h : Scapin ; sam. 18 h 30, dim. 17 h 30 : le Horia.

EL PICADOR 43-87-28-87 80, bd des Batignolles, 17° F. lundi, mardi

ISPACE GAITÉ (43-27-95-94), sum 20 h 30 : Microb'images ; sum. 20 h 30, dim. 18 h : Identité minute.

ESPACE KIRON (43-73-50-25), sum. 20 h 30 : Pedro Para ESPACE MARAIS (42-71-10-19), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Stefano. ESSAHON (42-78-46-42), sam. 17 h et 20 h 30, dim. 17 h : Aux armes citoyess.

FONTAINE (48-74-74-40), sam. 17 h: Vingt ans de pianos forcês, L-P. Farré. GAITÉ-MONTPARNASSE (42-22-16-18), sam. 20 h 45, dim. 15 h: Selon toute ressemblance.

GALERIE 55 (43-26-63-51), sam. 19 h:
Duet for One; 21 h: Happy Days.
GRAND HALL MONTORGUEIL (4286-04-06), sam., 20 h 45, dim. 18 h 30:
Mary contre Mary.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61), sam., 19 h : Un drôle de petit visillard ; sam., 21 h : Est permis ce qui convient, dern. le 25 ; à partir du 28 : les Gouttes.

CRAND EDGAR (43-20-90-09), sam, 20 h 15 : la Drague; 22 h : la Mariée mise à na par ses oblibataires, même. JARDEN D'HIVER (42-62-59-49), sam. 16 h : les Voisins.

HUCHETTE (43-26-38-99), sam, dim. 19 h 30 : la Cantarrico chauve; 20 h 30 : la Leçon; 21 h 30 : On ac mourt pas an 34. LA BRUYÈRE (48-74-76-99), sam. 18 h : le Système Ribadier. LIMPAIRIE-THÉATRE MARAIS PLUS (42-72-73-52), sam. 20 h 45 : Rodéo.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), sam. 21 h 15 : Facades II ; II : 19 h 45 : Arle-quin serviteur de deux maîtres ; 22 h 15 : Ecoute petit homme, dern. MADELEINE (42-65-07-09), sam. 16 h 30 et 21 h, dim. 15 h : le Silence

MARAES (42-78-03-53), sum. 20 h 30 : la MARAES (42-78-03-03), sum. 20 n 30 : m Comédie sum titro. MARIGNY (42-66-20-75), sum. 21 h, dim. 14 h 30 et 18 h 30 : les Brumes de Man-chester : Partie sum (42-25-20-74), sum. 21 h, dim 15 h et 18 h : l'Homme gris.

21 h, dm 15 h et 18 h : l'Homme gns.

MARIE-STUART (45-08-17-80), sam.
18 h 30 : Dad, dern. le 25 ; 20 h 30 : la.
Bête dans la jungle, dern. le 25 ; 22 h : le
Lieutenant Gustel, dern. le 25.

MATHURINS (42-65-90-00), sam. 18 h
et 21 h, dim. 15 h 30 : les Petits Ofseunz.

MICHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 et
21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjama pour siz. MOGADOR (42-85-28-80), sam. 20 h 30,

MODERNE (48-74-10-75), sam. 21 h, dim. 16 h : Fintretien de M. Descartes avec M. Pascal le jeune. MONTPARNASSE (43-22-77-74), Geande saile sam, 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : la Maison de lac. NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD (43-31-11-99), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : Le mal court, dezn.

dim. 15 h : l'Avare.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), sam.
18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30; Mais
qui est qui?
CEUVRE (48-74-42-52), sam. 20 h 45,
dim. 15 h : PEscalier, dern.
PALAIS DES CLACES (46-07-49-93),
Grande Salle sam. 20 h 30; F. Chopel;
22 h 15; M. Sergent; Petite salle sam.
21 h : Un smour de punk.

PETIT THEATRE PARIS-CENTRE (45-27-13-88), sem. 18 h 30 et 21 h : Un PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim, 15 h 30 : l'Amuso-guesle.

PLAINE (42-50-15-65), sam. 20 h 30, dim, 17 h : Un bain de ménage — Mon Isménie.

SAMEDI 25 OCTORRE

15 h. Le Cambrioleur (The Burgiar), de Paul Wendicos (v.L.), avec Dan Darryea, Jayne Mansfield, Martha Viclees, Peter Capell (USA, 1957); 17 h. Vicki, de Harry Honner (v.o.), avec Jeanne Crain, Jean Peters, Elliotz Reid (USA, 1953); 19 h. L'Homme de la forêt (Gorianina), de Zdavko Dragnev (Bulgarie, 1980); Soleil de phusicaria soleils (Slautte ot Muogo Slantaa), de Vassil Mitchev (Bulgarie, 1983); Solo pour un cor anglais (Solo za Angliyaky Rog), de Gueorgui Balabanov (Bulgarie, 1984); Dans mes rèves je suis un oisean (V Sanichtau az Sam Pitisa), de Illo Doundecov (Bulgarie, 1985); 21 h. Les Forbans de la nuit (Night and the City), de Jules Dassin, avec Richard Widmark, Gene Tierney, Googie Withers, Hondelme (USA) POCHE (45-48-92-97), sun. 21 h. dim. 15 h : Amédée en comment s'en déber-PORTE DE CENTILLY (45-50-20-20), saut 20 h 30 ; Qui a pour de Virginia Woolf?

PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-37-53), sam. 21 h; B 29.
POTINIÈRE (42-61-44-16), sam. 18 h et
21 h, dim. 15 h; Chat en poche. ROSEAU-THÉATRE (42-72-23-41), som 19 b, les jours impairs : Jai tout mon temps, où êtes-vous ? ; sam. 20 h 45 : Histoire de Mahen, le boucher. SAINT-GEORGES (48-78-63-47), sem. 18 h 30 : les Mystères de Paris; sem. 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

DIMANCHE 26 OCTOBRE

15 h. The Sniper (l'Hemme à l'affût), de Edward Dmytryk, avec Adolphe Menjou, Arthur Franz, Marie Windsor, Frank Faylen (USA, 1932); 17 h. La Rose du crime (Moss Rose), de Gregory Ratoff (v.o.), avec Ethei Berrymore, Peggy Cummins, victor Mature, vincent Price (USA, 1947; 19 h. Un siècle ou bien un jour (Dan ili Vec), de Zlatina Rousseva (Bulgarie, 1985; Jounnée à Geravan (Dni v Jenzym), de Vassil Giveov (Bulgarie, 1932); Commémoration (Pomen), de Guerrgui Balabanov (Bulgarie, 1983; La Maison (Kachinta), de Elena Stancoulova (Bulgarie, 1984); 21 h. Johnny Apollo, de Henry Hathaway (v.o.), avec Tytone Power, Derothy Lamour, Lloyd Nolan (USA, 1940).

Les explusivitée It is am. 20 h 30, dim. 15 h: Antigene; sem. 22 h, dim. 17 h: Pictome des jours; II: sam. 20 h 30, dim. 15 h: Antigene; sem. 22 h, dim. 17 h: Finis clos.

RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h: la Maison des Joanne et de la culture.

cafture.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), sam. 21 h : le Cocksail de Sergio.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30: Tel quel. THÉATRE DÉDGAR (43-22-11-02), sem. 20 h 15 : les Babes cadres ; 22 h + sam. 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THL 13 (45-88-16-30), sam. 20 h 30 : Conversation chez les Stein sur Monsieur de Goethe absent. TH. DES 14 (45-45-49-77), sam, dim. 20 h 30: Evénements regretables.
TH. DES 50 (43-55-33-88), sam. 20 h 30: le Vestiaire.

le Vestiaire.

THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88), sam. 20 h 30: Antigone; sam. 18 h 30: Père Uba et Daruma.

THÉATRE DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande saile, sam. 20 h 30, dim.

TINTAMARRE (48-87-33-82), sam. 20 h 15: A Star s beur; 21 h 30: los Chiems de plaise.

Chiess de plaise.

TOURTOUR (48-87-82-48), sam.
20 h 30: le Petit prince; 22 h 30: la Nuit des morts de rire.

TRISTAN RERNARD (45-22-08-40), sam. 21 h : American Baffalo.

VARIÈTES (42-33-09-92), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30: le Tembeur. (45-62-96-82).

ALIENS, LE RETOUR (A., *): Forum
Horizon, 1* (45-08-57-57); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); Marignan, 8* (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40); V.f.: Rex., 2* (42-36-83-93); UGC Montparassee, 6* (45-74-94-94); Paramoung Opfra, 9* (47-42-56-31);

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles ide 11 h à 21 h saut dimanches et jours tériés éservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 25 - Dimanche 26 octobre

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALE (42-33-37-71), sam. 23 h : CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), sam., dim. 21 h 30 : Old School Bend.

CHAPFILE DES LOMBARDS (43-57- Festival d'automne 24-24), sun 22 h 30 : Kaba Mana. CITHEA (43-57-99-26), sem. 19 h : SMF, 22 h 15 ; Machon.

DUNOIS (45-84-72-00), sam. 20 h 30 : Benoît Bine Boy.

MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44),
sam. 22 h: Matthews.

MERIDIEN (47-58-12-30), sam. 22 h:
R. Scott.

MONTANA (45-48-93-08), sam. 22 h 30:
R. Urtreger, R. Galeszi, dera.

20 h 30, dim. 16 h: Des avergies.

20 h 30, dim. 16 h: Des avergies. Benoit Bine Boy.

MONTANA (45-48-93-08), sam. 22 h 30; R. Uttreger, R. Galeazzi, dern. MONTGOLFIER (45-54-95-00), sam. 21 h: G. Bedini, dern. NEW MORNING (45-23-51-41), sam.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), sam. 21 h : Quintette de Paris. PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), sam: Tin Pan Stromper. PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), sam., dim. 23 h: G. Klatt, J. Wachner,

A Kreiger. LA PINTE (43-26-26-15), samt 21 h : Quartet J.-P. Bazin.
SLOW CLUB (42-33-84-30), sam.
21 h 30 : D. Doriz, data.

SAMEDI 25 OCTOBRE

DIMANCHE 26 OCTOBRE

17 h, le Diable souffie, d'Edmond T. Grevillo, avec Charles Vanel, Hélène Bossis, Jean Chevrier, Margo Lion (France, 1947); 19 h, Programme composé de courts métrages de Jean Durand; Onésime... (1912-1914); 21 h, Programme composé de courts métrages de Jean Durand; Onfeime.... (1912-1919).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

SAMEDI 25 OCTOBRE

mark, Gene Tierney, Goog Hugh Marlowe (USA, 1950).

Les exclusivités

DIMANCHE 26 OCTOBRE

L'AFFAIRE CHELSEA DEARDON (A. v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-86); 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); Ambassade, 8" (43-59-19-06); George V. 8" (43-62-44-46); Parnessions, 14" (43-20-32-20); 14 Juillet Beangrunelle, 15" (45-75-79-79); V.F. Richeliou, 2" (43-33-56-70); Impérial, 2" (47-42-72-52); Miramar, 14" (43-20-83-52).

FTER HOURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52) ; Mercury, 8 (45-62-96-82).

SUNSET (42-61-46-60), sam., dim. 23 h : TIP DEJAZET (42-74-20-50), sam. 22 h : Kviknik TROTTORRS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37), sam. 22 h et 24 h : R. Sando-val.

(42-96-12-27) Thilitre national de Chaillet, sam. 21 h : Pingtan ; dim. 15 h: musique classique ; dim. 17 h : Maxicomettus Palancho.

Th. Paris-Vilette sam. 20 h 30, dim. 16 h 30: Elic est M. Viery, Stadio-Théâtre, sam. 20 h 30 : La métaphysique d'un vean à deux tôtes.

Festival théâtral du Val-d'Oise

ENGHIEN, Th. de hell Gernier, sam. 21 h : La Petito Apocalypse, l'Antre Théâtre. L'ISIE-ADAM, Maleon de L'Isle-Adam, sum. 21 h : Cherche place pour payer l'emonos.

l'annouce.

MONIMAGNY, salle des fâtes, sam.

cinéma

La Cipémathèque CHAILLOT (47-04-24-24)

Nation, 12º (43-43-04-67); Farrette, 13º (43-31-56-86); Montparasses Pathé, 14º (43-20-12-06); UGC Convention, 15º (45-74-93-40); Wépler, 18º (45-22-46-01).

L'AMOUR SORCIER (Esp..., v.o.): Stadio de la Harpe, 5º (46-34-25-52).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.); Grand Pavis, 15º (45-54-46-85).

A PROPOSE DESIGN SOUR (A., v.o.); SAMEDI 25 OCTORRE

17 h, Indochine-Cambodge, 1953-1954:
documents filmés par André Lobon, Pierre
Schoendoerffer; 19 k, Programmes composés de courts métrages de Louis Fouillade
et Roméo Bosetti (1906-1913); 21 h, Programmes composés de courts métrages de
Louis Feuillade et Roméo Bosetti, 19131919.

Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

A PROPOS D'HIER SOIR (A., v.o.);
George V, S' (45-62-41-46).

ATLANTES INTERCEPTOR (It., v.f.);
Rox, 2 (42-36-83-93); UGC Ermitage,
S' (45-63-16-16).

AUTOUR DE MINUIT (Fr., A., v.o.);
Garmont Halles, 1" (42-47-49-70);
Garmont Opfra, 2' (47-42-60-33); Hantefenille, 6' (46-33-79-38); 14 Juillet
Odéon, 6' (43-25-59-83); Garmont
Champs-Elyaéon, 8' (43-59-04-67);
14 Juillet Bestille, 11' (43-57-90-81);
Gaumont Parmone, 14' (43-35-30-40);
14 Juillet Bestille, 15' (45-75-79-79); V.f.; Fauvotte, 13' (43-31-36-86); Montparmone Pathé, 14' (43-20-12-96); Pathé Clichy, 18'
(45-22-46-01).

LES AVENTURES DE JACK MURTON

(45-22-46-01).
LES AVENTURES DE JACK BURTON
(A. v.o.): Triomphe, & (45-62-45-76).
BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN
FIN DE JOURNÉE (Fr.): Utopin, 5(43-26-84-65).

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tun., v.o.) : Utopia, 5º (43-26-84-65). BREDY (A., v.o.) : Cinochet, 6º (46-33-10-82). BLACK MIC-MAC (Fr.) : Cinoches, 6

(46-33-10-82).

BEAZII (Brit, v.o.): Epic-de-Bois, 5*
(43-37-57-47); St-Lambert, 15* (45-3291-68). IE CHIEN (Fr.) (*) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36); Studio 43, 9* (47-70-63-40).

LE CLOCHARD DE BEVERLY HILLS (A., v.o.) : Marignan, 8: (43-59-92-82); Farmanions, 14: (43-20-30-19).

LE COMPLEXE DU EANGOUROU (Fr.): Maxiville, 9: (47-70-72-86).

LE CONTRAT (A., v.f.): Arcades, 2: (42-33-54-58).

(42-33-54-58).

CORPS ET BIENS (Fr.): Espace Gaîté, 14* (43-27-95-94).

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); UGC Dauton, 6* (42-25-10-30); Maxignan, 8* (43-39-92-82); Publicis Champa Blyzées, 8* (47-20-76-23); Montparnos, 14* (43-27-52-37); V.L.: UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); UGC Convention, 15* (45-74-93-40).

DE L'ARCENTINE (Fr. v.o.): Studio

DE L'ARGENTINE (Fr., v.o.): Studio 43,9* (47-70-63-40) 43, 9* (47-70-63-40)

LE DIABLE AU CORPS (*) (h., v.f.):
Cinochea, 6* (46-33-10-52).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.a.):
Espace Gafté (h. sp.), 14* (43-27-95-94).
EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.):
La Géode, 19* (42-45-66-00).

La Géode, 19° (42-45-66-00).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.): Ren, 2° (42-36-83-93); Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); UGC Mootparnasse, 6° (43-74-94-94); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); St-Lazare Pasquier, 8° (43-87-35-43); UGC Champa-Eyafes, 8° (45-62-20-40); UGC Boulevard, 9° (43-74-95-40); UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44); Mootparnos, 14° (43-27-52-37); Convention St-Charles, 15° (45-79-33-00); Images, 18° (45-22-47-94).

79-33-00); Images, 19 (45-22-47-94).

LES FRÉRES PETARD (Fr.): Forum,
1" (42-97-53-74); Richeñau, 2" (42-3356-70); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30);
Coliséa, 8" (43-59-29-46); George V, 9"
(45-62-41-46); Saim-Lazare Pasquier,
9" (43-87-35-43); UGC Normandia, 9"
(45-63-16-16); Paramount Opéra, 9"
(47-42-56-31); UGC Boulevard, 9" (4574-95-40); Bastille, 11" (43-42-16-80);
UGC Gare de Lyon, 12" (43-42-16-90);
Galaxia, 13" (43-80-18-03); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Miramar, 14"
(43-20-89-52); Mistral, 14" (45-3953-43); Gaumout Paramane, 14" (43-3530-40); Gaumout Convention, 15" (4822-42-27); Malliot, 17" (47-48-06-06);
Pathé Clichy, 19" (45-22-46-01); Socrétus, 19" (42-41-71-99); Gambetra, 20"
(46-36-10-96).

GENESIS (Ind. v.o.): Denfert, 14" (43-

GENESIS (Ind. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) HIGHLANDER (Brit., v.f.) : Lamière, 9

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.a.): LE PALTOQUET (Fr.) Quintetta, 54

(46-33-79-38); Parmentiens, 144 (43-20
BOUSE (A., v.l.): Rex, 25 (42-36-83-93);

32-20).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.n.):
Denfert, 14º (43-21-41-01).

HOUSE (A., v.L): Res., 2º (42-36-83-93);
UGC Montgarmens, 6º (45-74-94-94).

JEAN DE FLORETTE (Fr.): Genmont
Opéra, 2º (47-42-60-33); Qeintette, 5º
(46-33-79-38); Ambansada, 8º (43-5919-08): UGC Normandie, 8º (45-6316-16); Mandville, 9º (47-70-72-86);
Gaumont Parmane, 14º (43-35-30-40);
Parmensions, 14º (43-20-32-20); Genmont Convention, 15º (48-28-42-27);
Pathé Clichy, 18º (45-22-46-01).

JE HASS LES ACTEURS (Fr.): Impérial, rame CHERY, 18" (45-Z2-46-01).

JE HAS LES ACTEUES (Fr): Impérial,
2" (47-42-72-52); Quinette, 5" (46-331 79-38); UGC Biarritz, 8" (45-6220-40); Gammont Parmane, 14" (43-3530-40).

20.40); Gaumont Parmane, 14 (43-33-30-40).

EARATE KID, LE MOMENT DE VÉRITÉ (2) (A., v.f.): Lamière, 9 (42-46-49-07).

MÉLO (Fz.): Gaumont Halles, 1* (42-97-49-70): 14 Iniliet Odéca, 6 (43-25-59-83); 14 Juillet Parmane, 6 (43-26-58-00): Gaumont Ambassade, 8 (43-39-19-08); 14 Juillet Beatille, 11* (43-57-90-81): Missmar, 14* (43-20-89-52); 14 Juillet Beamgranelle, 15* (45-75-79-79).

MISSEON (A., v.o.): Gaumont Halles, 1* (42-97-49-70); Gaumont Déra, 2* (47-42-60-33); Haatefenille, 6* (46-33-79-38); Publicis Saint-Germain, 6* (42-22-72-80); Pagode, 7* (47-05-12-15); Marignan, 3* (43-59-92-82); Publicis Champs-Elysées, 8* (47-70-6-23); 14 Juillet Beatille, 11* (43-57-90-81); Escurial Panotama, 13* (47-07-28-04); Gaumont Parmane, 14* (43-35-90-81); Escurial Panotama, 15* (43-65-05-0); Mayfair, 16* (45-25-27-06); Maillot, 17* (47-48-06-06); v.f. Gaumont Richefine, 2* (42-33-56-70); Saint-Lazare Pasquier,

comn

ence M.

Fisio

546 (38 (48) (48)

.

erene a series

SEE & LO . SHOPE

12 A 1 A 1 A 1 A 1

Marie Marie

THE THE B

Magin de trans de M

ELT IN THE SER.

TES . S. S.

print to the year

2430 1 4 gradient and the resi and the same is

ige tiene in the W

and it in the

The same of

4.0

ತ್≎ಯಗಳ ಚಿನ್ನುಗ±್:

77 - 51 - 206

100 1 1 * 2 / 1 1 1 1 2 2 2

effection of the state of

Action and region to

Talling one of Emerge

William Contract

VIII . 48

FF: 1 F - 1 Ja 5

T.T. - - - - - 3

10 mm

2.00

The same of the same

The state of the s

Mark to the st

Trea

Matte de l'as es

2 mars 2 22 2746

The second 19 and 19 an

Asympton and Paris

Statem for Some

THE THE WAR IN

The read one filled Services School &

The state of the s A 8 1530 KIL STUDY & WAN

2022 STATE OF THE PERSON AND PERSONS AND PERSON

C SAME

654 at 100

10 mg 10 mg 10 mg The second of the second 2.114 30 Mar. 4

FE 2 7.1

E5 W - 5 W - 7

- :

12-20).

PÉRIN CENTRAL (Fr.): Forum Orient
Express., 1st (43-33-42-26); SaintExpress. 1st (43-33-42-26); BigGermain Studio, 5st (43-59-36-14);
George V. 8st (43-62-41-46); Parmassions, 1st (43-20-32-20).

PIRATES (A., v.o.): Templiers, 3st (4272-04-56).

72.94-56).

QUI TROP EMBRASSE... (Fr.) : Stadio 43, 9: (47-70-63-40).

LE RAYON VERT (Fr.) : Forum Orient Empress, 1** (42-33-42-26) ; Impérial, 2** (47-42-72-52) ; Saint-Germain-des-Prés, 6** (42-22-87-23) ; Luxembourg, 6** (46-33-97-77) ; Marignan, 8** (43-59-92-82) ; Parmassacas, 14** (43-20-30-19) ; Convention Saint-Charles, 15** (45-79-33-00).

PROCHERCIAE SUISAN DÉSESPÉRÉ.

Parassians, 14* (45-20-30-30).

**ECHERCHE SUSAN DÉSESPÉRÉMENT (A., v.a.): Studio Galande
(h.m.), 5* (43-54-72-71); Rotonde, 6*
(45-74-94-94).

**ROSA LUXEMBRIRG (All., v.a.): Ciné
Beaubourg, 3* (42-71-52-36); 14 Juillet
Parasse, 6* (43-26-58-00); Racine
Odéon, 6* (43-26-19-68); UGC Biarritz,
8* (45-62-20-40); Escurial, 13* (47-0728-04); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (457-79-79); Images, 18* (45-22-47-94).

**IA ROSE POURPRE DU CAIRE (A.,
v.a.): Epéc de Bois, 5* (43-37-57-47).

**RUE DU DÉPART (Fr.): Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36); UGC Roconde,
6* (45-74-94-94); Reflet Belzac, 8* (4561-10-60); UGC Boulevard, 9* (4574-94-94);

**LE SACRIFICE (Franco-suédois, v.a.):
Saint-André-des-Arts, 6* (43-26-80-25).

**SOLETI. DE NUIT (A., v.L.); Opera

SOLEIL DE NUIT (A. v.L.) : Opera Night, 2 (42-96-62-56).

(46-33-79-38); Ambassade, 3 (43-59-19-08); Galaxie, 13 (45-80-18-03); PLM Saint-Jacques, 14 (45-9-58-42); Bienvenne Montparmasse, 19 (45-44-25-02); Gazmont Conve-tion, 15 (48-28-42-27).

tion, 13º (43-23-42-27).

LES MINIPOUSS; lim français de Beznard Deyries : George V. 3º (45-62-41-46) ; Larmière, 9º (42-46-49-07) ; Saint-Ambroise, 11º (47-00-89-16) ; Fauvette, 13º (43-31-56-36) ; Mistral, 14º (45-39-53-43) ; Montparnen, 14º (43-27-23-7) ; Genmont Convention, 15º (43-28-42-27) ; Pathé Chichy, 18º (45-22-46-01).

PECASSO, film français de Didier Baussy: Vendômo-Opéra, 2º (47-42-97-57)

97-52).

TWIST AGAIN A MOSCOU, film français de Jean-Marie Poiré: Ganmont Halles, 1" (40-26-12-12); Ganmont Opéra, 2" (47-42-60-33); Richelieu, 2" (42-33-56-70); Bretagne, 6" (42-22-57-97); Hantofeville, 6" (46-33-79-38); 14 Juiflet Odéon, 6" (43-25-59-83); Ambassade, 2" (43-39-19-08); George V, 3" (45-62-41-46); Saint-Lazare Praguier, 8" (43-87-35-43); Français, 9" (47-70-33-88); Bestille, 11" (43-42-16-80); Nation, 12" (43-43-04-67); Fanvetic, 13" (43-31-56-86); Galaxie, 13" (45-39-18-03); Mistral, 14" (45-39-18-03); Mistral, 14" (45-39-18-03);

Nation, 12* (43-43-04-67); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Galaxie, 13* (45-80-18-03); Mistral, 14* (45-39-52-43); Montparasse Pathé, 14* (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); 14 Juillet Belangrenelle, 15* (45-75-79-79); Mnillot, 17* (47-48-06-06); Pathé Clicky, 12* (45-22-46-01).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.):
Hscurial Panorama (h.sp.), 13* (47-0728-64).
STRANGER THAN PARADISE (A.,
v.o.) (h.sp.): Utopia, 5* (43-26-84-65).
TAROT (AH, v.o.), Luxembourg, 6* (4633.07.77).

33-97-77).
THERESE (Fr.): Cisé Beaubourg, 3* (42-71-52-36); Saint-André-des-Arts, 6* (43-26-80-25); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30): UGC Rotoude, 6* (45-74-94-94); Pagode, 7* (47-05-12-15); UGC Bistritz, 8* (45-62-20-40); UGC Boulevard, 9* (45-74-95-40); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Gauntout Convention, 15* (48-28-42-27); Images, 18* (45-22-47-94).

LES FILMS NOUVEAUX

97-52).

AJANTESK, film indien de Ritwik Ghatak, v.o.: Républic Cinéma, 11* Ghatak, v.o.: Républic Cinéma, 11e (43-05-51-33).

COREA (*), film américain de Georgus P. Coumatos, v.o., v.f.: Forum Horizon, 1e (45-08-57-57); v.o. Seint-Micho, 5e (43-26-79-17); UGC Dauston, 6e (42-25-10-30); Marignan, 9e (43-39-92-82); UGC Mormandie, 9e (43-63-16-16); v.f. Grand Raw, 2e (43-36-63-93); Breatagne, 6e (42-22-57-97); UGC Momparnasse, 6e (45-74-94-94); George V, 9e (45-62-41-46); Paramount Opden, 9e (47-42-56-31); UGC Bonlevard, 9e (45-74-95-40); Bestille, 11e (43-42-16-80); Nation, 12e (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44); Mistral, 14e (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00); UGC Convention, 15e (45-74-93-40); Mistral, 14e (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06); (45-79-33-00); UGC Convention, 15e (45-74-93-40); Mistral, 17e (47-48-06-06); Wépler Pathé, 18e (45-22-46-01); Socréan, 19e (42-41-77-99); Gembetts, 20e (46-36-10-96).

OCUBEL MESSIEURS, film fran-cais de Jean-François Stevenin : Ferum Horinon, 1" (45-08-57-57); Richelien, 2" (43-33-66-70); Saint-André-des-Arts, 6" (43-26-48-18); Colisies, 8" (43-59-29-46); Français, 9" (47-70-33-88); UGC Gobelius, 13" (43-36-23-44).

MAX MON AMOUR, film français de Nagias Oshima; Gaumont Hafies, 1" (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); Hautafeallie, 6"

B* (43-87-35-43); Français, 9* (47-70-33-88); Nation, 12* (43-43-04-67); Fanvette, 13* (43-31-60-74); Mistral, 14* (43-39-52-43); Montparasse Pathé, 14* (43-20-12-06); Gaumont Convension, 15* (48-28-42-27); Pathé Chichy, 18* (45-22-46-01).

MONA LESA (*) (Brit. v.o.): Studio de la Contrescarpa, 5* (43-25-78-37); Lucersaire, 6* (45-44-57-34).

MONA AMI IVAN LAPCEINE (Sow., v.o.): Ciné Beanbourg, 3* (42-71-52-36); Epéc de Bois, 5* (43-37-57-47); Cosmos, 6* (45-44-28-80); Triomphe, 8* (45-62-45-76).

(45-62-45-76). MORT UN DIMANCHE DE PLUIE '(*): Capci, 2* (45-08-11-69); St-Lambert, 15* (45-32-91-68). MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.a.): Action Christine, 6* (43-29-11-30).

37*2 IE MATIN (Fr.): Saint-Michel, 5* (43-26-79-17); George V, 8* (45-62-41-46); Montparnos, 14* (43-27-52-37).

TROES HOMMES ET UN COURFIN (Fr.): Forum, 1* (42-97-53-74); Capri, 2* (45-08-11-69); Lucernaire, 6* (45-44-57-34); George V, 8* (45-62-41-46).

TOP GUN (A. v.a.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); Morignan, 8* (43-39-92-82); Gaumout Parnasse, 14* (43-33-30-40). — V. f.: Rex, 2* (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); Farvette, 13* (43-31-56-86); Montpernasse Pathé, 14* (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01). (Brit., v.e.) : Genmont Halles, 1° (42-97-49-70) : I Juillet Paranse, 6° (43-26-38-00) ; St-André-des-Aru, 6° (43-26-48-18) ; Ambansade, 8° (43-59-19-08).

48-18); Ambassade, 8 (43-59-19-08).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.): Cirochet, 6* (46-33-10-82); Lucarnire, 6* (45-44-57-34); Tricumphe, 8* (45-62-45-76). — V.L.: Lunnière, 9* (42-46-49-07).

NUIT D'UVRESSE (FL): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); Rex, 2* (42-36-83-93); UGC Danton, 6* (42-25-10-30): UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); Fauvotte, 13* (43-31-56-86); Montparnos, 14* (43-27-53-37).

NUIT DE NOCES CHEZ LES FAN-TURMES (A. v.o.): UGC Emnitago, 8: (45-63-16-16); Gourges V, 3: (45-62-41-46). – V.L.: Rex, 2: (42-36-83-93); UGC Montparasses, 6: (45-74-94-94).

OTELLO (Fr.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-OUT OF AFRICA (A., vo.) : Publicis Matignon, 3 (43-59-31-97).

Salons du mobilier royal au Louvro. Mohilier de Marie-Antoinette », 14 h 30, sortie métro Louvie (L Hauiker).

*L'ile Saint-Louis =, 15 houres,
mêtro Saint-Paul (Résurrection du

passé).

«Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise», 14 h 30, porte principale (Arts et curiosités de Paris). «Souvenir de la famille d'Orléans : vestiges du château de Neuilly », 15 heures, 52, boulevard d'Argenson à Neuilly (Approche de Part). «La populure médiénale indicana.

Neuilly (Approche de l'art).

«La peinture médiévale italienne»,
14 h 30, Louvre, porte Denon (Arcas).

«Impressionnisme et arts modernes
au musée de l'Orangerie», 10 heures,
entrée musée.

«Vie quotidienne au Moyen Age au
musée de Cinny», 14 heures, entrée
musée (Paris Passion).

«Le palais de justice en activité»,
14 h 30, métro Cité, sortie marché aux
fleurs (M. Pohyer).

«Histoire, carionités et eschollers de
la montagne Sainte-Geneviève ».

la montagne Sainte-Geneviève »,
14 h 30, métro Cardinal-Lemoine
(Cerise Segave).

«Hôtels et jardins du faubourg SaintGermain», 15 heures, métro Solferino
(P.-Y. Jaziet).

LUNDI 27 OCTOBRE

«Curiosités et vestiges de Saint-Germain-des-Prés en passant par l'ate-lier de Delacroix jusqu'aux cafés litté-raires. L'après-guerre », 15 heures, métro Matsillon (M. Ragueneau). «L'hôtel de ville et le cimetière de Boulogne ancien », 10 h 30, métro Marcel-Sembat, sortie escalator.

46-01).

WELCOME IN VIENNA (Aut., v.o.):
Forum Orient Eapress, 1=: (42-33-42-26): St-Germain Huchette, 5= (46-33-63-20); Elysée Lincoln, 8= (43-59-36-14); Parmasiers, 14= (43-20-32-20); Studio 43, 9= (47-70-63-40).

«De Fernandel à Marcel Dassault : pélerinage émotionnel au cimetière de Passy», 14 h 45, place du Trocadéro, angle avenue Paul-Doumer (V. de Lan-

glade).

«L'assassinat d'Henri IV, la rue
Quincampoix, le banquier Law, l'église
Saint-Merry, l'hôtel Le Rebourg»,
14 h 30, mètro Etienne-Marcel (Vieux

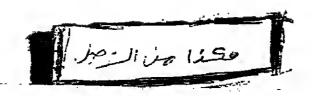
«L'Opéra», 13 h 15, hail d'entrée (E. Romann). «Minée Picasso», 11 h 15, entrée (Ch. Merie). «Tont le Marais», 14 h 45, mêtro Saint-Paul (M. Banassat). «Charonne», 15 heures, métro Porte-de-Bagnolet, sortie Mortier (P.-Y. Jas-

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 14 h 30 : «Florence : l'éclosion de Quattrocemo».







Communication

Feu vert de M. Léotard pour la reprise de la diffusion de films sur la « 5 »

M. François Léotard, ministre de après qu'un accord eut été signé M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a décidé, le vendredi 24 octobre, d'autoriser la «5» à reprendre la diffusion de films. Une lettre en ce seus sera envoyée aux responsables de la chaîne en début de semaine. Ce procédé permet d'évier une nouvelle rédaction du cahior dea charges de la «5», qui doit être velle rédaction du cahior des charges de la «5», qui doit être réatribué à de nouveaux opérateurs an début de l'année prochaine. La chaîne était privée de films depuis l'annulation des dispositions de son cahier des charges relatives an cinéma, en avril dernier, par le Conseil d'Etat.

Conseil d'Etat.

entre ces derniers et la «5» (le Monde du 24 octobre) sur les modalités de le diffusion des films à l'anteune (grille de programmation, quota de films français, etc.).

Dans un communiqué commu les responsables de la chaîne et du BLIC avaient souligné le « caractère exemplaire » de l'accord, qui pourrait « servir de précédent pour d'autres opérateurs ». « L'applica-tion des règles ainsi adoptées pour la période transitoire se poursui-wrait, précise le communique, si, à l'expiration de la concession accor-Avant de donner son feu vert,
M. Léotard avait reçu les représentants du Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC),

**expiration ut la concession accordée à France 5, cette dernière obtenuit l'autorisation administrative de poursuivre l'exploitation de la cinquième chaîne.

La nuit des 7 d'or sur TF 1

Longueurs et pointes

Voici revenue la saides oscars, petits frères des césars du cinéma, créés en même temps que les victoires de la musique, les 7 d'or de la télévision ont été remis. vendredi 24 octobre, aux meilleures stars du petit

Saurires de commande, euphorie sage et appleudisse-ments polis pour la deudème ruit des 7 d'or. Lancée l'année demière par Georges Cravenne et organisée par le magazine Télé-7 Jours, auxquels s'adjoint cette année l'INA, la cérémonie a été retransmise du Lide sur TF 1. Mais, au lleu de le spontantité, du brin de folie qui auraient tout transformé, on eut droit aux couplets convenus sur le travail en équipe et sur l'émotion - qui-fait -pardre-la-mémoire.

Malgré le sourire a toute épreuve de Patrick Sabstier, il y eut les ratages, les carouillages, pour ne pas parler des incidents techniques, un risque qua l'attention retombe comma un mauvals soufflet. Trois heures, c'est long, et rien ne reseanche Malgré le sourire à toute c'est long, et rien ne ressemble autant à une remise de prix qu'une autre remise de prix. Besucoup de longueurs, enjois-vées de trop reres pointes d'humour. Quelques interludes

son des sucettes! Cou-sins à la mode de France des oscars potits france des oscars potits france Lux, tandis que la profes sait, per momenst, sur la

> magazine « Cinéma-Cinémas » témokmaient du soutien pour un genra menacé. Et le véritable triomphe réservé à la dramatique l'Affaire Marie Sessand, qui recut trois 7 d'or — meilleur téléfilm, meilieure interprète (Alice Sapritch) et meilleur réalisateur (Frédéric Pottecher), - soulignait tion française. Plusieurs ont poussé un cri d'alarme sur l'avenir sombre de la production nationale devant un François Léotard impassible.

La plus grande surprise, capandant, fut l'appui instrandu apporté à l'émission « Droit de réponse ». Elle fut primée comme meilleur magazine d'actualité, et Michel Polac comme meilleur animateur. Le coqueluche des cintellos perisièns > n'en revensit pas d'avoir battu Michel Drucker pas d'avoir bettu mente unicer et l'atrick Sebatier, e de si gentile garpors, toujours d'accord avec tout le mondes, et n'a pas pu résister au plaisir de souligner «le symbole raprésenté par ce vote», en souhaitant pleusement que « Michel Droit n'aille pas s'exiler pour autant en Afrique du Sud Ix.

ALAIN WOODROW.

Le quatrième congrès de l'AFREP à Nantes

Indispensables relations publiques

NANTES de notre correspondant

Les relations publiques sont de plus en plus perçues comme un outil de gestion indispensable à toute direction générale. Les « RP », comma ils s'appellent, doutaient-ils encore de leur utilité? Plus besoin de s'interroger en tout cas après la publication d'un Livre blanc, un véritable sondage-miroir qui a été le plat de résistance des travaux cette semaine à Nantes du quatrième cangrès national de l'Association française des relations publiques (AFREP). Les chiffres parient en effet. Pour plus de 96 % des personnes interrogées, la gestion de l'image a une incidence sur le résultat de l'entreprise. Mieux, pour plus de 90 % d'entre elles – les réponses émanent pour moitié de directeurs généraux d'entreprise, – Pinvestissement relations publiques est rentable. Aujourd'mu, c'est not. Le capital-images - prend une importance de plus es plus grande », a souligné le président l'association, M. Georges Crapet.

Leur fonction étant maintenant indiscutable, les «RP», baptisés aussi attachés de presse, font à leur tour leurs propres relations publiques. Le congrès, qui réanissait cent cinquante délégués (sur douze cents adhérents), en a été une occasion.

nal d'entreprise) et à l'extérieur (en direction des journalistes, notamment), position en prise directe evec le directeur général, profession répandue essentiellement dans les grandes sociétés, administrations ou callectivités locales (mairies, conseils généraux, chambres de Le congrès e mis le doigt sur la qualité essentielle que les «RP» revendiquent pour eux-mêmes ; le professionnalisme. Les relations publiques se frayent une voie étroite

Leur profil type? Quatre aunées d'études supérieures, activité de

communication à l'intérieur (jour-

entre la publicité et l'information, et la relation evec le journalisme n'est pas tonjours claire. . Nous ne pourrons assumer nos responsabilités qu'en étant de véritables professionnels, qui, loin d'être de simples techniciens de la communication, seront d'abord et surtout des spécia listes de la gestion de l'image, l'image qui est devenue l'un des élé-ments fondamentaux du patrimoine des entreprises », a déclaré, notamment, M. Georges Crapet, en faisant la synthèse des travaux.

En définitive, le congrès de Nantes restera sans doute celui col les professionnels des relations publiques misaient leur avenir sur la qualité.

YVES ROCHCONGARD.

 CBS vend une filiale de publications scolaires pour 500 millions de dollars. — CBS Inc., qui lévision du même nom, a annoncé, la vendredi 24 octobre, la vente, pour 500 millions de dollars, de sa filiale de publications scolaires et professionnelles au groupe Harcourt, Brace Jovanovitch Inc., une des premières maisons d'édition aux Etata-Unis. Cette transaction est la première cession d'un actif de CBS depuis l'arrivée de M. Laurence Trach à la tête du groupe en septembre demier. Mais elle fait suite à d'autre désengage ments effectués depuis le début de

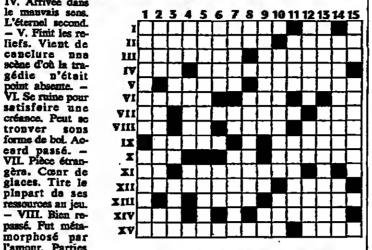
· Antilles-Matin, nauveau ment du Matin de Paris, -Le quotidien dirigé per M. Jean-François Pertus, le Matin de Paris, fere paraître, le lundi 27 octobre, le premier numéro de son supplément hebdomadaire Antilles-Matin. Des-tiné aux daux millions d'Antillais qui vivent à Paris et en région parisienne, Il comprend quetre pages consacrées eux sports, à la musique et à la culture antilisises. Animé par Jean-Marc Paty, ancien rédacteur en chef technique des Nouvelles littéraires et du Ouotidien de Paris, il concurrent cera indirectement le quotidien France-Antilles de M. Philippe Her-sant, fils de M. Robert Hersent

Informations «services»

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4342 HORIZONTALEMENT

L Langue de bœuf. Son. – II. On peut dire qu'elle a une existence de rêve. Source de vie et parfois de mort. – III. Avoir une présence remarquable ou une absence remarquée. Compte pour du beurre. – IV. Arrivée dans



l'amour. Parties
de campagne. Dessus de lit. —
IX. Part d'un lieu. Héros d'eventure.
— X. Abrégé d'enseignement. Possessif inversé. Comme une personne dotée d'une certaine protection. —
XI. Est d'un niveau trop bes pour evoir le bac. Une façon de réfléchir dont le résultat est toujours lumineux. — XII. Qui a des difficultés à arêter. Peut être ondulée lorsqu'elle coiffe. — XIII. Avoir de la neine.

13. Câbles. Passages pour fiftes. —
14. Arrive comme un bolide. Ne coiffe. - XIII. Avoir de la peine. Pointes de combata. - XIV. A an instinct de conservation très poussé. Presque «rieuse». — XV. Le lan-gage de l'affection. Porteuse de pla-tean.

VERTICALEMENT

1. Faux seins, Dont la note élevée est douloureuse. — 2. Muse. Maudit sams mot dire. D'un auxiliaire. — 3. Pistolet à liquide. Crack. Ordi-naire très ordinaire. — 4. De quoi blanchir et bleuir, Transporter pour le meilleur et pour le pire, Note. — 5. Propos enfantin, Cœur d'acier en Allemagne. - 6. Dans le secteur des huiles, il a la palme. Mordu ou piqué. – 7. Endiée d'une manière approfondie. Lumière divine. Pro-menades en ville. – 8. Fait la liai Arrive comme un bolide. Ne durent qu'un temps. – 15. Répétition d'un naméro. Travailler éventuellement pour des haricots. Solution da problème nº 4341 Horizontalement

I. Chaperons. — II. Harakiri. — III. Aspres. — IV. Na! Or. Uni. — V. Droles. Or. — VI. Adventice. — VII. Oves. — VIII. Lutteurs. — IX. Riante. — X. Anone. Sol. — XI Sentez! Ne. XI. Sentez! Ne.

Verticalement 1. Chandail. As. - 2. Hasard.

Urne. - 3. Arp. Ovation. -4. Parole. Tant. - 5. Ekeren. Enfe. - 6. Ris! Stout. - 7. Or. Ivres. -8. Ni. Noces. On. - 9. Rires. Ile. GUY BROUTY.

EN BREF

. CONSTRUCTION : un sympostero européen à Lyon: Le salon Eurobat (Exposition européenne du bâtiment at de la construction) sure lieu du 18 au 23 novembre à Lyon. Quarante mille visiteurs sont attendus. Parallèlement, le Moniteur des trevaux publics organise un symposium euro-péen de la construction les 19, 20 et partis à raison d'une demi-journée 21 novembre, au Palais des congrès par semaine au choix,

* Renseignements: Les rencontres du Moniteur, 17, rue d'Uzès, 75002 Paris. Tél.: 42-96-15-50.

· EXPOSITION : six monuphotographies ne rendent pas toujours justice à la beauté des monuments historiques et ne restituent pas toujours leur atmosphère riche de tout un pessé. La Caisse nationa des monuments historiques et des sites e demandé à six photographes de «voirs, chacun à sa façon, un château, une cabbayes, ou un monument. Marc Le Méné a photographié l'abbaye du Mont-Saint-Michel; Pierre Radisic, le chilteau du Haut-Koenigsbourg; Manuel Esclusa, la cité de Carcassonne ; Kelichi Tahara, le château de Chambord ; Elisabeth Lennard, l'Arc de triomphe, et Darriel Boudinet, le Panthéon. Ces photos — qui se veulent des photo-graphies d'auteur et non des clichés d'archives ou des photos-souvenirs - seront exposées jusqu'en novem-bre, tous les jours, de 10 heures à 18 heures, à l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Tél. : 42-74-22-22

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 25 octobre 1986 : UN ARRETÉ

UN DÉCRET

● Du 14 octobre 1986 relatif à la fixation des tarifs internationaux du service télégraphique.

• Nº 86-1139 du 24 octobre 1986 relatif aux modalités de recouvrement d'un prélèvement de coresponsabilité dans le secteur des céréales.

At Mondt sur Minitel 36.15 tapez : LEMONDE

e FORMATION : l'école des antiqualres. - Le Centre d'études d'abjets d'art et de mabilier (CEOAM) vient d'ouvrir plusieurs cy-cles d'initiation et de formation à la profession d'antiquaire (daux années d'enseignement général, une année de spécialisation), de le mi-octobre à

* Renseignements: CEOAM, tel.: 46-34-05-80.

 GALA : Médecins du monde su Zénith. - La gala annuel su bénéfice de Médecins du monde aura Participeront à cis spectacle : Guy Béart, Alain Chamfort, Catherine Lara, Fabienne Thibautt, Renaud, Jacques Higelin, Mady Mespiee, Aled Jones, Yvry Gitlis, Yury Boukof, l'orchestre symptonique Colonne et Eric Vu An dans une chorégraphie de Meurice Béjert. Les fonds recueillis lors de cetta soirée contribuerant à financer les multiples actions menées per Médecins du monde dans la tiersmonde et en France. (Places de 120 F à 200 F. Réservations aux trois FNAC, 45-63-79-84, et au Zérath, 42-45-44-44.)

CARNET DU Monde

Anniversaires

- Il ye trois ans Michel TINOWSKY

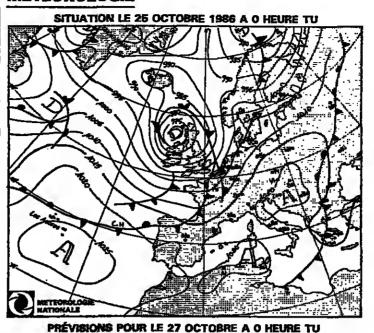
nous quittait.

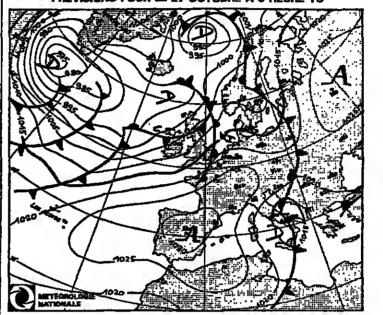
Que ceux qui l'out commu, estimé, aimé, aient aujourd'hui nne pensée pour lui.

CARNET DU MONDE Tarif: la ligne H.T.

Toutes rabriques 59 F Abomés59 F Communicat. diverses ... 65 F Resseignements: 42-47-95-03

MÈTÉOROLOGIE





Dans le rapide flux perturbé océanique qui affecte la France, le gonflement d'une dorsale anti-cyclonique va provo-quer une accalmie. Mais le mistral approchera la tempête.

Dimenche en matinée, les apprécia-Dinamelie en matinée, les appréciations seront encore fréquentes. Des
Vosges aux Alpes, Côte d'Arur et
Corse, on aura des pluies ou sverses,
purfois de l'orage. Il neigers sur les
Alpes su-dessus de 1 800 mètres. Sur les
autres régions, le ciel sera très variable.
Du Nord à la Normandie, Bassin parisien, Ardennes, Lorraine et jusqu'an
Massif Central, les averses seront inéquentes; alors qu'elles seront nures (et
surtout côtières) de la Bretagne à
l'Aquitaine.

Phoies et averses aurout cessé à la mi-

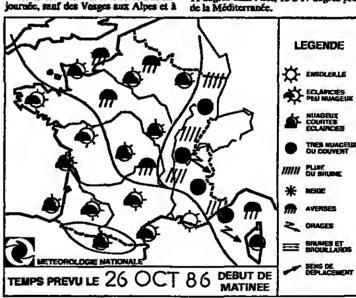
Evalution probable de femps en la Corse où des averses, plus rares, se produiront encore l'après-midi. Et l'on bénéficiera généralement de belles éclaircies l'après-midi.

Mais dans l'Onest à la mi-journée, puis jusqu'au Centre, Bussin parisien, et Nord, le ciel deviendra très voile l'après-

Ea Provence et Languedoc, le ciel va rester dégagé toute la journée : mistral et tramoutane vont se lever dans la muit et soufflement fort demain. Le mistral approchera même la tempête (jusqu'à

Pour les températures : les minima serout de 5 à 7 degrés, parfois 4 degrés dans l'Est et le Massif Central ; mais 8 à 10 degrés sur les côtes.

Dans l'après-midi, il fera de 1 à 16 degrés du Nord sa Sud; 10 à 11 degrés dans l'Est, 15 à 17 degrés près de la Méditerrance.



DECK 11 6 P BARCELORE 19 10 D NEW-YORK 24
BERNOTE S-M-HE 15
BENORE 9-M4E 15
BENORIE 9-M4E 15
BENORES 15 7 C BEORADE 3 1 B C C C C C C C C C
BENORE 9-M4 15 7 C REGRADE 8 1 B C C C C C C C C C
BENOME S-M-H 15
BENORES 9-M-61 15 7 C BEGRADE
BENONES 9 15 7 C BEGRADE 8 1 B C C C C C C C C C
BENORES 9-M4 15 7 C REGREE 8 1 B 0810
BENORES-M44 15 7 C REGREE 3 1 B 0510 8 ERIP 15 7 P ERIP 10 2 C PAIMADEMAL 20 BRORES 9 8 P REGREELES 11 8 P STANDARD 12
BENORES-MAI 15 7 C BEGRADE 8 I B OSLO
MENORESHME 15 7 C MEGRADE S I B DOLD
AND THE PROPERTY OF THE PARTY O
SEMONT-FEET 13 10 C SANGKOK 32 26 P WAIRORI 77
35 10 10 2 A ATRIDES 24 20 P MOSCOUL 17
CARY 11 9 N ANSTERDAM 11 7 P MONTREAL 16
REST 13 B A ALGER 22 12 C WITAN 16
12 11 P ÉTRANGER MEXICO 26
Manager and an
EARRITZ 16 12 A POINTSAP 27 26 N MADRID 14
FRANCE TOURS

moins 2 houres en été ; houre légale moins 1 houre en hiver.

Chez moi, il fait la pluie et le beau temps.

La météo sur Minitel.

Météo régionale, météo marine, prévisions complètes.

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

Le Monde REGIONS

AQUITAINE

PESSAC. - Du 24 octobre au le novembre, l'Office culturel de la ville de Pessac, en Gironde, organise son quatrième Festival du dessin animé. Les projections de ces films suront lieu dans de nombreuses salles des quartiers de Pessac et des tre aux habitants de bénéficier à proximité de leur lieu de résidence d'une animation de qualité. (19, avenue Pierre-Wiehn, 33600 Pessac. Tél.: 56-45-69-14.)

BRETAGNE

Océanographie spatiale à Brest

Mis en service en 1990 et assonus en service en 1990 et asso-ciant un projet européen (CER-SAT) à un projet national (AVISO), le pôle d'océanographie spatiale de Brest, d'un coût de 100 millions de francs, sera financé par le Centre national d'études spa-tiales, l'Agence spatiale européenne, l'Institut françois nons la probacche l'Institut français pour la recherche et l'exploitation des mers (IFRE-MER), le conseil régional de Breta-gne, le conseil général du Finistère et la communanté urbaine de Brest.

Son rôle sera de recueillir, d'archiver et d'exploiter les données transmises par les satellites mais anssi d'élaborer des produits finis notamment sons la forme d'images, intéressant le régime des vents, les états de surface océanique (vagues et champs thermiques) et les évolu-tions des courants océaniques.

CHAMPAGNE-ARDENNE

La culture

et la technologie

Créée en 1969 et dirigée par M. Jacques Darolles depuis le 1ª septembre 1978, la Maison de la culture André-Mairaux de Reims deviendra le 1= janvier 1987 le Centre national d'art et de technologie.

Le protocole d'accord signé entre M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, et M. Jean Falala, maire de Reims, a redéfini les missions du Centre dramatique national de Reims, dirigé par M. Denis Guenoun, suc-cesseur de M. Jean-Claude Drouot, et de la Maison de la culture André-

Mission a notzmment été donnée vre et améliarer les spectacles réa-lisés dans le cadre de la Maison de la culture André-Malraux ; imaginer et mettre en œuvre de nouvelles réalisations technologiques au ser-vice de l'art et de la culture, dans ses formes d'expressions nouvelles ou traditionnelles, que ce soit à la Maison de la culture, au Parc des expositions, dans le codre Cathédrale, au jardin de la Patte-d'Oie ou dans tout autre endroit; exporter son savoir-faire dans d'autres lieux en France et à l'étranger. »

AUTOMOBILISTES HEUREUX, ÉCOLOGISTES DÉÇUS

Une autoroute en Sologne

ORLEANS

Orléans La Source -106

Lamotte-Beuvron-138

Salbris

tres, et près de quinze ans de discussions. Jamais la construction d'un aussi petit bout d'autoroute n'aura suscité autant de contestations. On vient il y a quelques jours d'inaugurer la sec-tion Olivet-Selbris de l'autoroute A71. Entre ces deux localités, la région traversée s'appelle la Sologne, peradis des chasseurs, mais auest chasse gardée des éco-

Les premiers projets de tracés remontent à 1972. L'un d'eux écornait la Sologne des Etangs, une zone humide d'une valeur ine timeble sur le plan omithologique. L'autre, à l'est de la RN 20, coupait le massif forestier. On attendait les protestations des écologistes. Ce furent au contraire les propriétaires de chasses qui crièrent le plus fort, ou plus exactement qui multiplièrent les interventions en sourdine en haut lieu, notamment au minis-tère de l'équipement.

Une pluie de recours s'abattirent sur les burseux du Conseil d'Etat. Le 5 juillet 1977, ce dernier émit un avis défavorable à la construction de l'ouvrage. Les opposents crièrent victoire, mels l'Etet pessa outre, le projet fut déclaré d'utilité publique quelques mois plus tard, et le tracé, à l'ouest de la RN 20, définitivement arrâté en 1979. Entre-temps, le Conseil d'Etat avait branquement changé d'avis et débouté plusieurs associations de défense.

Le dernier baroud d'honneur contre l'autoroute fut tiré par les socialistas locaux an 1982, appuyés par les écologistes qui se réveillaient enfin. Curieusement, c'est François Mitterrand qui donna le feu vert définitif au mois de mai de la mêma année, se ref-fient aux arguments de M. Cherles Franman, le ministre des transports de l'époque, lui-même presse per les maires communistes de Bourges et de Vierzon qui réclamaient l'autoroute aux portes de

La Sologne est donc victime d'une seignée de taille. Mais il y a

d'abord les automobilistes du week-end qui verront disparaitre les deux bouchons sur la RN 20 de La Ferté-Saint Aubin et de Salbris. Ensuite les batraciens. Cofiroute,

concessionnaire-constructeur. converti à l'écologie, u installé au point kilométrique 39 un « crapauduc » pour les aider à franchir l'obstacle sous la chaussée (le système se compose d'un caniveau

raine), et même reconstitué su kilomètre 35 une « mare de substitution » à proximité d'un fieu de ponte détruit. Même traitement de faveur pour la gros gibier : sept pessages souterrains ont été amé-negés. Meis l'automobiliste ki restera canalisé entre deux heies de Le projet, à l'origine souhe

récupérateur et d'une buse sout

par M. Valéry Giscard d'Estaing pour désanctaver l'est du Massif Central, est en train de devenir une réalité. Une fois arrivé à Bourges, la société Cofiroute devrait faire sa jonction avec la (SAPRR) Société d'autoroutes Paris-Rhin-Rhône, chargée de réeliser le tronçon Clement-Ferrand-Bourges. Début

1990, on devenit postvoic an rendou de Paris à Clermont par autoroute. vent à 1 h 30 de leur terrain d'entraînement favori.

RÉGIS GUYOTAT.

M. Charles-Louis de La Doucett est l'une des plus anciennes de France encore en vente dans les de 20 000 exemplaires vendus autour de Dieppe dans une région maritime, industrielle et agricole. Son succes tient, comme pour tous ses confrères de ce type particulièrement vivants en Norm souci d'approcher un plus près la vie locale.

LIMOUSIN

LIMOGES. - Un important

Entrope des Salles-Lavanguyon, dans la Haute-Vienne. Elles semblent dater du début du douzième siècle et couvrent 60 mètres carrés de surface.

Les coloris sont restés très frais, notamment les biens, très rares à l'époque romane, paraît-il.

La direction régionale des affaires culturelles va les faire consolider. Des sondages laissent penser que les autres parties de l'église sont elles aussi reconvertes de peintures romanes.

LORRAINE

NANCY. - Une nouvelle édition 1986-1987 du « Répertoire des organismes de Lorraine concernés par l'action régionale » vient de paraître. Dans cet ouvrage, réalisé par le service « Informations Lorraine » de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Lorraine sont répertoriés 650 organismes (43 cours Léopold, 54042 Nancy. Cedex. Tel.: 83-32-

. _

المتنافر.

....

1 227

gentlement of the

4 1 . . .

1000

No the Section of the

, x = , r =

 $g_i \in \{+, -, +, -m\}^{-m}$

TOTAL OF A SA

Commence to

entre de la companya de la companya

The second of

1000

10.7

1 21 1 117 A

green server are

THE R P. LEWIS CO., LANSING चक्र १ कि.स.च्या

Security of the Control

12 7 14 1 1 1 14

222 C

THE TAIL IS NOT THE

27 M 17 - 17 - 12 - 12

ficamengo

Diet 195

20 m

12 mg - 1 - 1

Services and the first

2 Parallel grown "Late the state of 2 27 6 to the contract

Clares of their المتار بالمستحدة Company of

Section 1 Lawrence Lawrence The Application of the Control of th Triar man

4- ---

Sparie Same

1 2 4 4

31.

ೌಕರ∟:ಕಟ್ಮ

101 agr o

The state of the

A STATE OF THE STA

- E-1

3

. 20 -- 20

1.00

 $\varphi \subseteq \mathbb{N} \times \mathbb{N}^{2n}$

PROVENCE-ALPES COTE-D'AZUR

Pauvre étang de Berre

Pendant des années, la chute spectaculaire des taux de pollution de l'étang de Berre a été citée en exemple à la suite des résultats obtemis par de vigoureuses mesures prises pour contenir les rejets industriels. Hélas, an cours de la dernière réunion anunelle du SPPL le secrétariat pour les problèmes de pollu-tion industrielle, il a fallu déchanter. La direction régionale de l'industrie et de la recherche s fait savoir qu'une remontée sensible de la pollution industrielle de l'ordre de 25 % avait été constatée depuis l'an dernier à la même époque. Les maires des communes chières de l'étang out une revendication claire : il funt, disent-ils, régénérer les caux. et ne plus se contenter d'opérations ponctuelles qui ne résolvent rien et sont fort oneceuses.

Une nouvelle enquête va procéder à no état des heux avant d'envisager un plan de sanvetage. La situation est particulièrement préoccupante dans le canal du Rove, qui rebait naguère l'étang de Berre à Marseille par le tunnel du Rove, ce dernier étant obstrué depuis 1963 par un éboulement. Mais le coût du « débouchage » est tel qu'il ne se justifie pas compte tenu de la faiport autonome de Marseille vont staller une sorte de drain dans le canal pour tenter d'améliorer la

Cette page a été réalisée par nos carrespondants: Etienne Bauzet, Georges Chatain, Jean Contrucci et Christian Tual. Coordination : Jacques-François Simon.

Les convergences de Paul Bernard

Convergences. Tel est le titre de la revue que la présecture de la région Champague-Ardenne vient de publier. Le premier numéro contient, tradition oblige, un dossier économique sur la Champagne. Antres dossiers : les mesures préventives en cas d'accident dans une centrale nucléaire (la centrale de Chooz est dans les Ardennes, celle de Nogent-sur-Seine dans l'Aube), l'histoire de la bataille de Valmy, et Charleville et Rimband.

Dens son éditorial, Paul Bernard, commissaire de la République de la région, auquel vient de mocéder de l'Etat, qui recueillent de nom-breux renseignements, n'en sont pas propriétaires, mais dépositaires. Ils sont tenus d'en faire profiter le plus grand nombre. La communication ne consiste par à diffuser « sa vérité », à imposer son point de vue, mais elle vise à enrichir l'échange... » Belle profession de foi sous la plame d'un représentant de

Romorantin

l'Etat. ★ Préfecture de la région Champagne-Ardenne, rue Carnot, 51036 Chèlons-sur-Marne Codex.

HAUTE-NORMANDIE

Dieppe et son journal

Le bihebdomadaire les Informations dieppoises-la Vigte a offert un abonnement de cent cinquante ans au meilleur des plus jeunes concurrents des 10 et 25 kilomètres de Dieppe, traditionnelle épreuve de course à pied à travers la ville de Dieppe qui s'est déroulée le 19 octobre.

Le journal entend sinsi fêter ses cent cinquante ans d'existence. Né en 1836 sons le titre la Vigie, la publication dirigée aujourd'hui par

ensemble de fresques romanes vient d'être mis à jour dans l'église Saint-

LE SUCCÈS DES CONTRATS RURAUX

Villageois en Ile-de-France

VEC l'installation des citadins dans les villages d'fie-de-France, leur physionomie ne pouvait que se modifier profondément. Ces nouveaux habitués à un certain niveau de services et à un certain type de vie sociale, demandant Seux de réunion, terrains de sport et de jeux, embellissements et mise en valeur touristique des villages. Et voici donc, avec la disparition des cafés traditionnels, l'avènement des fovers polyvalents.

Les villes nouvelles de la répion parisienne ont été conçues en partie pour concentrer t'urbanisme en un point et éviter que les petites communes ne scient défigurées par les lotissements. De ce point de vue, les villes nouvelles ont réussi. Mais comment permettre aux communes rurales de moins de 2000 habitants de se doter elles aussi d'équipements sans avoir recours aux promoteurs, ce qui augmenterait l'afflux de population ? En effet, leurs budgets ne leur pernt pes de talles opérations. C'est la qu'intervient l'administration, par le biais des contrats ruraux.

Il s'agit d'une subvention accordée aux communes de moins de 2000 habitants par la région d'ile-de-France et les quatre départements de la grande couronne. La taux de subvention de la région est de 45 %, celui des départements de 35 %, avec un platond de 450 000 F pour les communes de moins de 1 000 habitants et de 650 000 F pour celles de 1000 à 2000 habitants. Avec ces plafonds, l'administration, bonne mère, veut prévenir les dépenses somptueires et les travaux inutiles. Depuis le lancement des contrats ruraux, en 1981, leur succès

va croissent : environ trois cents demandes sont déposées cheque année, et la liste d'attente ve jusqu'en 1988.

l'objectif des contrats est de financer des éculosments destinés à améliorar le cadre de vie d'une communa rurale. Sont exclus les équipements scolaires, la voirie et l'assainissement. Il est exigé de la part des communes un effort de réflexion globele sur leur urbanisme. Le programme qu'elles proposent doit comporter au minimum trois opérations. Ces exigences ne vont pas sans poser des problèmes à ces petites tés, le plus souvent dépourvues de services iques. Heurausement, elles peuvent avoir recours aux CAUE (conseil en architecture, urbanisme et environnement) financés par les consells généraux, et dont les projets sont gratuits. Les programmes présentés sont rarement cohérents et ne tirent pas toujours bien perti de leur patrimoine et de leur caractère rural. Les chargés de mission, détachés de la région, aident alors les municipalités à élaborer un dossier qui puisse être retenu.

Ainsi la municipalité de Longnes, dans les Yvelines, voulait construire une grande salle polyvalente, en bordure du village. Le chargé de mission propose alors au maire, M. Roger Petit, de racheter plutôt et de transformer un vieux corps de ferme, en vente au cœur du village, près de la mairie et de l'église. Longnes est maintenant pourvu d'un foyer, de hangars communaux, d'une salle volitée. Une autre subvention a permis la réctisation de salles de classe. Les associations de Longnes ne sont plus obligées de se réunir dans la commune voisine, et le village ti un véritable centre, sans avoir été défiguré.

L'équipement le plus demandé est la salie polyvalente, ou foyer communal. Puis suivent, pâle mâle, les équipements sportifs, les plaines de jeux, les eméne-gements de la place du village, la restauration de l'église, du lavoir... Nentouillet, village de 179 habitants dans le nord de la Seine et Marne, n'avait pas de mairie. Grâce à son contrat rural, il en s au une à disposition, ainsi qu'un foyer rural, et on a même res-tauré le toiture de son église. La vie commune du viilage en a été radiculement transfo

Saupoudrage

Les foyers sont absolument vitaux pour préserver une certaine animation de la communauté depuis la disparition des catés, où l'on pouvait se réunir, discuter, jouer, fêter un mariage... L'aménagement eces verts pour les enfants est également important : à la campagne, le seul espace libre est souvent iz rue, bien trop dangerouse aujourd hui.

Les chargés de mission se plaignent souvent d'un manque d'imagination dans les demandes des municiés. Peu de réalisations sont aussi modernes que la nouvelle annexe de la mairie de Saint-Ouen-sur-Morin, en Seine-et-Mame, en brique et verre. Mais, pour la défense des maires, il faut perer au plus pressé. On pensers plus terd à l'audace architecturale ou à l'aménagement d'un gite rural. Et, loin de la démesure dont

a peur l'administration, les projets présentés monquent souvent d'ampleur.

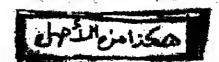
Autre problème : les conseillers généraux et régionaux sont, dans leur écrasante majorité, des citadins. La nouvelle assemblée régionale ne compte que deux représentants des communas da moins da 2 000 habitants, qui représentant pourtant la majoure partie de la superficie des départements de la grande couronne. Et il est difficile de plaider le dossier de la rénovation d'un lavoir devant une assemblée de citadins, habitués à des projets d'une autre amplaur.

Plus important : il est reproché sux contrats ruraux, surtout per les élus socialistes, de ne permet-tre que des opérations de saupoudrage et de ne comporter aucun voiet économique. Il y aurait pourtant besucoup à faire pour le commerce et l'artisanet

li reste que le contrat rural est toujours un événement dans la vie d'une petite commune. L'élaboration du dossier de candidature permet une réflexion inhabituelle sur l'urbanisme. La dossier lui-même est objet de fierté pour le conseil municipal, car il s'agit d'un beau document argumenté, chiffré, illustré. Les traveux achevés, l'inauguration est une grande fête, avec les précidents du conseil régional et du conseil géné-ral, le maire et les personnalités locales, sans oublier les majorettes. Et surtout, il reste des réalisations qui font profondément évoluer la vie des villages.

MARTINE KIS.

No.



Les difficultés de M. Guillaume

M. François Guillaume, le ministre de l'agriculture, n quel-que mal à convaincre tous les -Bus de la majorité du budget qu'il laur unumet. D'abord, l'ancien président de la FNSEA ne sait apparemment pas encore que les représentants du peuple méritent quelques égards. Ainsi, il e mis de fort méchante humeur les membres de la commission de la production, en ne leurconsecrant pes autant de temps qu'ils le souhaitaient, au point que six d'entre eux n'ont pu lui poser les questions qu'ils avalent

M. San

ž.,

.

· · · • •

ere er i ar en eg

99 3 - Card

ه صور ۱۰۰ ما

geres - Page

10 m 10 m 20 m

Les crédits aux-mêmes et leur répartition ne ravissent pas tout le monde. Ainsi, si la commission de la production — comme celle des finances — les e approuvés, son rapporteur, M. Alain Mayoud (UDF, Rhône) e expliqué que le budget de l'agriculture ne suscitait qu'un enthousiasme mitigé. Il insiste aussi avec M. Gilles de Robien (UDF, Saône) sur les conséquences de le privatis de la Caisse nationale du Crédit

Rappel à l'ordre

La commission des affaires étrangères n été plus loin : M. Jean-Merie Daillet (UDF, Manche) ne supporte plus que la politique agricole française soit décidée par des « technocrates européens», et que le gouvernement actuel ait, on accroissant les charges sociales et en maintenant les quotes leitiers, continue la politique de son prédécas-seur. M. Daillet n donc mêlé sa voix à celle de l'opposition, ce qui e eu pour effet d'entraîner la rejet du budget.

La grogne est ainsi forte chez les giscardiens et les barristes. Lors de leur demière réunion de groupe, quand M. Guillaume est venu leur présenter son budget, il s'est fait sèchement rappeler à l'ordre par les élus de l'Ouest qui n'arrivent plus à justifier devant leurs électeurs la limitation de la production laitière. Si le RPR reste solidaire avec celui qui est chargé de maintenir les voix agricoles dans la sillage de M. Jacques Chirac, l'UDF accepte de moins en moins que l'actuel ministre maintienne des choix que l'ancien responsable syndical

Schlumberger vend Fairchild semi-conducteurs au groupe japonais Fujitsu

عظذا ص السيط

Schlumberger, premier groupe mondial de services pétroliers, durement seconé par la conjoncture, a décidé de se défaire de sa filiale Fairchild semi-conducteurs, l'un des premiers fabricants de « puces » dans le monde, qui n'a cessé depuis son rachat en 1979 d'accumuler des pertes. Dens semaines nurès le remertes. pertes. Denx semaines après le remperces. Deux semaines apres le rem-placement de ann président (le Monde du 3 octobre), c'est la première mesure d'assainissement annoncée par Schlumberger, qui, inngtemps cansidérée comme l'entreprise la mienx gérée du monde, a vn ses bénéfices s'effondrer depuis le début de l'année et devrait même, pour la première fois, afficher des pertes au troisième tri-

Le groupe n annoncé le 24 octo-bre qu'il cédera le contrôle de Fair-child semi-conducteurs à Fujitsu, le numéro un japonais de l'informatique. « Cela nous reviendra moins cher et prendra moins de temps que de construire une usine aux Etats-Unis », a affirmé M. Yasafuku, vice-président de Pujitsu. Mais le japo-nais se défend de vouloir, par ce rachat, tourner les accords de prix sur les semi-conducteurs récemment conclu entre le Japon et les Etats-

Une société commune sera créée. Fujitsu détiendra 80 % de son capi-tal, Schlumberger conservant 20 % des parts. Cette filiale regroupera tontes les apérations semi-conducteurs de Fairchild dans le monde, et celles de Fujitsn en Europe et aux Etats-Unis. Fairchild semi-conducteurs empluie 11 500 salariés dans le monde, prin-

société réalise un chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de francs.

Schlimberger conservera, en revanche, trois anciennes divisions de Fairchild : Seutry et Factron, spécialisées dans les systèmes assistés par ordinateurs, ainsi que Fairchild Weston, qui commercialise des sys-tèmes de mesure destinés, notamment, à la défense.

Bien que le montant définitif de la cession à Fujitsu n'ait pas été rendu public, Schlumberger estime que cette opération devrait en définitive se traduire dans ses comptes par une charge de 200 millions de dollars, l'ampleur de la dépréciation d'actifs dépassant largement la valeur de la

Pour le groupe, confronté à l'une des crises les plus sérieuses de son histoire en raison de la chute mondiale des activités de service pêtrolier, qui assurent l'essentiel de ses bénéfices, cette cession constitue une mesure d'assainissement impor-

Depuis son rachat en 1979, Fairchild Industrie n'a cessé de perdre de l'argent, et anrait centé au groupe plus de 1,5 milliard de dol-lars. Placée dans un secteur en plein marasme, la société e encore vu l'an dernier son chiffre d'affaires chuter de 26 % et ses commandes de 41 % En dépit d'un allégement considérable de ses effectifs, tombés de 28 000 à moins de 12 000 personnes en sept ans, Schlumberger n'a jamais réussi à remettre Fairchild sur les rails,

11 500 salariés dans le monde, principalement aux Etats-Unis, en Asie du Sud-Est et an Japon, ainsi qu'en Europe, notamment en RFA. La

systèmes assistés par ordinateur ne parvenaient plus à compenser ces pertes. Schlumberger ne pouvait plus attendre, comme il l'avait fait pendant des années, que la conjone-ture électronique s'améliore pour enfin toucher les bénéfices de sa politique de diversification.

Bien qu'on assure un sein du groupe que les négociations avec Fujitsu avaient débuté en juillet, deux mois avant le départ de son président, M. Vailland, il est clair que le changement d'hammes décidé par les actionnaires à la tête de la société a accéléré les choses. Second de M. Jean Riboud, décédé il y a un an, M. Michel Vaillaud evait été, dit-on, l'un des plus chands partisans de cette diversifi-cation dans l'électronique, et il espérait pouvoir conserver Fairchild jusqu'à ce que sa rentabilité s'amé-liore,

La plupart des abservateurs s'attendent que, sous la direction de son nouveau patron, M. Euan Baird, Sehlnmberger prenne d'antres mesures drastiques afin de tenter de rétablir le niveau de ses bénéfices, lesquels depuis 1980, et jusqu'à l'an dernier, n'étaient jamais tombés en dessous de 1 milliard de dollars (6,5 milliards de francs).

La cession de sa filiale Sedco Forex, achetée il y e moins de deux ans (en décembre 1984), spécialisée dans le forage pétrolier, antre sec-teur actuellement en déconfiture, ferait partie des hypothèses envisagées. Quant à l'activité principale de Schlumberger, le *logging*, la baisse de ses effectifs, déjà largement engagée, toucherait le quart du per-

52 % de Français hostiles à la construction de nouvelles centrales nucléaires

Une majorité de Français (52 %) estiment que l'on doit cesser la construction de centrales nucléaires et 64 % affirment que les responsables du nucléaire ne disent pas la vérité, révèle un sondage Gallnp réalisé en août et septembre pour l'Express-Sciences, daté du 24 octo-bre. Depuis dix ans, les Français étaient majoritairement favorables au nucléaire. Interrogés sur Tcher-nobyl, les Français se disent per-suadés, dans une proportion de deux tiers, qu'une telle catastrophe est possible en Françe et 79 % affirment que les hommes politiques mais aussi les techniciens ont menti à ce

Enfin, tout en étant 42 % à penser que les risques liés au nucléaire sont inacceptables, les Français croient dans leur majorité que ce type d'énergie est intéressant sur le plan économique (55 %) et sont favora-bles à l'indépendance énergétique dn pays (65 %).

• Protestations après la divernce de Cattenom. -- La mise a feu nucléairs (divergence) du premier réacteur de Cattenom (Moseliel le vendredi 24 octobre a soulevé des protestations au Luxembourg et en Sarre. Une plainte e été déposée par un député écologiste contre EDF au grand-duché pour « infraction à la législation sur la radioprotection ». Quant au chef du gouvernement sarrois, M. Oskar Lafonteine, il a estimé que « tous les Etats nationaux mettent en sarvice des centrelee nucléaires à leurs frontières font preuve d'un manque de scrupules sens exemple ».

• RECTIFICATIF. - Plusieurs « coquilles » ont rendu incompréhensibles certains passages de l'article « Ferruzzi renforce sa position dans Montedison avec l'appui de De Benedetti», publié dans le Monde du

L'effirmation salon lequalle M. Gardini croit que Montedison « est une entreprise saine où il peut... trouver son profit » a été formulée par un dirigeant de Montedison et non par un représentant d'un «Ferru 33» inconnu sur la place de Milan.

Montedison a, par eilleurs, acquis l'été demier 12,5 % des actions de la compagnie d'assurances la Fondiaria en sus des 25 % qu'ella avait déjà en portefeuille. Enfin, eprès l'intertitre «Un partage feutré du pouvoir», il conveneit de line que M. Schimberni avait erraché la groupe Montedison à l'ENI pour la ramener dans le secteur

A TRAVERS LES ENTREPRISES

NASA électronique: information contre X

A la suite des difficultés financières de la société NASA électronique, le parquet du tribunal de Paris a ouvert, vendredi 24 octobre, une information contre x... pour banquaroute, infraction à la législation sur les sociétés anonymes et sur les SARL, faux en écritures et usage de faux. Le dossier a été confié à M. Jean-Pierre Michau, premier juge d'instruction. NASA électronique, chaîne de magasins spécialisés dans l'électronique grand public, qui avait été fondée par Thierry Brissaud, avait été acquise par Fives-Lille à la fin de 1983. Sa reprise par M. Pascal Pluchard a éte l'occasion, ces dernières semaines, de la découverte d'irrégularités de gestion. Une procédure de redressement judiciaire e été mise en place le 23 octobre par le tribunal de commerce de Paris. Du coup, M. Pluchard n annoncé, la vendredi 24 octobre, qu'il ebandonnait son plan de

M. Pierre-Brossolette démissionne

de la présidence de Cerus (groupe De Benedetti)

M. Claude Pierre-Brossolette, président de Cerus (Compagnies européennes réunies), holding français de M. De Benedetti, e annoncé dans un communiqué publié le vendredi 24 octobre sa démission de ce poste. Il estime qu'il n'y a plus eentre lui et M. De Banedetti Is totale confiance qui doit exister entre le président at le principal actionnaire ». Le désaccord est né de le hataille pour la prise de contrôle des Presses de la Cité (le Monde du 25 octobre). Il est reproché à M. Pierre-Brossolette, ellié de Cerus à double titre -Worms et Cie, dont M. Pierre-Brossolette est associé-gérant, est actionnaire de Cerus et Pechelbronn, société de portefeuille de Worms et Cie, était l'ellié de Cerus dans le tentative de price de contrôle des Presses de la Cité, d'avoir voulu privilégier la stratégie finencière de Pechalbrana eux dépens d'une stratégia industrielle, objectif principal de M. De Bene-

Euromarché achète Bricorama

M. Vincent Bolloré, PDG de la Société commerciala d'affrètement et de combustibles (SCAC), dont il a pris, il y a quelquaa mois, le contrôle, a vendu à M. Antoine Bernheim, PDG d'Euromarché, la chaîne da megasins Bricorame, filiala Intégrée de la SCAC. Avec Bri-corema (392 millions de francs de chiffre d'affeires, 21 megasins, 13 franchisés), Euromarché, qui est déjà présent dans le bricolaga avec 21 magasins Euroloisirs (800 miltions de francs de chiffre d'affaires), 30 juin.

renforce sa position dans la distribution de matériels de bricolage et

Chargeurs SA prend une participation de 40 % dans Le Textile Delcer

Le groupe Chargeurs SA vient de prendre una participation de 40 % dans la société Le Textile Delcer, e annoncé, le vendredi 24 octobre, Chargeurs SA. Cette participation devrait être progressivement augmentée, ajoute le groupe. Le Textile Delcer, société spécialisée dans la fabrication et la vente de tissus, notamment paur l'habillement sportswear et l'automobile, e un chiffra d'affeiras ennsolida de 600 milliona de francs environ. Son activité est « complémentaire » de calle de Le Leinière de Picardie, autre filiale textile de Chargeurs SA

Etats-Unis: fusion dans les services pétroliers

Affectées par l'effondrement des cours du pétrole brut, deux sociétés eméricaines de services pétroliers, Hughas Tool Co. at Baker International Corp., ont décidé de fusionner. Elles donneront naissance à une nouvalin compagnie, Beker Hughes Inc., qui deviendra l'une des principales de ce secteur avec un chiffre d'affaires annuel estimé à quelque 2,4 milliards de dollars et une part de 55 % à 60 % du marché du forage. La transaction s'élèverait à 460 millions de dollars.

Hughes a enregistré une perte de 507,5 millions de dollers pour les neul premiers mois de 1986, avec un chiffre d'affaires en baisse de 38 %. De son côté, Baker a accusé un déficit de 250,2 millions de dollars pour les neuf demiers mois de son exercice finencier clos la

REPÈRES

Budget

Déficit américain record en 1986

Le déficit du budget fédéral e atteint la chiffre record de 220 milliards de dollars en 1986, indique le bureau du budget de la Maison Blanche sur la foi d'estimations. Ce chiffre traduit une légère amélioration par rapport aux 230 milliards annoncés par l'exécutif américain en août demier, en raison à la fois d'un raientissement des dépenses at d'un accroissement des recettes tion du déficit de 50 milliards de dollars prévue pour 1987 resterait insuffisante pour respecter le pla-fond de 144 milliards fixés par la loi Gramm-Rudman de retour à l'équilibre budgéraire; mais elle marquerait un tournant après plusieurs années de gonfiernent du déficit.

Prêts

Baisse du taux du Crédit agricole

Le Crédit agricole e annoncé, le vendredi 24 octobre, une beisse du taux de ses prêts. Pour l'agriculture, les taux (non bonifiés) vont de 8,50 % (2 ans) à 10,30 % (15-20 ans), contre 8,90 % à 10,70 % précédemment. Pour les collecti-vités locales ils vont de 9,50 % (2 ans) à 10,30 % (15 à 20 ans) contre 10,40 % à 11,20 % précédemment. Pour l'habitat ordinaire, les taux à moins de 7 ans baissent à 10,10 %; dn 7 à 15 nns à 10,25 %; de 15 à 20 ans à

Prix

Légère accélération aux Etats-Unis

Les prix de détail ont augmenté de 0.3 % en septembre aux Etats-Unis aprèe e'être accrus da. + 0.2 % en août. Cette accélération a pour cause principala le remontée des prix des carburants (+ 2,5 % en septembre eprès - 4.7 % en août): Le poste « énergie » de l'indice n progressé de 0,7 % en septembre. Depuis le début de l'année, les prix n'ont eugmenté que de 0,8 % du fait de plusieurs heiases enregietráze en février, mars et avril. En un en (septembre 1986 comparé à septembre 1985), la hausse est de 1,8 %, elle devrait être d'environ 2 % cette

Les hôteliers et restaurateurs demandent la liberté de leurs tarifs

Le Chambre nationale de l'hôteilerie et de la restauration (CNHR) et son nouveau président, M. Robert Zoladz, e rappelé qu'il attendait la Ribération totale des prix. Le CNHR affirme qu'elle appellerait ses adhérents à « modérer » le montant de leurs prastations. La Chambre réclame également la réforme du code des débits de boisson, qui date de 1870 et interdit la pos sion de plus d'une licence. Enfin la CNHR demande que la TVA sur les hôtels quatre étoiles et quetre étoiles luxe soit ramenée de 18,8 % à 7 % comme dans les autres hôtels, en raison notemment des difficultés que rencontre actuellament ce secteur.

Schlumberger

ACCORD SCHLUMBERGER-FUJITSU SUR FAIRCHILD

Fujitsu et Schlumberger ont annoncé conducteurs par le rattachement à Fair-child de la société de semi-conducteurs de Pujitsu aux Etats-Unis (Fujitsu de Fujitsu aux Etats-Unis (Fujitsu Microelectronics Inc.) ainsi que de certaines activités semi-conducteurs de Fujitsu en Europe. Fujitsu détiendra approximativement 80 % et Schlumberger environ 20 % du capital de la nouvelle société. Aux termes de l'accard de principe, Fujitsu fera un important apport au capital de Fairchild. Le conseil d'administration de Feirchild sera composé de représentants de Fujitsu et de Schlumberger ainsi que d'antres représentants d'entreprises américaines.

Douald W. Brooks, présidentun accerd de principe qui prévoit
l'expansien de Fairchild semiconducteurs par le rattachement à Fairchild de la société de semi-conducteurs
u déclaré : « La société mettra à la disposition de sa clientèle les produits, les services et les technologies de Fujitsu et de Fairchild. Les clients actuels de Fulitsu et de Fairchild bénéficieront rufisu et de rairchia beneficieroni sur les grands marchés internationaux de l'expansion des capacités de produc-tion et de l'accroissement de potentiel de recherche ainst réalisés.

L'accord de principe doit être soumis à l'approbation des autorités gouvernementales compétentes et des conseils d'administration de Fairchild et de

Schlumberger

RÉSULTATS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE 1986

An cours du troisième trimestre,
Schlumberger a enregistré une perte de
42 millions de dollars, soit 0,14 dollar
par action; l'en dernier, pour la même
période, le bénéfice not était de 208 millions de dollars, soit 0,70 dollar par action. Le chiffre d'affaires pour ce trimestre est de 1,29 milliard du dollars
contre 1,56 milliard l'an dernier.

Ces résultats incluent des éléments
exceptionnels tels que les gains provenant du règlement du litige uvec Data
General, ainsi qu'un profit sur la vente
partielle de participation dans la Compagnie générale des caux. Ces gains
compensent en grande partie des
charges liées à la réduction d'activité
dans les secteurs pétrole et électronique,
ainsi que la dépréciation de certains investissements.

Euan Baird, président-directeur géné-ral, a précisé que les résultats du troi-sième trimestre sont dus surtout à la beisse continue de l'activité pétrolière, particulièrement aux Etats-Unis, en mer du Nord, en Afrique occidentale et en

du Nord, en Arrique octabanale et en Amérique latine. Le chiffre d'affaires des services pé-troliers est de 551 millions de dollars, soit une baisse de 43 %.

Le chiffre d'affaires de Mesure, Régulation et Composants est de 590 mil-lions de dollars, soit une augmentation de 20 %. Les commandes atteignent 563 millions de dollars, soit une progression de 23 %.

Pour les neuf premiers mois de 1986, le bénéfice net est de 161 millions de dollars, comparé à 724 millions de dollars en 1985 : le chiffre d'affaires est de 4,29 milliards de dollars comparé à 4,89 milliards de dollars.

Le 23 octobre, Fujitsu Limited et chlumberger Limited ont annoucé m accord de principe en vue de grouper d'une part Fairchild Semi-conducteurs, d'autre part, la société de semi-conducteurs de Fajitan aux Etats-Unis ainsi que certaines activités semiconducteurs de Fujitsu en Europe. Fu-jitsu détiendra environ 80 % et Schlum-berger 20 % du capital de la nouvelle société. Suite à cette trausactien, Schlumberger enregistrera sur les résul-tats du quatrième trimestre une perte d'environ 200 millions de dollars dont le montant sera précisé lorsque les termes de l'accord auxunt été définis.

- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS -**LOUIS VUITTON**

RÉSULTAT CONSOLIDÉ A FIN JUIN

le chiltre d'artaires consolude du groupe a été de 729 millions de francs, en pro-gression de 14,5 % sur la même période de 1985, malgré la baisse considérable du dollar. A noter que pour les neuf pro-miers mois la progression est de 20,9 % par rapport à la période de 1985.

A structure comparable (c'est-à-dire hors Locwe), la progression du chiffre d'affaires au 30 juin est de 12,6 % (18,7 % uu 30 septembre). L'effet change défavorable de - 10,3 % u été largement compensé par une croissance en velume fert satisfaisante de de magasins et par l'évolution des prix. Aux États-Unis, la progression en volume a même atteint + 26,2 %.

volume a même atteint + 26.2 %.

Le résultat net consolidé au 30 juin 1986 s'élève à 127,5 millions de franca, soit 17,5 % du chiffre d'affaires, la part du groupe étant de 106,2 millions, soit 14,6 %. L'analyse de ce résultat par branche d'activité fait ressortir une amélioration des performances de l'activité traditionnelle (Louis Buitton Mallotter et The Ferench Company), qui conse tier et The French Company) qui repré-sente actuellement 98,4 % du chiffre d'affaires global. Comme prévu, la résultat consolidé est influencé par les charges inhérentes an démarrage de

Au cours du premier semestre 1986, le chiffre d'affaires consolidé du groupe a été de 729 millions de francs, en pro-trancs (19,1 % du chiffre d'affaires) et la pert du groupe à 102 millions (16 %). L'accélération de la progression du chiffre d'affaires à fin septembre laisse

prévoir parallèlement une uccélération de la progression du résultat d'ici la fin de l'année.

Le premier semestre 1986 marque le véritable démarrage de l'activité Loewe avec l'intégration de six magasins aux Etats-Unis et en Asie du Sud-Est, la reprise du Japan devant prendre place au 1" janvier 1987.

L'accroissement du chiffre d'affaires à fin septembre de 20,9 % par rapport à la même période de 1985 constitue un indice fort intéressant (18,7 % à structure comparable). Il importe de souli-guer la façon dont le groupe a pu, du fait de la diversification de sa clientèle, compenser largement les effets de la profonde baisse du dollar.

Les ouvertures de magasins réalisées an cours de premier semestre ou programmées sur le second porteront le nombre de magasins à l'enseigne Los Vuitton à environ soixante-quinze à 1986, anquel il fuut ujouter les neuf magasins à l'enseigne Loewe.

La Bourse c'est ma vie

La Bourse sur Minitel. L'évolution de votre portefeuille personnel au jour la jour.

It Mondt sur Minitel 36.15 tapez : LEMONDE LE MINITEL A TROUVE A QUI PARLER.

> Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

45-55-91-82, poste 4330



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

IDELE à son habitude de prendre les gourous à contre-pied, la Bourse de Paris a effectué cette semaine un quasi sans fante à la hausse. Le malaise qui avait gagné le palais Brongniart à la mi-octobre s'est dissipé comme par enchantement. La liquidation du mois boursier s'est déroulée jeudi dans un marché en verve (+ 1,95 %). Octobre n'apparaît pas, an bout du compte, catastrophique, le recul se limitant à 1,62 %.

Quant au score hebdomadaire, il progressait de 3,2 %, l'indice de la Compagnie des agents de change (CAC) remontant pour sa part à 383,1 (+ 3,4 %) en l'espace de cinq séances. Tout avait pourtant mal commence handi, rue cinq séances. Tout avait pourtant mal commencé hadi, rue Vivienne. L'indicateur de séance cédait 1,49 %. Les invesers offraient des visages fermés, tout à leurs interrogations sur l'état de sauté de la Bourse. Ne venait-elle pas d'enregistrer su quatrième séance consécutive de baisse ? Le redémarrage observé le lendemain et les jours suivants est cependant venu chasser, un peu vite pent-être, les man-vals démont qui tourmentaient les opérateurs.

Premier signal encourageant : le marché obligataire, qui avait connu des instants critiques, a refait surface. De 106,90 en fin de semaine, le contrat à échéance juin du marché à terme des instruments financiera (MATIF) est remouté au-dessus de 109, pour terminer à 109,05 ven-dredi. Si les craintes d'une reprise de l'inflation restent présentes dans les esprits, elles sont passées au second plan. L'accalmie observée sur le front des momaies et l'amonce d'une hausse limitée des prix à la consommation anx Etats-Unis (+ 0,3 % en septembre, contre 0,2 % en août) e rassuré les opérateurs

Pour la liquidation, les investisseurs institution domnient un coup de ponce an marché, déjà rafferni par les achats d'investisseurs à découvert. L'abaissement du les achais d'investisseurs à découvert. L'abaissement du loyer de l'argent au jour le jour de 7 1/2 % à 7 %, amoncé vendredi, parachevait le regain de confiance de la place. Hormis les opérateurs britanniques, dont on a dit qu'îls liquidaient leurs positions à Paris pour concentrer tous leurs moyens sur Londres, evant le Big Bang (déréglementation financière prévue pour le 27 octobre), les étrangers n'ont, semble-t-il, pas vendu. « Ils resteint plutôt neutres », confisit un benezier. confinit un bange

A l'approche de la privatisation de Saint-Gobain, leur curiosité se manifeste et les demandes de « tuyanx » auprès des professionnels affluent ; de la part des Américalus en particulier. Passeront-ils pour autant à l'action ? Tous les pronostics restent permis. Les réserves portent sur la capa-cité du marché à absorber un nouveau flux de papier. Compte tenn du niveau élevé atteint con derniers temps par

Rebondissements

The Control of the State of the

Paris, certains estiment, de surcroît, qu'il y a plus de ris-ques de perdre de l'argent que de chances d'en gagner, en entrant maintenant dans le marché. Les très mauvaises langues ne disent-elles pas qu'il est temps de vendre lors-que les particuliers décident d'acheter...

Une fois encore, les boursiers out été tenus en haleine par les différentes « affaires » concines ou en voie de l'être. lis ont ainsi pu mesurer l'ampleur des appétits de Francis.
Bonygues, dont le groupe vient de racheter les Trois Quatiers et Madelios. La prise de contrôle s'est effectuée par l'achat de 37 283 actions, soit 58,89 % du capital de ces grands magasins parisiens, détenus jusqu'ici par la société Paris-France.

Presses de la Cité: Ceras jette l'éponge

Mais l'événement marquant de la semaine a été saus conteste le fesilleton des Presses de la Cité. Que de rebondissements depuis l'offre publique d'échange (OPE) laucée le 2 octobre par M. De Benedetti (via Cerus et Pechelbrons) et la coutre-offensive de la Générale occidentale (Gilberte Beand et Jimmy Goldsmith) du 10 octobre! Mardi, le conseil d'administration des Presses se pronouçant à la majorité contre l'OPE de Cerus et Pechelbrons, estimant on'elle présentait a des risques et Pechelbrons. estiment qu'elle présentait « des risques pour la pérennité de l'entreprise ». Le communiqué précisait en outre que « les titres proposés étnient peu susceptibles de courenir-aux actionnaires ayant choisi d'investir dans le secteur de

Un mouveau coup de théâtre se produisait jeudi, avec l'amonce de l'accord intervens la veille entre les deux candidats à la prise de contrôle des Presses. Cerus et Pechelbroun renompaient à leur OPE — une décision qui désappointait quelque peu les observateurs, — tandis que la Générale occidentale (GO) poursuivait son opération visant à obtenir 55 % des Presses. à obtenir 55% des Press

La décision de Cerus et Pechelbronn, qui détienment à paris égales 22,5 % du capital du numéro deux français de l'édition et constituerout, evec GO, «le futur pôle d'actionnariat des Presses de la Cité », a, semble-t-il, suscité des

Semaine du 17 au 24 octobre

remons internes. Alors que M. Claude Pierre-Brossolette, remous internes. Alors que M. Claude Pierre-Brotsolette, président de Cerus, était pent-être partisan de céder à bon prix les titres des Presses ramassés sur le marché à M. Goldsauith, M. Minc, directeur général de Cerus, aurait défendu un engagement véritablement industriel, de la même reine que cebu de M. Dé Benedetti dans Valeo. Sous les lambris, on s'expliquait ependant difficilement que Cerus et Pechelbronn abandonnent si rapidement une offeneiro mills aut félé les vecuriers à déclement. offensive qu'ils out été les premiers à déclencher.

Vendredi, le marché senctionnait cette incom venarea, le marche senctionnes cette mecusiquee: le titre des Presses de la Cité perdait plus de 8%, à 2699 F, déprimé par un retour assez conséquent de papier qui n'a pas trouvé d'acheteur. On apprenaît enfin la démission de M. Brossolette, tandés que la rumeur d'une contre-offensive de Hachette grossianit... Autre valeur attaquée, Fives-Lille a subi le contrecoup des malheurs de sa filiale NASA, le leader français de la distribution de matériel informatique grand public. Les deux repreneurs pressentis, M. Lebard, puis M. Pinchard, se sont, tour à tour, désistés, saus doute effrayés par la profendeur du trou financier. Arrès la nomination d'un administrateur provisoire, handi, le tribunal de commerce de Paris se prononçait pour la mise en redressement judiciaire de NASA. Le titre Fives-Lille perdait pour sa part 24,50%. L'announce d'une perte nette de 465 millions de frances au premier semestre 1386 a fait office de douche froide.

Dans un marché demonrant effecté le la lactif de lactif de la lactif de lactif de la lactif de lac Fires-Lille a suhi le contrecoup des malheurs de sa filiale

Dans un marché demeurant sélectif, les boursiers rese-nieut le mauyais résultat semestriel de Maisons Phénix (50 millions de francs de pertes). La Générale des caux, principal actionnaire, devrait mettre sur pied un plan de restructuration, qui passe notamment par une augmenta-tion de capital. L'augmentation de 55,4% de bénéfice consolidé de Sommer-Allibert étalt, en revanche, bien accneillie, Paction gagnant 7,1%.

Alors que deux nouveaux titres — Alathoua et Dumez — étaient nouvellement cotés en continu, l'interrogation portait sur le Big Bang anglais. Se traduira-t-il par une certaine désaffection de la corbeille parisieune, qui a retrouvé, jendi, une affinence record (1,988 milliard de francs de transactions au règlement mensuel). Les agents de change français auront-ils les moyens de commerver leur fonds de commerce, à l'heure de l'hyper-concurrence anglo-suxoune, et de l'avancée leute mais sûre des banquiers dans les étages du palais Brougniart. Il est encore tôt pour le dire. Mais n'est-il pas déjà un peu tard pour s'en préoccaper ? s'en préoccuper ?

ÉRIC FOTTORINO

24-10-86 Diff.

411,70 + 39,70 1 231 - 54 61 + 3,29 1 800 + 95 1 455 + 105

+ 17

+ 51 - 2 + 175

Cours 23 oct

BB 500

840 370

Cours 17 oct.

87 200

1 618 1 018 2 315

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Matériel électrique

	24-10-86	Diff,
Alsthom-Atlantique .	330	+ 10
CIT-Alcatel	1 900	+ 58
Crouzez	282,18	
Générale des Eaux	1 345	+ 40
1BM	812	+ 24
Intertechnique	1 580	- 80
TIT	351,58	+ 18,50
Legrand (1)	4 600	+166
Lyonnaise des Eaux.	1 380	+ 35
Matra	2 201	+ 11
Merlin-Gérin	2 516	+ 30
Moteurs Leroy-Somer	922	+ 12
Moulinex	63	+ 4,90
PM Labinal	840	+ 85
Radiotechnique	880	+ 5
Schlumberger	224,90	+ 13,60
SEB	569	+ 2
Slemens	2 260	- 8
Signanx	521	+ 31

Telémec, Electrique . | 2755 | - 35 Thomson-CSF | 1490 | - 15 (1) Comme tenu d'un droit de 20 F.

Produits chimiques

	24-10-86	Diff.
ASF	905	+ 20
Bayer	963	+ 12
Hoochst	848	- 12
mp. Chemical	95	- 9
nstitut Mérieux		- 5
aboratoire Bellon		- 15
Norsk Hydro	128,10	+ 1,1
Roussel-Üclaf	1 475	+ 165

Bâtiment, travaux publics 24-10-86 Diff. Auxil. Centreps. 1 488 Bouygues 1 369 Ciments Français 718 Dumez 1 840 GTM 526 J. Lefebvre 1 000 Lafarge 1 340 Maisons Phénix 191 Poliet et Chausson 1 660 SCREG 474 SGE-SB 75 83 + 118 + 46 + 29 + 128 + 3

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	24-10-86	L	Diff.
41/2 % 1973	1 650	-	49
7 % 1973	9 661	-	19
10,30 %1975	103,10	+	0,50
PME 10.6 % 1976	104.55	-	8,45
8.80 % 1977	123,40	-	8,20
10 % 1978	104,60	+	0,69
9.80 % 1978	103.85	_	0.15
3.80 % 1978	180,12	+	6.02
9 % 1979	101.45	-	0.15
10.80 % 1979	107,50	-	6,70
13.80 % 1980	195,69		0.06
16,75 % 1981	107,43		0.17
16.20 % 1982	122	+	1.95
16 % 1982	123,80	÷	1.90
15,75 % 1982		4	1,70
CNE 3 %	4470	Ŀ	30
CNB bq. 5 000 F	192.90	+	0,90
CNB Parties 5 000 F	102.80	+	0,30
CNB Snez 5 000 F .	102.88		0.30
CNI 5 000 F	102.80	4	0,60
			-

Un achat de 1 milliard de dollars

Mercredi 22 octobre 1986, à midi, L'Air liquide, levant une OPA lancée le 12 août dernier, a verse 1,1 milliard da dollars (environ 7 millierde de francs) aux actionnaires de la société Big Three, quatrième producteur de gaz industriels aux Etats-Unis. L'opération était suspendua depuis deux mois à l'autorisation de la commission fédérale de la concurrence, qui l'accorda cinq minutes avant l'expiration da l'OPA; elle élève de 12 % à 20 % la part de L'Air liquide dans le marché américain des gaz tirés de l'air. Elle lui apporte surtout la production de gaz industriels en grande masse, dis-tribués par 2 000 kilomètres de tuyaux le long du golfe du Texas, dans une zone où est concentré 95 % de la chimie et de la pétrochimie des Etats-Unis. Elle mar-que, par son caractère massif (doublement, à 1 200 millions de dollars, du chiffre d'affaires annuel), le point d'orgue d'une reconquête du marché américain amorcée en 1960, avec, an contrepartie, l'engagement de ne plus effectuer de rachats importents avant dix ans. A vrai dire, Big Thras, dont la chiffra d'affaires et le personnel équiva-lent à celui de la division France d'Air liquide, 5,6 milliards de francs et cinq mille personnes, était le damier producteur indépendant à acquérir.

Sur le plan financier, l'opération se révèle la plus grosse jamais effectuée à l'étranger par un groupe privé français. Avec Lazard Freres de New-York pour banquier-conseil, elle e été financée, à hauteur de 500 millions de dollars, par un crédit à sept ans

et à taux variable (6,30 % actuellement), accordé par la BNP, le Crédit lyonnais, la Société générale, ta Banque Morgan, ta Banque du Texas, la Fuji Bank et la Commerzbank. Le risque était bon (prêt en dollars pour un achat en dollars, situé aux Etats-Unis, dans un secteur « sûr »), et les banques se sont barries pour y participer : « Nous avons eu des Cola », a déclaré M. de Royère, PDG de L'Air liquide. Au surplus, ce n'est pas la société française qui donneit sa garantia, mais une filiale américaine à laquelle alle avait apporté una partie de ses participations à l'étranger.

Quant aux 600 millions de dollars restants, ils viennent de France, où L'Air liquide lève 2,7 milliards de france par augmentation de capital (une action nouvelle à 400 F, pour cinq anciennes, jouissance du 1º ianvier 1986), dans sa grande tradition : émission très en dessous du cours de Bourse (755 F vendredi) et gros droit de souscription, donc favorable à l'actionnaire. Conséquence : pas de commission de garantie (1,40%) pour les banques, vis-à-vis des-qualles la société, très peu endettée, a toujours été un client exigeant.

Cette fois-ci, elle s'endette un peu mais ella préparait son coup denuis custre ans. et compte en tirer deux points de plus de croissance, combiant, su surplus, son handicap sur le plus grand marché du monde, celui des Etats-

	24-10-86	Diff
il Équipement	458	- 11
meaire (Cie)		+ 64
stelem	1 382	+ 190
SATERINE SA	1 314	+ 39
F	1 250	+ 80
I	495	- 8
rafrance	3 190	+ 80
inin (La)	791	+ 42
m, PL-Moncean	826	+ 50
cafrance		+ 17
cindas		- 9
idi	1 561	+ 61
		- 10
FP	1 460	Sec.
frabail		+ 87
hneider	1 676	- 13 + 5
B	775	+ 34

Valeurs divers	es	
	24-10-86	Diff.
Accor	420	+ 3
Agence Havas	1 970	+ 3 + 110
rjomen	2 090	+ 57 + 44 + 66 + 35 + 71 + 400 - 18 + 135 + 28 + 60 + 53
ic	630	+ 44
ist	1 485	+ 66
GIP	1 149	+ 35
Jub Méditerranée .	617	+ 71
ssilor	3 308	+ 400
arope l	835	- 18
Inchette	2 720	+ 135
'Air Liquide	751	+ 28
Ortal		+ 60
Verigation Mixto	1 088	+ 53
ord-Est	181	+ B.90
resses Cité	2 659	-
anofi	711	+ 7 + 4
is Rossignol	1 200	+ 4

Alimentation

and the second	24-10-86	Diff.
Béglin-Say	495	+ 8
Bongrain	2 345	+ 45
BSN GDenone	4 225	+ 165
Carrefour	3 625	+ 245
Casino	2 253	+ 102
Euromarché	2915	+ 225
Guyenne et Gase	704	- 3
Leneur	1 292	+ 37
Martell	1 488	+ 136
Most-Hamessy	2 298	+ 137
Nostló	34 900	- 100
Occidentale (Gle) .	1 030	+ 30
Olida-Caby	164	inch.
Pernod-Ricard	1 588	+ 46
Promodès	1810	+ 95
St-Louis-Bonchon	735	+ 25
C.S. Sampiquet	769	+ 25
Source Perrier	202	+ 22
Verve Clicquot	5 220	- 160

Filatures, textiles, magasins

	24-10-86	Diff.
André Roudière	225	+ 5
Agache Willot	1 148	+ 55
BHV	576	+ 88
CFAO	1 740	+ 60
Damart-Servinoste	2 300	+ 90
Darty	4 150	+ 235
DMC		+ 13
Galeries Lafayette		- 63
La Redoute		+ 50
Nouvelles Galeries	501	+ 56
Printemps		+ 3
SCOA		- 7.40

Mines, cooutchouc, outre-mer

	24-10-86	Diff	
Geophysique métal NCO dischelin din Penarroya TZ	285 57,85 34,40 2 535 38 60,30 1,21	- 0.16 + 285 + 1,68	

Pétroles

Pétroles			Métallurgie		
24-10-86 Diff.		construction mécaniqu			
Elf-Aquitaine	310,40 489	- 0,60 + 10		24-10-86	D
Eracan Francarep Petrofina Pétroles B.P. Primagaz Raffinage Royal Dunch Sogerap Total	438 357 1 484 152 542 159,50 576	fach. +37 + 4 + 5 +22 +18,3 - 1 +36	Alspi Avions Dessanh-B. Chiers-Chiers	411,76 1 231 61 1 800 1 455 169,80 394 1 328 1 086	+ - + + + + + + + + + + + + + + + + + +
VALEURS LE PL TRAITÉES			Poelsin Sagem Strafor Val60 Valkonrec	32,90 3 050 514 518 84,80	+ 17

TRAITÉES AU RM (*)

	Note de	Cap. (F)
Générale Esax .	805 25I	I 054 997 260
Michelin	193 364	452 511 326
CR Lyon Part	8 800	394 686 801
Thomson	219 031	332 851 255
Petrier	389 266	328 367 454
Pengent	293 101	307 511 017
Lafargo-Coppée	166 524	208 013 005
ELF-Aquitaine .	540 636	167 719 213
BSIN	38 861	162 180 975
Midi	95 251	141 044 668
Bancaire	126 389	134 463 060
CNE 3 %		
	27 161	122 866 349
Carrefour	32 743	111 713 806
(*) De 16 es 23	octobre inci	DK.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

DE COCIO I EDUCIDO DI GLICO WALL					
Valenes	Harry K	Valcus	Beine:		
BELV Sony Leton Catelon Spir Butign Smiler Minoratic Chib Méd. Michelier Aussecht Rey	+18 +17,4 +17,2 +17,1 +16,6 +13,2 +12,6 +12,6 +12,6 +12,1	Fives-Life Exet Bund Manustrin Randfintein Western Deep Offal St-Helens mines Autgold Genore	-24,5 -13,5 -13,2 -12,3 -11,7 -10,5 -10,1 -10,1 -10,1 -10,1 -10,1 -10,1 -10,1 -10,1 -10,1 -10,1 -10,1 -10,1 -10,1 -10,1		
	1 1 140	20000			

BONS DU TRÉSOR

Lile	-24,5	Séance	o du	24 o	ctobr	e 1986
Martin Martin Martin Martin Martin	- 版 - 版	Echiances	Plan heat	Pies has	Cours comptain retires	Variation (jour/veille) en pls
COM MINES	- 111	Děc	92,90	92,00	92,82	+ 0,87
W	1 - 101	Mars 87	93,10	93	93	+ 0,05
innicae	- 89	J== 87	93,10	92,99	92,99	+0,09
	12 XI	Sept. 87	93.10	93.02	93	+ 8.07

— (tile on lieger).

— (tile on lieger).

Pièce transpaine (20 fr.)

Pièce transpaine (20 fr.)

Pièce transpaine (20 fr.)

Pièce transpaine (20 fr.)

O Pièce transpaine (20 fr.)

50 peece . 20 merts 10 floring

MATIF

COURS	ÉCHÉANCES						
COOKS	Oct. 86	Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87		
Pressier	108,30	198,59	109,60	109,50	109		
+ heut	168,65	108,50	109,75	109,65	109,50		
+ has	108,30	108,50	109,35	109,25	109		
Dersier	108,50	108,50	109,40	109,30	109,05		
Compensation .	108,50	108,50	109,40	109,30	109,05		

LE VOLUI	ME DEST	RANSAC	TIONS (er	n milliers d	le francs)
	20 oct.	21 oct.	22 oct.	23 oct.	24 oct
RM Comptant	1 325 766	1462080	1445982	2 389 266	-
R. et obl Actions	10 835 385 151 007	10 580 415 471 247	12632070 178181	10 035 355 584 775	· <u>-</u>
Total	12312158	12513742	14256233	12 609 396	
INDICE	SQUOTED	CENS (INS)	EE base 100.	31 décembr	e 1985)
Françaises Étrangères	139,3 107,5	139,8 107,1	141,7 106,1	144	Ξ

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1985) Tendance . 141,1 141,4 142,7 144,7 146,2 (base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén. i 366,3 i 366,5 i 370,6 i 375,5 i 383,1

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Irrégulier

Après un redressement en milien de semaine, Wall Street a de nonveau perdu du terrain vendredi, l'indice Dow Jones cléturant à 1832,25 (coatre 1837,04 le 17 octobre).

Le marché à réagi positivement à la progression de 4,9 % des commandes de biens durables en septembre. Mais la forte remontée du dollar enregistrée vendredi pourrait compromettre l'amélioration de la situation compétitive de l'industrie sunéricaine.

La progression de 2,4 % du PNB au troisième trimestre a'a pas dopé les opé-rateurs, qui avaient amicipé ce chiffre. La détente des taux d'intérêt obliga-La détente des taux quieres tonga-taires, intervenne jeudi, a en revanche mieux disposé le marché. Les prises de bénéfices l'emportaient cependant en fin de semaine.

	Contra 17 oct	24 oct.
Alcos. ATT Boeing Chase Man. Bank Du Post de Nemous Bartman Kodak	35 1/2 24 1/8 54 1/8 35 5/8 81 3/8 56 1/2	35 1/2 23 3/4 56 1/8 36 1/4 81 3/8 58 1/2
Extron Ford General Electric General Motors Goodyear	68 1/8 55 1/2 76 3/4 66 3/4 41 7/8	66 3/8 57 7/8 76 3/8 69 7/8 44 121 3/8
IBM TTT Mobil Oil Pfizer Schlamberger Teraco	122 1/8 52 37 7/8 69 1/8 32 5/8 35 1/8	53 1/8 37 59 3/4 32 36 1/4
UAL Inc. Union Carbide US Corp. Westinghouse Xeron Corp	58 207/8 26 56 1/8 54 7/8	58 1/4 21 7/8 26 56 1/4 54 1/4

LONDRES Effritement

La tendence s'est efficiée pendant cette dernière semaine de transactions traditionnelles avant la grande révolu-tion financière et technologique, le Big Bang, qui doit entrer en vigueur landi 27 octobre.

Le volume des transactions e été exceptionnellement faible car la plupart des opératours étaient peu disposés à ouvrir de nouvelles positions avant cet événement qui supprimera les commissions fixes, abolira les cloisons entre brotage (carette de channel) et inhere. kers (agents de Change) et jobbers (contrepartistes) et ouvrira les portes aux professionnels étrangers.

La tendance e aussi été alourdie par des inquiétudes persistantes concernant l'évolution des mux d'intérêt.

Indices «F.T.» du 24 octobre : indus trielles, 1 251,6 (contre 1281,5); mines d'or, 262,9 (contre 298,2); fonds d'Etst, 82,53 (contre 82,31).

	Cours 17 oct.	Cours 24 oct.
Bowater	423	415 325
Brit. Petroleum	666 270	646 261
Courtuilds	289 760	285
Free State Gedald (*). Glazzo	135 952	130 920
Gt. Univ. Stores Imp. Chemical	143/8	147/8
Shell	908 18 51/64	898 18 35/64
Vickers	395 34 1/2	385

FRANCFORT

Consolidation

Après une lougue période de turbu-leaces, la bourse de Francfort s'est enfin consolidée. D'importants achars, antant de RFA que de l'étranger, dus à la farte hausse du dollar qui a nettement repassé la barre de 2 DM vendredi, out permis de terminer la semaine en beauté. A l'exception des bancaires, encore malmenées en raison de leurs engage-ments dans le groupe immobilier Neue Heimat, dont les dettes s'élèvent à

17 miliarda de DM, la plupart des ars les plus représentatives out clôturé en forte hausse.

Iadice de la Commerzbank du 24 octobre: 1 968,40 contre 1 950.

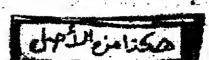
	Cours 17 oct	Cours 24 oct
AEG BASF Bayer Commerchank Doutschobank Hoechst Karstadt Mannesman Stemens Volkswagen	300 266,50 287 300,50 776 255 475 166 683,50 464	319,50 274,50 291,50 304,50 775,50 257,30 475,59 178 691 480

TOKYO

Tonjours la baisse Maigré une hausse record euregistrée

Maigré une hausse record emegisirée an cours de la séance de jeudi, Tokyo a continué de se replier sur l'ensemble de la semaine. Mercredi, pour la première fois depuis le 22 mai, le Nikket est passé sous le seuil des 1 600 yens. Depuis, son record du 20 août (18 936,24), le marché e cédé 16 %. Bien qu'ils disposent de grandes réserves de liquidité, les gros investisseurs sont pen intervents. investisseurs sont peu interven Indices du 9 octobre : Nikkel : 16 162,37 (contre 16 701,34) ; Indice général : 1 343,64 (contre I 405,34).

Cours 24 oct AlcaT Bridgestone Canon 650 1 950 1 680 1 260 1 260 472 3 150 1 900 Canon
Paji Bank
Honda Motore
Matsushita Electric
Mitunbishi Heavy 1 650 1 400 1 489 405 3 800



محدا من النظر

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHE

A manier avec précaution : le Libid

Le marché international des Le marché international des capitanx continue de se morfondre. Dénué de tendance, il erre comme use âme en peine sans trouver ane branche à laquelle se racerocher solidemeut. Malgré les signes renouvelés de faiblesse de l'économie américaine, tout semble indiquer que le taux d'inflation des États-Unis pourrait bien remouter aux environs de 5 % an printemps prochain. Le déficit commercial any environs de 5 % au printemps prochain. Le déficit commercial américain dameure un facteur inflationniste important, et on ne voit pas comment ce paramètre pourrait se modifier parce que l'Amérique n'u rien à exporter. La seule évocation d'une poussée inflationniste possible le printemps

inflationniste possible le printempa prochain aux Etais-Unis, et donc d'une hausse éventuelle des taux d'intérêt, continue d'affecter négativement le marché euro-obligataire à taux fixe, où les vrais acheteurs à taux fixe, où les vrais acheteurs d'annavent raux Aussi les empresses. demeurent rares. Aussi les emprun-teurs se rabattent-ils sur le marché à taux variable. Mais celui-ci reste égalament frugile : l'énurme volume proposé cet été n'est pas encore totalement absorbé.

De plus, les euro-prêteurs u'aiment guère le Libid, taux inter-bancaire demandé à Londres sur les dépôts en eurodollars, auquel sont indexés un certain nombre d'euro-emprunts récents. La quasid'euro-emprunts récents. La quasi-déconfiture essuyée par l'emprunt de 300 millions de dollars sur dix ans proposé la semsine précédente au pair par la Banque européenne d'investissement (BEI), à partir d'un taux d'intérêt flottant qui consiste en la déduction du Libid de dix points de base et qui se trai-tait vendredi à 99,50-99,55, c'est-à-

Beaucoup de bruit pour peu?

Eu choisissunt le Libor, la Société générale n'u pas en à pren-dre untant de précautiuns. Le dre nutant de précautiuns. Le Libor conserve ses attraits, et la Société générale l'a, malgré un petit hoquet passager, expérimenté avec bonheur après avoir lancé, un pen plus tôt dans la semaine, un curo-emprant « à durée indétermi-née » de 300 millions de dollars. Offert à un peri de 100 05 à extis Offert à un prix de 100,05 à partir d'un taux d'intérêt semestriel qui sera l'ajout de 0,075 % au taux du Lihor à six muis, il est tout d'abord parti en flèche, se traitant d'emblée au pair. Devant la forte demande, le montant de la transaction a donc rapidement été augmenté de 200 millions pour être porté à 500 millions de dollars.

 $\sigma = \omega_{\rm ext} + \varepsilon + \varepsilon \frac{1}{2} \frac{1}{\sqrt{\varepsilon}}$

en es a les planes

- - - - - - - / 0=

and the second

Land Carte Man

100 m

A ce moment-là, des rumeurs selon lesquelles les autorités japonaises pourraient inviter les institu-tions nippones à restreindre leurs achats d'euro-emprents perpétaels ont commencé à circuler. Elles ont dire bien en dehors de la commis-sion globale de 0,20 %, illustre bien la méliance du marché à l'égard de cet index.

Dans ces cuuditions, il fuut maneuver avec prudence. C'est ce qu'a fait la BFCE en lançant, vendredi, en dessous du Libid un euro-emprant à taux flottant de 600 milliuns de dollars, dunt 350 millions seront émis tout de suite et le solde plus tard. La transante et le sonde pars inte. La trai-saction, qui est garantie par la France, s'étendra sur dix ans, mais les porteurs auront la possibilité d'en demander le rendement anticipé après seulement cinq ans.
L'intérêt sera inférieur de deux
points de base au Libid et le prix
d'émission de 100,10. La commission globale s'élève à 0,15 %. Ces
conditions sont certainement loin d'être générouses, mais la BFCE, grâce à la présence d'un garant unssi prestigieux et recherché qu'est l'Etat français, aurait pu se mourer encore plus sévère.

Dans cette affeire le BECE et

montrer encore plus sévère.

Dans cette affaire, la BFCE et le Trésor frauçais out négocié d'une manière responsable avec le Crédit suisse-First, Boston (CS-FB), qui dirige l'opération en association avec l'américaine Bankers Trust, le Crédit lyonnais et la très britannique S.G. Warburg. A elles quatre, ces banques ont souscrit au quatre, ces banques ont souscrit an niveau primaire 240 millions de dollars, ne laissant ainsi sur le marché que 110 millions, et le CS-FB entend bien punir sans pitié les établissements qui tenteraient de larguer à découvert et à bas prix le papier dont ils ne disposent pas encore.

fortement baissé. Elles se sont heu-rensement révélées erronées. En fin de semaine, l'opération s'était bien reprise et se traitait aux environs de 99,90-99,95, soit à l'intérieur de la commission globele de 0,20 %. la commission globele de 0,20 %.

Le lundi 27 octobre, on dit que la City de Londres devrait s'éveiller au son d'un « hig bang » si formidable que la démarche de la Bourse de Londres pourrait devenir moiss assurée et que la silhouette parfois diffuse da cette vieilla dame vénérable qu'est la Banque d'Angleterze pourrait bien s'en trouver requinquée. Mais ne s'agittrouver requinquée. Mais ne s'agit-il pas, an fond, de beaucoup de bruit pour rien? En fait, les deux principaux effets du «Big Bang» seront, d'une part, d'abolir la diffé-

rence antérieure entre « jobbes » et « brokers », faisant des uns et des autres des « faiseurs de marché - (market-makers) uptes à satisfaire les besoins tant des investisseurs institutionnels que ceux de la clientèle privée et, d'autre part, momentanément affecté la proposi-tion de la Société générale, dont le cours sur le « marché gris » a alors de permettre aux banques étran-gères d'opérer, de manière identi-que, sur le marché britannique. En

outre, la structure, auparavant rigide, des commissions prélevées par les banques concernées sera dorénavant laissée au gré des éta-blissements bancaires.

Si l'on se duune la peine de si l'on se duune la peine de comparer ce qui va se passer dans la City britannique avec la révolution qui s'opère plus allencieusement sur la scène bancaire française, l'importance du « big bang » londonien semble très surestimée et le résultat d'une opération publicative conduite de président de la conduite de la condu taire conduite de main de maître. Le marché britannique ne fait en sorte que d'ajuster ses règles de conduite à celles en vigueur depuis belle lurette sur l'euromarché. La différence avec les autres places financières est que Londres, qui pour des raisons géographiques, libertaires (1), économiques et fiscales, abrite la plus grande communauté bancaire étrangère dans le monde, s'est, un terme d'un long processus de plusieurs aunées, trouvé contraint d'adouter les ns et trouvé contraint d'adopter les us et coutumes plus raffinés de l'euro-

La France revient de bien plus loin. Sonmis à une supervision éta-tique très stricte, un contrôle des changes intermittent et la double tutelle d'un actionnariat gouverne-mental et de syndicats corpora-tistes plus soucieux de sanvegarder des situations acquises que du bien des usagers, le système bancaire français n'est parvenn à l'âge adulte qu'au cours des trois der-mères années. Empêtré dans un isolationnisme superbe et une tradition centenaire, il u'uvait non sen-lement rien imaginé mais anssi rien va de ce qui se passait dans le monde. Les émissions de certificats d'investissement de plusieurs étaements français, an printemps et à l'été dernier, ratées parce que bâties sur des principes surannés, montrent l'ampleur du problème.

Alors que s'amorce la modernisation de son système hancaire, que le plus grand mouvement de privatisation qu'on ait jamais va dans le monde se profile, que les marchés se globalisent, qu'ils s'internationalisent et que les tech-niques se raffinent, la France offre plus d'opportunités aux banques soucienses de participer à ce grand chambardement qu'ancun autre pays. Le « big bang », il se produit surtout en France et non dans la

L'ironic est que ce sont les amé-ricaines installées à Londres qui en sout le plus conscientes et qui entendent investir en bonne et due forme l'ensemble du marché fran-

CHRISTOPHER HUGHES.

(1) Libertaire : « Qui n'admet, me reconnaît aucune limitation de la liberté individuelle...» (Le Robert.)

LES DEVISES ET L'OR

Remontée imprévue du dollar

Concon, le revoilà! Il s'agit, bien entendu, du dollar, dont le glisse-ment lent avait repris la semaine dernière, et qui a jugé bon, cette semaine, de pousser subitement une pointa très remarquée (près de 3 %), prenant à contre-pied des mar-chés dessents perseny. On l'a mu chés devenus nervenz. On l'a vu repasser la barre des 2 DM, a'élever au-dessus de 6,60 F et surtout pro-gresser de 4,5% à Tokyo, où il a retrouvé son cours du début de juillet dernier, dans une ascension irré-sistible. A vrai dire, tout est venu du

La semaine avait commencé sur une note calme, puis on notait una légère remontée de la devise américaine uprès les déclarations de M. Karl-Otto Poehl, président de la Banque fédérale d'Allemagne. Dans une allocution pronuncée à Londres, il uvait estimé que le dollar avait « suffisamment baissé ». Sans doute, ce n'était pas la première fois qu'il exprimait pareille opinion, mais elle fit son petit effet. Les jours suivants, passés dans l'uttente des chiffres de la croissance américaine au troisième trimestre, le billet vert se tenait dans ses enurs. La croissance en question svait été de 2,4%, en rythme annuel, chiffre bien supérieur à celui du deuxième trimestre, mais très lergement anticipé par les milieux financiers.

Tout changea, en revanche, le jendi. Ce jour-là le dollar, déjà plus forme à Tokyo, dépassa 156 yens, et s'emballa littéralement vendredi, bondissant au-dessus de 160 yens pour la première fois depuis le 4 juil-let dernier, et tuuchsut même 162 yens. Que s'était-il passé ? Tout simplement l'accélération des schats d'obligations américaines par les investisseurs institutionnels nippons, centrales se hâteront de taper sur le déjà signalée la semaine dérnière uez du billet vert s'il s'envolait trop

ment, un achat de 1 milliard de doilars par une hanque de placements japonaise. Ce phénomène a deux causes. La première est le sentiment que la baisse du dollar contre yen était terminée, du moins pour moment, avec un palier de résis-tance à 150 yens et au-dessus (con-tre 242 yens le 22 septembre 1985, avant le grand repli). La seconde est la morosité qui s'est emparée des milieux financiers juponais. La Bourse de Tukyo a fléchi de 16 % après le mois d'auût, après une hansse un peu inconsidérée il est vrai, et vient, notamment, de connaître plusieurs séances - noires - à la suite les unes des autres.

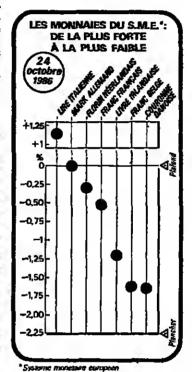
Dans ces conditions, les grands investisseurs nippons (compagnies d'assurances, caisses de retraite, fonds de pensions, fonds de place-ments collectifs) se sont retournés vers le marché américain, qui leur paraît nettement plus prometieur. Il est possible également que l'annonce d'une cruissance plus furte et, notamment, d'une forte augmentation des commandes de biens durables en septembre aux Etats-Unis (+4,9%) ait joné un rôle. En tout cas, le fait était là : les Nippons sont revenus en force à New-York, après s'en être abstenus depuis le début de l'année, par crainte des pertes de

La hausse du dollar qui s'est alors répereutée sur les places européennes va-t-elle continuer? La grande majorité des opérateurs restent sceptiques. Pour eux, la ten-dance reste baissière à moyeu terme sur la devise américaine. Au reste, ils enmptent bien que les banques centrales se hâteront de taper sur le

165 yens et 2,07 DM. Le recul du dollar avait été décidé le 22 septembre 1985 afin de contribuer au rétablissement de la balance commerciale des Etats-Unis : il n'est pas question de le laisser remonter, et du Japon s'y emploieront. La livre sterling u'a guère participé à cette petite fête. Elle n'a pn suivre le dol-lar, et s'est fort médiocremens raffermie par rapport aux monnaies européennes, notamment le mark. Il européennes, notamment le mark. It est vrai que la balance des paiements britannique, en septembre, s'est montrée plus déficitaire que prévu, ce qui u'a pas arrangé les choses. M. Thatcher a rejeté, une fois de plus, le principe d'une entrée de la livre sterling dans le système monétaire européen, répondant, ainsi, de manière uégative à la pro-position qui lui en avait été faite, le handi 20 octubre, par M. Kari-Otto Poehl, de passage à Londres. Tuut donne à penser, uéanmoins, qu'après les élections législatives britanniques (au printemps prochain) la devise britannique fera son entrée dans le SME.

La remontée du dollar aura fait une heureuse, la Banque de France, qui u'avait plus, en fin de semaine, à souteuir le franc enstre le mark, qui, à la veille du week-end, avait décollé de son cours fatidique de 3,2760 F (uiveau d'intervention) pour fléchir à 3,2670 F. Pourvu que ça dure!

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 20 au 24 octobre

PLACE	Lient	\$EU.	Franc français	Franc	D. mark	Franc belge	Florin	Lira Izaliama
					-	-		-
Landres			_	-	-	-	-	-
	1,4115	_	15,8489	59,7550	49,1642	2,3691	43,5161	BUILD
New York	1,4310		15,499	61,6903	58,6329	2,4366	44,7828	BATTS:
	9,3794	6,6450	-	397,57	326,76	15,7421	289,16	4.7762
Paris	9,2525	6,4700	-	399,13	327,59 .	15,7651	289,74	4,7295
	2,3671	1,6735	25,1843	-	12,2763	3,3647	72,8242	2,1903
Zwich	2,3196	1,6210	25,8544		12,0799	3,9498	72,5929	1,150
	2,8710	2,0340	30,5095	121,54	-	4,818\$	68,5117	1,4454
Franket	2,8267	1,9750	30,5257	121.13		4.8123	88,4460	1,407
	59,5794	41.21	6,3521	25,7776	207,52	-	18,3681	AMOS
Bracelles	58,7282	41.04	63(31	25,3177	287,79		18,3788	3
Ameterius	3,2436	2,2980	34,5824	137.32	112.98	5,4442	-	1.6344
	3,1954	2.2330	34,5137	137,75	113.06	5,4410	-	1530
	1384.57	1456	201.59	146,15	GP1,25	33,3096	611.84	_
	1957.60	1363	211.44	M3.32	692.65	33.3333	612.62	•
	227.53	161.45	24,2965	54.475A	79.3756	3,8249	70,2567	1.150
Tologa	228,66	154.28	21,8333	95,1264	78,6794	3,7573	69,0550	8.1127

A Paris, 100 yens éraient cotés, le vendredi 17 octobre, 4,1158 F comre 4,1958 F le vendredi 24 octobre.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Coup d'arrêt à la baisse de l'étain

Pour la première fois depuis sept mois, les cours de l'étain sout repassés cette semaine au-dessus de la barre des 4 000 livres par tonne sur le marché libre européen. S'ils sont loin d'avoir retrouvé leur niveau d'octobre 1985 - 8 500 livres par tonne, - ils semblent en revanche s'éloigner de la zone critique qu'ils avaient touchée en mars dernier: 3 400 livres par toune, le prix le plus bas de ces dix dernières années.

Depuis la faillite du directeur du stock régulateur de l'étain, qui a entraîné la suspension des cours au London Metal Exchange le 24 octobre 1985, le marché n'avait cessé d perdre pied. L'éclatement de l'accord international de stabilisation et l'accumulation de stocks pléthoriques et incontrôlés de métal apparaissaient comme autant de dépresseurs. Les dégagements rapides de la spéculation ne faisment qu'accélérer la spirale baissière.

PRODUITS	COURS DU 24-18
Cultre h. g. (Lonius)	956,5 (+ 10,5)
Trois mais	Livres/tonne
Alexandre (Leades)	#31 (+ 4.5)
Trois mois	Livres/tome
Nickel (Ludes)	2 619 (+ 0)
Trois mois	Livres/tonne
Sucre (Pais)	1 193 (+ 4)
Décembre	Princs/tonne
Cadi: (Lucius)	2 115 (- 148)
Novembre	Livres/2000e
Cacae (New-Yark)	1 952 (- 39)
Décembre	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	288 (+ 12,15)
Décembre	Cents/boissess
Mais (Chicago)	173 3/4 (9,75)
Décembre	Cents/boissessa
Soja (Cicago)	148,88 (+ 2,98)
Décembre	Dollars/t. courts

Le frémissement – encore léger – observé ces jours derniers témoigne d'une certaine amélioration de la situation statistique de l'étain. La Malaisie, premier producteur mon-dial, devrait, cette année, limiter son activité d'extruction à 27 800 tonnes, contre 36 880 tonnes l'année précédente. Un coup de frein brutal dont les conséquences sociales sont considérables. Avant la crise d'octobre dernier, 460 mines, qui occupatent 23 000 mineurs, étaient en service. Fin juin, 175 sites restaient ouverts, employant au total

Un scénariu comparable s'est déroulé en Bolivie. Selon le Conseil international de l'étain (CIE), ce paysne devrait pas produire plus de 11 000 tonnes en 1986, coutre 16 100 tonnes l'an passé. Certains situent même son volume d'activité à 6 000 tonnes. Malgré la montée en puissance du Brésil (dont l'ambition est de devenir le premier producteur mondisi) et de la Chine, l'offre mondiale pourrait s'établir en fin d'année à 127 000 tounes, en baisse de 20 % ser 1985 (158 000 tonnes). En même temps, la consommation du monde occidental, toujours selon le CIE, augmenterait légèrement cette unnéc puur s'établir à 160 300 tonnes, 159 600 tonnes en 1985.

Cet assainissement forcé du marhé permettra sans doute aux stocks de a'infléchir. Au plus fort de la crise, ils ont représenté plus de 110 000 tonnes, sans compter les 80 000 tonnes environ détennes par le directeur du stock régulateur, M. de Koning. Ils ont aujourd'hui reculé d'environ 30 000 tonnes.

Quant à la marchandise détenne initialement duus la cadre de l'accord international, elle a changé de mains après la faillite du cons de l'étain. Ce stock uvait en effet été constitué et financé grâce à des prêts consentis par une quinzaine de

banques, qui avaient « gagé » leur avance sur la marchandise physique achetée. Devant la déroute financière de M. de Koning, les banquiers se sont ainsi retrouvés propriétaires d'une moutagne d'étain dont la valeur n'a cessé, jusqu'à ces jours-ci, de décroître. Si quelques-uns out préféré vendre une partie du métal sur le marché libre, accentuant ainsi la chute des cours, pour récupérer une partie de leur mise, la plapart ont cu la sagesse - et les moyens de conserver l'étain dans l'attente de jours meilleurs. N'était-il pas catastrophique de céder à moins de 3 500 livres per tome une matière première achetée, as minimum, à 8 500 livres ?

Ceux qui out temporisé devraient limiter les dégâts. Des ordres d'achats émanant de l'industrie donnent actuellement un coup de fouet unx prix, tandis que les producteurs et les détenteurs de stocks pratiquent la rétention pour amplifier le mouvement. De l'uvis des courtiers, le marché pourrait retrouver un 6 000 livres. Il est, en revanche, dif-ficilement concevable de voir les prix remonter à leur niveau de l'an dernier, lorsque l'accord international maintenait à grands frais un plancher de 8 500 livres, malgré la pléthore de métal, la spéculation à la baisse et le recul de la consomma-

Aucun miracle u'est plus à attendre de l'étain, sévèrement concur-rence par l'ahuminium et les plastiquez dans sun sectenr de prédilection, l'emballage (55 % des usages totaux). En septembre, les principaux producteurs, réunis à Sac-Paulo, ont formé le projet de stimuler la création d'industries chimiques qui ntilisent le métal blanc comme matière première. La chimie ne représentait cependant, en 1985, que 7 % des débouchés de l'étain.

ERIC FOTTORING.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Retour de flamme à Paris

L'excès en tout mit et, si les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel, la descente aux enfers a toujours une fin. La semaine dernière, nous nous demandions dans ces colonnes si la baisse violente du marché obligataire et du MATIF n'était pas proche de son plancher, uprès la séance du vendredi qui avait semblé ouvrir un gouffre sous les pas d'opérateurs trop engagés. Eh bien l'e'est ce qui s'est passé, uvec un retour de flamme si bruial que les rendements out presque reperdu leur demi-point gagné suparavant, et que les cours out presque regagné les 3% aban-donnés dans leur grande chute. Selos les indices Paribas, ces rende-ments sont repassés de 8,60% à 8,16% pour les emprents d'Etat à plus de sept ans, de 8,58 % à 8,18 % pour ceux de deux à sept ans et de

9,32% à 9,08 % pour ceux du secteur Que s'est-il donc passé? Tout simplement une réaction technique tout à fait classique. Le début de semaine avait plutôt été catastro phione. Le taux du jour le jour sur le marché munétuire passait de 7 3/8 % à 7 1/2 %, certains le voyant monter à 8 % vers la fin de la semaine, dans la partie de bras de fer engagée entre la Banque de France et des établissements ban-caires, le retard dans la constitution le leurs réserves ubligatoires au 25 octobre. En outre, l'udjudication de bons du Trésor reflétait une hausse de 0,20 %, à 8,86 % sur treize semaines. Du eunp, l'échéance décembre du MATIF, qui avait touché 105,90 (base 100, 20 février 1980), le vendredi précédent, avant de terminer à 106,90, replongeait à 106,30, ce qui reflétait un rendement de 8,75 % environ sur les cmprants du « gisement ». Puis, dans la soirée, la résistance s'orga-nisa. On vit la Caisse des dépôts, le Crédit agricole et plusieurs autres nisa. On vit la Caisse des dépôts, le ruble, qui a seeuné le MATIF Crédit agricole et plusieurs autres investisseurs institutiunnels fondément et surtout si longtemps,

commencer « à faire leur marché », a achetant du papier en quantités appréciables (par centaines de milliers de francs). Etait-ce à l'instigation du Trésor, anxieux de casser une psychose à ses yeux injustifiée et pernicieuse? C'est possible, mais il est pen probable que les gérants de ces établissements et de leur SICAV aient trouvé tout à fait attractifs les rendements ufferts, de 8,75 % à 9 % et même 10 % parfois : que la baisse du taux soit tout à fait arrêtée dans l'immédiat, soit ! Mais qu'elle fasse place à une remontée rapide, e'était tout à fait déraisonnable ! Ce qui était raisonnable, en fait,

pour les gérants des SICAV astu-

cioux, c'était de rentrer dans le marché à des niveaux tout à fait loyaux et marchands, ce qu'ils firent. Résultat: ce fut une belle remuntée, mardi, timide d'abord, à 106,35, toujours sur décembre, puis au-dessus de 107, puis de 108. La rumeur courat même, sur le marché. que le chroniqueur financier d'un grand quotidien du soir allait annoncer, ce jour-là, la baisse du taux de la Bundesbank le jeudi suivant. Qu'allait-on chercher là! Le jeudi en questinn, ladite Bundesbank s'empressa de ne pas bouger. Cela n'empêchera pas le MATIF de poursuivre sa reprise, sans connaître de réaction technique après une réac-tion aussi brutale, l'échéance décembre passant de 108 à 108,6 jendi, en dépit de la Bundesbank. Vendredi, le retour à 7 % du taux de l'argent an jour le jour, pour saluer la sin de la périude de cuustisutiun de réserves bancaires et pour témoigner de l'abondance de liquidités, plongea tout le monde dans le ravisse-ment, et la semaine se termina au voisinage du plus haut (109,40 sur décembre, après 109,75).

Au terme de cette semaine mêmo-

plusieurs questions se posent. Tout d'abord, qui u enfoncé le clou? Cer-tains parlent d'une grande banque, d'autres, de commis d'ageuts de change un peu trop spéculateurs, d'autres encore d'opérateurs aux nerfs trop fragiles, d'autres, enfin, de spéculateurs habiles? C'est pos-sible. En tout cas à la veille du sible. En tout cas, à la veille du weck-cud, il y avait » du sang sur le carreuu » et des plaies béantes. Audelà de cette tourmente, que le MATIF, il faut le dire, a traversé sans incident de fonctionnement -les fusibles ont résisté, - il faut bien faire un constat : l'écart entre les taux longs et courts, tombé à presque rien au début de septembre dans l'anticipation d'une nouvelle baisse des taux, s'est rétabli, et la marge de risque sur les échéances longues s'est reconstituée...

Cette anticipatinn ne pouvait déboueber que sur deux événe-ments : la diminution des taux courts ou l'aumgentation des taux lougs. Cumme la résistance de l'Allemagne et l'état du franc ren-daient caduque la première hypothèse, c'est la seconde qui a prévalu.

Maintenant, il s'y a plus de véritable tendance sur le marché, bien que certains restent confiants dans une nouvelle, et modeste, désesca-lade. Le véritable problème est le suivant : ou on croit à une inflation à 2 %, et le niveau uctuel des taux est trop élevé; on ou table sur 3,5 % à 4 % l'an prochain, et les niveaux els sont convenzies, ou même un pen bas.

En attendant, les marchés de New-York et de Chicago, véritables phares, out bénéficié du retour des investisseurs japonais, de sorte que les adjudications du Trésor américain se sont effectués très facilement avec un retour aux rendements d'août, ce qui apaisait les craintes de ceux qui redoutaient une tension à l'occasion de prochains appels dudis Trèsor : 29 milliards de dollars.



Le Monde

ÉTRANGER

- 3 La nucture des relations entre la Grande-Bretagne et la Syrie.
- 4 Les deux pilotes français libérés par le Polisario ont regagné Paris.
- 5 Nations unies : Washington ve verser 100 millions de dollars d'arriéres à l'organisation.

POLITIQUE

- 6 La Sénat adopte en seconde lecture le nouveau découpage
- Discussion budgetaire l'Assemblée nationale : le Front national demande la suppression du secrétariat d'Etat aux droits de l'homme.

SOCIÉTÉ

- 7 La lutte contre l'insécurité : M. Becam succède à M. Bon-
- 8 Sept ministres vont participer à l'operation « Feu vert pour la forêt ».

La discussion sur les procé-dures de licenciement est fertile

en rebondissements. Alors que

Force ouvrière, après la CFDT,

a fini par signer l'accord avec le

CNPF, après des débats internes

très vifs, la CGC a finalement

refusè sa signature, le vendredi

24 octobre. Côté patronal, la CGPME a décidé de réserver

son avis jusqu'à lundi, et la

Fédération nationale des tra-

vaux publics a'est exclue de

On attendait Force ouvrière, ce

egation FO avaient laissé prévoir

fut la CGC. Les débats an sein de la

les difficultés constatées ensuite

(le Monde des 23 et 24 octobre). La

délégation CGC o'avait pas paru épronver d'états d'âme particuliers. Son leader, M. Jean-Louis Mandi-nand, « habilité à négocier, mais

non autorisé à conclure », selon ses propres termes, avait indiqué qu'à tirre personnel, il jugeait l'accord « acceptable » et était partisan de la signature. Dans la négociation, la délégation CGC s'était plutôt terme

Mais le contenu de l'accord a été

comité fédéral de la CGC, et a

entraîné son refus par une très large

majorité (les des deux tiers des voix), après un débat difficile.

Parmi les principaux reproches : le fait que les délais qui s'écoulent entre l'amonce de la nécessité de

soient écourtés (ramenés à trente

jours); le fait que le contenu du plan social ne soit plus vérifié mais

seulement son existence; le rôle

insuffisant accordé aux représen-

sement critiqué au sein du

ements et leur mise en œuvre

- Sports.

CULTURE

- 9 L'ouverture de la Foire internationale d'art contemporain à
- Etienne Daho à l'Olympia. 11 Communication : la Nuit des

La CGC refuse de signer

tants du personnel (la délégation CGC avait souhaité renforcer leur

rôle, en élargissant les responsabi-lités aux délégnés syndicaux, là où il n'existe pas de comité d'entreprise ou de délégués du personnel).

L'opposition est venue de la fédé-

ration de la chimie, branche où les

délais de consultation sont actuelle-

ment les plus longs (six mois), mais aussi d'autres grandes fédérations, comme la métallurgie, d'où est issu M. Paul Marchelli, président de la CGC, les VRP, les assurances, trudis que la hannue l'énarcie

tandis que la banque, l'énergie, l'agro-alimentaire, se montraient

Outre le contenu de l'accord, sans

doute a joué une sorte de désir de

revaoche sor la oégociatioo de décembre 1984, certains à la CGC

ayant pa avoir le sentiment d'avoir été lächés par FO et surtout par la CFDT qui avait finalement refusé

de signer. Ainsi, la CGC, accusée de

toujours signer les accords, montre-rait son esprit d'indépendance - et

CNPF qui o'avait pas assez tenu compte de ses demandes.

Anorès de cela les arruments en

faveur de la signature (notamment

les risques d'une absence de signa-ture ou la possibilité d'obtenir des accords de branche apportant

pas pesé lourd. La CGC a indiqué dans un communiqué que la décision a été prise « compte tenu de l'enga-gement des grandes fédérations de

lancer une action dans chacune de

leurs branches professionnelles > : en effet, M. Paul Marchelli avait

souligné que le refus engageait les

Paradoxalement, la CGC a ainsi rejoint la CGT dans l'opposition.

fédérations à une action.

erait aussi un avertissement au

plutôt favorables...

ÉCONOMIE

- 13 Schlumberger vend Feirchild. - Les difficultés de M. Guil laume.
- 14 Revue des valeurs.

Cela va dépendre pour beaucoup du contenu de la loi qui doit suivre

l'accord entre les partenaires socianz. Mais le refus de la CGC

affaiblit en tout cas la portée de l'accord, en montrant l'absence de

consensus entre les centrales syndi-cales. Il peut, en particulier, encou-

rager la CGPME à ne pas signer

Les représentants des PME hési-

tent en effet et ne se prononceront que hindi 27 octobre. Leur déléga-tion o'a pas caché certaines de ses

réserves, en particulier sur l'arti-cle 12 qui prévoit la nécessité de dégager les moyens pour « la mise

en œuvre de contrats de conver-sion », là où (comme dens les PME) un plan social n'est pas obligatoire. Les patrons de PME craignent que

cela revienne à rendre nécessaire de fait ce plan social. Ce que souhai-

tent, en effet les syndicats de sale-

riés. La CGPME va prendre contact

avec le ministre des affaires sociales

pour tirer an clair P-interpréta-

Par ailleurs la Fédération natio

champ de l'accord » : la possibi-

sale des travaux publics a approuvé

la décision de son président, M. Jean-Louis Giral, de «l'exclure

lité en est accordée par les statuts du CNPF lorsqu'une fédération fait

connaître son opposition avant la signature. C'est ce qu'avait fait

M. Giral en quittant la négociation durant la soirée du 20 octobre (le

Monde du 22 octobre). Refus de la

CGC, hésitations de la CGPME, retrait de la CGPME montrent que l'accord, de raison, a été acquis de justesse du côté patronal comme du

Suppressions d'emplois

chez ARNO...

plois qui pourrait porter sur la moi-tié de l'effectif de l'entreprise de ré-

paration navale ARNO (Ateliers Réunis du Nord et de l'Ouest,

1800 salariés) scraît mis en ceuvre

an cours des prochaines semaines,

Ce pian a été autoncé le vendredi

24 octobre au come d'un comité cen-

...chez Elf-Aquitaine...

La branche - exploration-

production » de la société nationale

Elf-Aquitaine va supprimer 964 em-plois d'ici à la fin de 1988. Le

groupe a déjà décidé d'un millier de

léperts en préretraire. La direction

propose aux salariés concernés des

aides spéciales pour la création d'en-

treprises, des congés sans solde, un

Un plan de suppressions d'em-

GUY HERZLICH.

tion - de l'article 12.

côté des salariés

tral d'entreprise.

l'accord.

RÉGIONS 12 Une autoroute en Sologne. SERVICES Météorologie11

15 Crédits, changes et grands marches. Mots croisés11 Programmes des spectacles ... 10

L'enquête sur le meurtre d'un Algérien à Lyon

Un conseiller régional placé en garde à vue

Le secrétaire de la Fédération de l'Ain du Front national, éln en mars conseiller de la région Rhône-Alpes, M. Emmanuel Leroy, a été interpellé dans l'après-midi du jeudi 23 octobre, en compagnie de son épouse, par les policiers de la streté urbaine de Lyon agissant sur comm de M. Jacques Bailiet, juge d'instruction au tribunal de Lyon. Samedi, en fin de matinée, M. Leroy était toujours gardé à vue - avec deux antres personnes dont l'identité n'a pas été révélée - dans les jocanx de l'hôtel de police, entendu par les fonctionnaires de la sâreté qui enquêtent sur le meurtre d'un Algérien survenu il y a un mois dans la cité rhodanienne. L'épouse de M. Leroy, elle, a été remise en liberté.

Pendant la nuit du 22 au 23 septembre, M. Bouzid Kacir, parante-quatre aus, citoyen algérien travaillant en France, était victime d'une agression en pleine unit place Colbert, dans le quatier de la Croix-Rousse. Des témoins ont explique qu'ayant entendu le bruit d'une course-poursuite ils avaie aperça un individu s'engouffrer dans une voiture grise qui attendait non loin de là, rue Diderot, avec trois person bord. La volture disparue, on devait retrouver un peu plus loin M. Kacir appuyé contre un platane, un conteau dans le sternum. Transporté à l'hôpital, M. Kacir décédait des suites de ses blessures, victime selon toute apparence d'une agres-

Il semble qu'un témoin ait donné de la voiture utilisée ce soir-là par les assassins présumés une description qui correspond au propre véhicule de M. Leroy. Ce dernier était en fait surveillé depuis plusieurs jours, quand les policiers ont reçu l'ordre de l'interpeller pour qu'il soit eutendu comme témoin.

Une place vide...

de notre correspondant régional

Il y avait une place vide, le vendredi 24 octobre, dans les travées de droite du conseil régional à Charbonnières, siège de l'exécutif et de l'assemblée de la région Rhône-Alpes, réunie ce jour pour l'examen du prochain budget... M. Emmanuel Leroy était absent, pour une raison e inciscanciante de sa volocté ». Son € étoignement > n'a pas ému

ses treize autres collègues, très mordants pour défendre leurs positions politiques, y compris face à la majorité de la droite M. Leroy est un homme jeune, mais un responsable politique déjà « Instellé ». Ne le 22 novembre 1956 à Paris, il est secréteire départemental du Front national de l'Ain. Une posiques heurts avec la base locale de l'extrême droite - hostile, comme dans d'autres départements, à la politique de « para-

chutage > menée elors par

confirmée par son statut de per-

Liban

M. Jeen-Marie Le Pen, - ma

manent du Front depuis le mois

M. Leroy s'est installé à la tête de la fédération départementale après son succès, en mars dernier, aux élections régionales. La liste qu'il conduisait a obtenu 19 521 voix, soit 9,68 % des suffrages, score suffisent pour devenir conseiller régional après une tentative infructueuse au mois de mars 1985, dans le canton de Miribel, pour se voir attribuer, dans la même département de l'Ain, un siège de

L'épouse de M. Leroy - celuici est domicilié au hamesu de la ferme des Roches, près de Châtillon-sur-Chalaronne (Ain) est agrégée de grammaire à l'université Jean-Moulin (Lyon-II), où enseigne également M. Bruso Gollnisch, doyen hono-raire et professeur de japonais, « patron » incontesté du Front visiteur médical, au chômage dequis la mois de février demier est enregistré au conseil régional comme exerçant une fonction de « cadre de l'industrie ».

CLAUDE RÉGENT.

En France, Bokassa

Le retour de l'ancien empereur en Centrafrique

n'était plus surveillé...

Comment Jean-Bedel Bokassa, ex-empereur de Centrafrique, a-t-il pu échapper à la surveillance des geodarmes et des policiers qui étaient postés devant les grilles de son château de Hardricourt (Yvelines)? La réponse est simple : parce qu'il n'y avait ni gendarmes, ni policiers. Le service d'ordre chargé de protéger et surtout de surveiller ses allées et venues avait, en effet, été levé dans la première quin-

terme d'une longue suite d'incidents. Si M. Bokassa ne supportait plus l'incessante surveillance policière dont il était l'objet, les policiers chargés de celle-ci ne supportaient plus M. Bokassa... Celui-cì, qui pos-sédait des limousines puissantes,

Le FMI accorde 512 millions de dollars de crédits aux Philippines

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé l'ouverture de lignes de crédits pour les Philippines jusqu'à 422,1 millions de droits de tirage spéciaux (environ 512 millions de dollars). Ce montage financier comporte un arrangement « stand-by » sur dix-huit mois s'élevant à 198 millions de DTS (environ 242 millions de dollars) et le droit de tirer jusqu'à 224,1 millions de DTS (270 millions de dollars) dans le cadre des facilités compensatoires

dn Fonds. La décision du FMI devrait per-mettre d'ouvrir la voie à des crédits de 300 millions de dollars environ de la Banque mondiale, ainsi qu'à des négociations avec les banques pri-vées pour le rééchelonnement de quelque 8,5 milliards de dollars de crédits commercianx. Sur une dette totale d'environ 26 milliards de dollars. - (AFP.)

INTERNATIONAL MMOLOGICAL INSTITUTE

itemsifs d'une sen de diamants

RES DE COULEUR

prenait un malin plaisir à semer les inspecteurs des Renseignements généraux - qui furent par la suite remplacés par des gendarmes et des policiers - qui, eux, n'avaient que de modestes véhicules. Lassé, de ce petit jeu du chat et de la souris, ils ont obtenu une voiture ranide - une 505 GTL Le lendemain de cette acquisition, Bokassa, voyant que les «chasseurs» étaient encore à ses trousses, à empranté l'autoroute à tard, le scénario se répète : « Bok » fonce sur les routes des Yvelines et puis, brusquement, il pile net. La voiture des policiers s'encastre dans la sienne : résultat, la 505 GTI toute

neuve est bonne pour la ferraille! Autre question : sur l'ordre de qui ce dispositif a-t-il été supprimé ? Là, il o'y a pas encore de réponse. Tou-jours est-il que le premier ministre, M. Jacques Chirac, est entré dans une vive colère courre la « bavure » des services de M. Pandraud, minis-tre délégué auprès du ministre de l'intérieur. Qui a financé le voyage à Bangui de M. Bokassa qui, selon ses dires, o'avait plus d'argent? De source officieuse, on indique que des barbouzes » étaient présents dans la capitale centrafricaine depuis quelques jours, et qu'il y avait bien un projet visant à restaurer l'ancien

Autre thèse, celle de M. Georges Bokassa: « un mouvement ou parti français » a organisé le retour de son père, dans le but de « mettre le gou-vernement français en difficulté ». M. Bokassa junior, qui a du bou seus, a ajouté : « Tradutre mon père en justice créerait des enmas, des difficultés à beaucoup de monde, y compris à la France.

L'avocat de l'ancien chef d'Etat, Me Viala, plaide, pour sa part, en faveur do passé de M. Bokassa : « Il faut se souvenir de ce qu'a été Bokassa ; il o été un ami des Français, a combattu pour la Prance, c'étoit un officier (1), et autourd'hui se nose un problème aujourd'hui se pose un problème humain : peut-on laixser tomber un homme, se désintéresser de lui et ne pas exiger qu'il soit jugé conformé-ment au droit ? »

De son côté, M. Roger Holeindre, député du Front national, ami proche de l'ex-empereur, organisera la conférence de presse que la compague de Bokassa, Augustine Assenat (qui est arrivée jeudi à Paris et a immédiatement été interrogée par les Renseignements généraux), tiendra à mardi 28 octobre.

Le congrès du MRG MM. Doubin et Crépeau l'accord sur les procédures de licenciement

Les radicaux de gauche se éunissent le samedi 25 et le dimenche 26 octobre, en Avignon, en congrès extraordinaire pour définir leur stratégie. Les dernières semaines out été marquées par un durcissement des positions respectives de M. François Doubin, actuel président, et de deux de ses prédé-cesseurs à la tête du parti : MM. Michel Crépeau et Roger-Gérard Schwartzenberg. Le premier proue l'autonomie, c'est-à-dire la séparation d'avec le PS, le second ini reproche une démarche «en zigzag», et souhalte, avec vigneur, maintenir Pancrage à ganche du parti.

s'affrontent

·Le MRG, c'est clair et net », proclament les nouvelles affiches du parti. Incentation? Ironie? La confesion qui a marqué le débat préparatoire au congrès ne plaide pas en faveur de ce zlogan.

Accusé, citation à l'appui, de vou-loir la disperition du MRG et de préparer une sorte de phagocytage par le PS, M. Crépean assure ne vouloir que transformer le mouvement, pour le rendre plus attractif, sge un nouveur sigle, englobest redicalisme of social-

Accusé de « dérive droitière ». avec pour prenve le rappel de décla-rations favorables à un rapprochement avec les radicaux valoisiens et sa condamnatio de tout accord électoral national avec le PS, M. Doubin se rebiffe et affirme son soutien à M. François Mittersand, président on candidat.

Que M. Crépeau et ses amis don-tent de la régularité de la prépara-tion du congrès, et par suite des votes qui y interviendront, et M. Doubin et ses amis y voient la prenve que leurs adversaires se sen-tent en minorité. Que M. Doubin soupçonne ses saversaires de faire un chantage à la scission, et M. Crépeau rétorque que son souci est de voir vivre le parti en tenant un discours novateur, et non de le rétrécir encore. Seul point d'accord entre les deux protagonistes: leur refus de voir le congrès se conclure par une motion «nègre blane». Chacun souhaite que l'explication ait lieu, même si beaucoup de radicaux de gauche, sentant leur parti menace, attendent des protagonistes qu'ils clivage ne devienne pas fracture. Lour formation n'y survivrait pas.

ANNE CHAUSSEBOURG.

. M. Flosse poursuit ses détracteurs en diffemation. -M. Gaston Flosse, président du Conseil de gouvernement de la Polynésie française, a annoncé, le vendredi 24 octobre, à Papeete, qu'il porte plainte pour diffamation contre deux conseillers territoriaux polynésions, MM. Emile Vernaudon, meire de Mahina, et Quito Braun-Ortega. Les deux dirigeants du principal groupe d'opposition locale ont accusé, le 23 octobre à Paris, le secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud a d'affairisme, d'ingérence, de

Detrant 1/7-2018 Ann

travail à mi-temps. ... et à CDF Chimie

CDF-Chimie AZF, la division engrais du groupe chimique nationalisé prévoit la soppression de 450 emplois d'ici à la fin de 1987 sur un total de 4 900 salariés. Ces suppressions d'emplois toucheront les 18 sites français où est implanté le groupe, notamment Toulouse, Rouen, Bordeaux.

Le munéro de « Monde » daté 25 octobre 1986 détournement de pouvoirs, de cor-na été tiré à 490 188 exemplaires mption » (le Monde du 25 octobre).

Je fais mes courses d'un coup de baguette Faites vos courses de votre fauteuil. At Monde sur Minitel 36.15 tabez: LEMONDE LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

Les combats entre Palestiniens et chiites se sont étendus aux camps de Saïda

Saïda (Liban) (AFP). – De vio-leats combats ont éclaté, vendredi soir, entre Palestiniens des camps de réfugiés des fautourgs de Salda (Liban du Sud) et miliciens du mouvement chiite Amal. Ces combats sont les plus graves enregistrés jusqo'à présent entre les deux belli-gérants dans cette région, située à 45 kilomètres ao sud de Beyrouth, où se trouvent quelque quatre-vingt mille Palestiniens, qui constituent la pius importante concentration du Liben.

Ils interviennent au moment où une très vive tension règne entre les deux parties à Tyr (83 kilomètres ao sud de Beyrouth), où les hostilinés, décleuchées le 30 septembre dernier, se ponrsuiveot malgré un

moyen calibre, out commence sur l'axe opposant les Palestiniens du camp de Miyeh-Miyeh (à l'est de Saida) aux miliciens d'Amal postés

accord conclu une semaine plus tard

à Damas, et après l'arrestation de plusieurs centaines de Palestiniens

et l'expulsion de leurs familles vers

Les combats, qui se déroulent à l'artillerie lourde et aux armes de

dans les villages chrétiens d'Aln-Delb et de Qraiyé, qui font face à ce eamp. Ils se sont rapidement étendus an sud do camp d'Ain-Héloué, dominé par le village chré-tien de Maghdouché, contrôlé par Amal. Le bruit des tirs de canon est entendu au cœur même de Saïda.

Bouquins - Dossiers per milliers Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrique du kit au sur mesure

LEROY FABRICANT

iquipe votre appartem 26 années d'axpérience Une visite s'impose 208, svenue du Maine, Paris (14º)

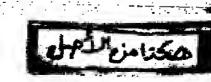
45-40-57-40 - Mª Alésia.

BCDEF

M. PIERRE MEHAIGNERIE

invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Milnignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'auntangement du territoire et des transports, sera l'hevité de l'émis-sion hebdomadaire «Le grand jury RTL-ie Monde» diaganche 26 octo-bre de 18 h 15 à 19 h 30. Le président du Centre des démo-crates sociaux, président du conseil général d'Illo-ei-Vilaine, répondra aux questions d'André Passeron et de François Grosrichard, du Monde, et de Gilles Leclerc et de Dominique Pennequin, de RTL, le début étant dirigé par Ofivier Manscolle.



A Mean 75 (ST) 14 A 3 Th - L. 12 Th - 14 Sept.

A TE IN BUTTONS 2 74 to 79 - 118 CE 198 N. 14 April 18 plant star . 2 2 2 2112 No. 10 . 12418

The State | Sec. d the state of the न्त्राह्म । इ.स्. प्रतिक MA CHAPA 100 F 4 4 Same a 1.00 to 140 The second secon THE BEA #3 - 3m 1 - 1 24-1 12 2 har 8

W 5 " 101/4

- W MIN TO P --

g = .m in k.w

May 14 44 SHE I SHIRTHAN YOU 100 PM 36 P 3 THE PERSON That we have to a Period Sec LETTER THE THE STATE OF SHIP SHIP. --and the same CONTRACT PROPERTY Total Committee Committee SOR FOR HE AREA . I 1114 (mar) 17 14

- mag - Link Carlot Commission With Steel Self # Europe 200 E' RETERTING A AND AND BUREAU A A 100 A B TEL PORT THE REPORT

The series of the series of A war in a way 478 to 1 1979 AL 128 B. B. St. of Con. THE MAN W. P.

THE PART OF T YES SAC SE 2245 244 OF LABOUR

S 12.40 4 Company of the same of ALC: NO LAND BAN S IN CO II THE PARTY

genta he a